

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1986

[C — 2003/29199]

27 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993, modifié par les arrêtés des 11 juillet 1996 et 26 janvier 1998, portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 fixant la contribution des parents ou de tiers dans les frais de séjour des enfants dans les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardien(ne)s encadré(e)s à domicile subventionnés par l'Office;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 septembre 1994 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardien(ne)s à domicile et les directeur(trice)s de maisons d'enfants ainsi que les modalités de la surveillance médicale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant diverses mesures en matière d'enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2000 approuvant les critères prévus par l'Office de la Naissance et de l'Enfance de refus ou de retrait de l'autorisation de garde d'enfant de moins de 6 ans;

Vu l'avis du Conseil d'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 19 décembre 2002, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 34.648/4, donné le 7 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il importe que les milieux d'accueil soient organisés dans un esprit de tolérance et d'ouverture, consacré notamment par les principes fondamentaux d'égalité et de non-discrimination, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et la recommandation du Conseil des Communautés européennes du 31 mars 1992 concernant la garde des enfants;

Considérant que l'accès à un milieu d'accueil de qualité est un droit pour l'enfant et que le milieu d'accueil doit lui permettre de s'épanouir sur le plan physique, psychologique et social, dans un cadre et selon un projet pédagogique approprié à son âge;

Considérant que les milieux d'accueil doivent permettre aux parents de concilier leurs responsabilités professionnelles, c'est-à-dire à la fois le travail, la formation professionnelle et la recherche d'emploi, leurs engagements sociaux et leurs responsabilités parentales;

Considérant qu'il convient de reconnaître le rôle de prévention sociale joué par les milieux d'accueil;

Considérant que le rôle des milieux d'accueil est complémentaire à celui de la famille et qu'ils doivent favoriser l'ouverture et l'écoute des parents;

Considérant que les milieux d'accueil doivent respecter les spécificités culturelles des enfants et être attentifs à leurs besoins spécifiques, notamment aux enfants porteurs d'un handicap;

Considérant qu'il convient de renforcer la cohérence de ce qui précède par la détermination de principes fondamentaux constituant la base commune aux différentes pratiques, dans la continuation des objectifs poursuivis par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

Considérant que la réglementation actuelle relative aux milieux d'accueil en Communauté française est éparse, et qu'il convient, dans un objectif de sécurité juridique, de la rassembler en un texte unique;

Considérant que les conclusions de la présidence espagnole, telles que formulées au Conseil européen de Barcelone les 15 et 16 mars 2002 fixent, dans le cadre de l'objectif « égalité des chances » en matière d'emploi, un objectif d'ici 2010 de structures d'accueil pour au moins 33 % des enfants âgés de moins de trois ans;

Considérant que l'actuelle offre d'accueil ne permet pas de rencontrer la demande en la matière, la priorité qui s'impose est d'augmenter le nombre de places d'accueil;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

LIVRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I^{er}. — Définitions, champ d'application et statut juridique des milieux d'accueil

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « le décret » : le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;

2° « l'Office » : l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

3° « Comité subrégional » : Comité subrégional de l'Office tel que visé par l'article 18 du décret;

4° « milieu d'accueil » : toute personne physique ou morale étrangère au milieu familial de vie de l'enfant qui accueille des enfants âgés de moins de six ans en externat et de manière régulière;

5° « milieu d'accueil subventionné » : milieu d'accueil bénéficiant des subventions de l'Office;

6° « parents » : la (les) personne(s) qui confie(nt) l'enfant au milieu d'accueil;

7° « code de qualité » : le code prévu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

8° « projet d'accueil » : le projet d'accueil établi en exécution de l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

9° « attestation de qualité » : l'attestation délivrée en exécution de l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

10° « autorisation » : la décision de l'Office préalable au fonctionnement de tout milieu d'accueil relevant de l'article 6, § 2, du décret, et attestant du respect des conditions prévues au Livre premier, Titre II, du présent arrêté;

11° « agrément » : la décision de l'Office attestant du respect par le milieu d'accueil des conditions prévues au Livre premier, Titre III, du présent arrêté et lui permettant de solliciter une subvention;

12° « taux d'occupation » : la mesure de l'occupation effective d'un milieu d'accueil par rapport au nombre d'enfants qu'il est susceptible d'accueillir;

13° « pouvoir organisateur » : la personne physique non conventionnée avec une personne morale ou la personne morale qui organise un milieu d'accueil;

14° « Directeur(trice) » : la personne chargée de la gestion journalière du milieu d'accueil;

15° « participation financière parentale » : l'intervention financière exigée des parents ou de tiers pour les frais de séjour dans le milieu d'accueil;

16° « le travailleur social » : un(e) infirmier(ère) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou un(e) assistant(e) social(e) chargé(e) notamment des prestations sociales au sein du milieu d'accueil;

17° « revenus du ménage » : les revenus nets globalisés des personnes qui assument les frais d'entretien de l'enfant;

18° « revenus à justifier » : toutes les ressources financières du ménage, à l'exclusion des allocations familiales et des interventions des pouvoirs publics dans les frais d'entretien d'un enfant placé en famille d'accueil;

19° « programmation des milieux d'accueil » : détermination par l'Office du nombre de nouvelles places subventionnables par type de milieu d'accueil et par zone géographique, dans la limite des crédits budgétaires disponibles;

20° « convention de collaboration » : toute convention visée aux articles 116 à 119;

21° « le Fonds » : le Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfant;

22° « le Ministre » : le Ministre qui a l'Accueil des Enfants et les Missions confiées à l'Office dans ses compétences;

23° « le Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 2. Les milieux d'accueil sont :

1° « la crèche » : milieu d'accueil conçu pour accueillir en collectivité et en externat des enfants âgés de zéro à trente-six mois avec du personnel qualifié et dont l'accès ne peut être limité à une tranche d'âge plus restreinte;

2° « le prégardienat » : milieu d'accueil conçu pour accueillir en collectivité et en externat des enfants âgés de dix-huit à trente-six mois avec du personnel qualifié et dont l'accès ne peut être limité à une tranche d'âge plus restreinte;

3° « la maison communale d'accueil de l'enfance » : milieu d'accueil conçu pour accueillir en collectivité et en externat des enfants âgés de zéro à six ans avec du personnel qualifié;

4° « la maison d'enfants » : milieu d'accueil conçu pour accueillir en collectivité et principalement en externat des enfants âgés de zéro à six ans;

5° « la crèche parentale » : milieu d'accueil conçu pour accueillir en collectivité et en externat des enfants de zéro à trente-six mois encadré en partie par du personnel qualifié et en partie par des parents;

6° « le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s » : service chargé d'organiser l'accueil des enfants âgés de zéro à six ans chez des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s auprès dudit service. Ce service peut être une crèche ou une maison communale d'accueil de l'enfance;

7° « l'accueillant(e) d'enfants » : personne qui assure, de jour ou de nuit, à l'endroit où il (elle) réside habituellement, l'accueil des enfants âgés de zéro à six ans; l'accueillant(e) d'enfants est soit conventionné(e) auprès d'un service tel que visé au 6°, soit autonome;

8° tout autre milieu d'accueil organisant l'accueil d'enfants âgés de zéro à six ans de manière régulière sous une autre forme que celles visées ci-dessus, pour autant que celui-ci ne soit pas exclu par l'article 6, § 3, du décret.

Art. 3. Le milieu d'accueil est organisé et géré par une ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public, dénommée(s) pouvoir organisateur.

Les statuts du pouvoir organisateur du milieu d'accueil, autre qu'une personne physique, ainsi que toute modification à ces statuts, sont portés à la connaissance de l'Office.

Art. 4. Si le milieu d'accueil est intégré dans un complexe social, éducatif, scolaire, hospitalier, administratif, industriel ou commercial, il est géré comme une entité distincte et tient une comptabilité distincte.

Dans cette hypothèse, le milieu d'accueil dispose d'un espace propre et géographiquement distinct.

Art. 5. La crèche, le préguardiennat et la crèche parentale ne peuvent poursuivre un but de lucre et sont gérés et organisés par une personne de droit public, par un établissement d'utilité publique ou par une association sans but lucratif.

La maison communale d'accueil de l'enfance est gérée par un ou par plusieurs pouvoirs publics, par une structure où les pouvoirs publics sont majoritaires ou par une association sans but lucratif ayant conclu une convention avec la commune, conformément au modèle établi par l'Office.

Le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s est un service à but non lucratif qui est soit un service organisé par une crèche ou une maison communale d'accueil de l'enfance agréée par l'Office, soit un service autonome agréé par l'Office et organisé par un pouvoir public subordonné, par une association de tels pouvoirs, par un établissement d'utilité publique ou par une association sans but lucratif.

TITRE II. — L'Autorisation

Art. 6. L'autorisation nominative préalable visée à l'article 6, § 2, du décret, est délivrée par l'Office dans les conditions énoncées ci-après et détermine, notamment, les locaux et la capacité d'accueil. Elle est incessible et revêt un caractère intuitu personnae.

CHAPITRE I^{er}. — Conditions générales

Section I^{re}. — Capacité d'accueil ou de fonctionnement

Art. 7. La crèche et le préguardiennat ont une capacité d'accueil de dix-huit places au moins et de quarante-huit places au plus.

Art. 8. La maison communale d'accueil de l'enfance a une capacité de douze places au moins et de vingt-quatre places au plus.

Art. 9. La maison d'enfants a une capacité d'accueil de neuf places au moins et de vingt-quatre places au plus.

Art. 10. La crèche parentale a une capacité d'accueil de quatorze places.

Art. 11. Le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s rattaché à une crèche ou une maison communale d'accueil de l'enfance comprend au moins cinq accueillant(e)s d'enfants. Les autres services d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s ont une capacité qui ne peut être inférieure à dix accueillant(e)s d'enfants.

Art. 12. L'accueillant(e) d'enfants a une capacité d'accueil de un à quatre enfants équivalents temps plein. Cette capacité d'accueil est fixée en tenant notamment compte des enfants de moins de trois ans de l'accueillant(e) d'enfants.

Le nombre d'enfants inscrit chez un(e) même accueillant(e) d'enfants ne peut en aucun cas dépasser le double de la capacité d'accueil autorisée.

Le nombre d'enfants accueillis simultanément est de maximum cinq.

Par dérogation à l'alinéa 3, ce nombre peut être porté à six si l'accueillant(e) d'enfants est agréé(e) pour quatre enfants équivalents temps plein et que le sixième enfant a entre deux ans et demi et 6 ans, qu'il a un lien de parenté avec un des autres enfants inscrits et qu'il est accueilli exclusivement avant et/ou après l'école.

Art. 13. A titre exceptionnel et sur demande expresse motivée du milieu d'accueil, l'Office peut accorder une dérogation aux seuils de capacité d'accueil définis ci-avant. Cette dérogation ne peut porter préjudice à la qualité de l'accueil et est subordonnée au respect des conditions fixées par l'Office.

Une dérogation est accordée pour les places réservées dans une maison d'enfants dans le cadre d'une convention de collaboration qui entraînent un dépassement du seuil de capacité définis à l'article 9. La maison d'enfants est tenue pour celles-ci d'assurer un encadrement par du personnel qui justifie de la formation de puéricultrice.

Section II. — Fonctionnement du milieu d'accueil

Art. 14. Le milieu d'accueil se soumet à la surveillance de l'Office. Afin d'assurer celle-ci ainsi que les missions d'accompagnement, de conseil et de contrôle, les agents de l'Office ont accès aux locaux où s'exerce l'accueil des enfants, durant les heures d'ouverture. Ils peuvent consulter tous les documents visés dans la présente section.

Art. 15. Le milieu d'accueil tient un registre des inscriptions et des présences.

Art. 16. Le milieu d'accueil tient un dossier contenant les documents requis ou délivrés en vertu du présent arrêté et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil.

Art. 17. Le milieu d'accueil rédige un règlement d'ordre intérieur selon le modèle type recommandé par l'Office, précisant les droits et obligations réciproques des parents et du milieu d'accueil.

Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation de l'Office qui vérifie sa conformité avec la réglementation. Il est signé pour accord par les parents au moment de l'inscription de l'enfant.

Art. 18. Le milieu d'accueil veille à ce que ses infrastructures et équipements assurent aux enfants sécurité, salubrité, hygiène et espace, et soient de nature à favoriser leur bien-être et leur épanouissement, selon les modalités fixées par l'Office en vertu du code de qualité et approuvées par le Gouvernement.

Art. 19. Le milieu d'accueil contracte les assurances destinées à couvrir sa responsabilité civile du fait des biens ou des personnes dont il a la responsabilité en vertu des articles 1382 à 1385 du Code civil.

Art. 20. Le milieu d'accueil avertit par écrit l'Office préalablement à tout changement généralement quelconque pouvant avoir une conséquence significative sur les conditions d'accueil.

Art. 21. Le milieu d'accueil avertit l'Office de toute cessation temporaire ou définitive de ses activités, sauf pour cause de vacances annuelles.

Les modalités et le délai de la cessation d'activité d'un milieu d'accueil subventionné, de même que le changement de pouvoir organisateur ou de lieu d'implantation, font l'objet d'un accord entre le pouvoir organisateur et l'Office.

Section III. — Personnel du milieu d'accueil

Art. 22. Le milieu d'accueil, à l'exception de l'accueillant(e) d'enfants, désigne une personne physique qui assure sur place la gestion quotidienne, dénommée « Directeur(trice) ». Cette désignation est portée à la connaissance de l'Office.

Le (la) Directeur(trice) est notamment chargé(e) d'assurer le bon fonctionnement du milieu d'accueil et de veiller à l'élaboration et à la mise en application effective du projet d'accueil.

Art. 23. Le (la) Directeur(trice) est âgé(e) d'au moins vingt-et-un ans et le personnel d'encadrement d'au moins dix-huit ans.

L'âge maximum est fixé pour tous à soixante-cinq ans.

A titre exceptionnel, l'Office peut octroyer une dérogation à la limite d'âge maximum visée à l'alinéa 2 aux conditions qu'il détermine.

Art. 24. Le (la) Directeur(trice) et le personnel d'encadrement, de même que l'accueillant(e) d'enfants, justifient d'une formation ou d'une expérience utile en matière d'accueil d'enfants conformément à l'article 42. Ils ne peuvent exercer d'activité incompatible avec l'accueil d'enfants ou qui les empêcherait d'assurer l'encadrement des enfants pendant leurs heures de prestations.

Art. 25. Le milieu d'accueil, à l'exception des services d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s pour ses accueillant(e)s d'enfants, conclut avec chaque membre du personnel une convention prévoyant au moins la nature et la durée de celle-ci, la nature et le temps de prestation et la durée du préavis.

Le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s passe une convention avec l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e). Cette convention est établie selon un modèle fourni par l'Office et soumise à l'approbation de l'Office.

*Section IV. — Dispositions médicales**Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 26. Selon les modalités définies par l'Office,

1° le milieu d'accueil soumet les enfants et la ou les personnes qui les encadrent à une surveillance de la santé conformément à la réglementation en vigueur;

2° les structures qui accueillent des enfants de zéro à trois ans veillent en outre à ce qu'une surveillance médicale préventive des enfants soit assurée;

3° sauf si une consultation médicale est organisée en son sein, le milieu d'accueil entretient un lien fonctionnel avec une consultation créée ou agréée par l'Office.

Art. 27. Pour chaque membre du personnel, ainsi que pour chaque accueillant(e) d'enfants et les personnes de plus de quinze ans faisant partie de son ménage, de même que pour toutes personnes appelées à être en contact fréquent avec les enfants accueillis, le milieu d'accueil, à l'exception de l'accueillant(e) d'enfants conventionnée, fournit aux échéances fixées ci-après ainsi qu'à tout moment à la demande de l'Office et selon les modalités fixées par lui :

1° la preuve de l'état d'immunité contre la rubéole lors de l'entrée en fonction;

2° un certificat médical annuel attestant qu'au moment de l'examen, il n'existe aucun signe d'affection physique ou psychique susceptible de présenter un danger pour les enfants accueillis, étant entendu que l'Office peut exiger qu'un certificat de santé physique et psychique complémentaire soit établi par un médecin spécialiste.

Toute modification importante de l'état de santé doit être signalée spontanément à l'Office.

Art. 28. Le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s produit pour chaque accueillant(e) d'enfants, et l'accueillant(e) d'enfants autonome pour ce qui le (la) concerne, la preuve que ses enfants de moins de six ans sont vaccinés selon le schéma élaboré par la Communauté française et recommandé par l'Office.

Sous-section II. — Dispositions spécifiques aux enfants

Art. 29. Dans le cadre de la surveillance médicale préventive, le carnet de l'enfant constitue un document de référence servant de liaison entre les différents intervenants et les parents. À cette fin, les parents veillent à ce qu'il accompagne toujours l'enfant.

Art. 30. Lorsqu'un enfant est confié à un milieu d'accueil, les parents fournissent au médecin de la structure un certificat médical spécifiant l'état de santé de l'enfant et, le cas échéant, les implications éventuelles sur les aspects collectifs de la santé. Le certificat médical précise également les vaccinations déjà réalisées.

Art. 31. Sauf décision médicale, laquelle est sur la demande du milieu d'accueil confirmée par le conseiller médical de la sub-région, tout enfant est vacciné selon les modalités déterminées par l'Office dans le cadre du schéma élaboré par la Communauté française. Les vaccinations sont pratiquées par le médecin de la consultation des nourrissons ou par un médecin choisi par les parents. Dans ce cas, les parents fournissent au milieu d'accueil la preuve des vaccinations.

Art. 32. Le milieu d'accueil ne peut accepter un enfant malade en son sein que selon les modalités et recommandations définies par l'Office et à la condition qu'un certificat médical atteste qu'au moment de l'examen, l'affection dont souffre l'enfant ne l'empêche pas de fréquenter le milieu d'accueil.

Art. 33. Dans le respect des conditions fixées par l'Office, l'accueil d'un enfant porteur d'un handicap est encouragé en vue de favoriser son intégration dans le respect de ses différences, pour autant que le milieu d'accueil remplisse des conditions suffisantes pour garantir la sécurité de l'enfant.

Section V. — Normes d'encadrement

Art. 34. L'encadrement des enfants au sein de la crèche est assuré par le personnel minimum suivant :

1° un(e) puériculteur(trice) équivalent temps plein pour sept enfants, la qualification de puériculteur(trice) pouvant toutefois, pour les enfants âgés de plus de dix-huit mois, être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing ou d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel ou d'une autre qualification reconnue par le Gouvernement, pris avis de l'Office, sans pour autant que la proportion de puériculteur(trice) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants de cet âge;

2° un(e) infirmier(ère) gradué(e) ou un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire équivalent temps plein pour une capacité de quarante-huit places ou occupé(e) à temps partiel suivant un horaire calculé en fonction de tranches complètes de douze places en vue d'assurer des prestations de surveillance et de soins;

3° un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou un(e) assistant(e) social(e) occupé(e) à mi-temps pour une capacité de quarante-huit places ou occupé(e) à temps réduit suivant un horaire calculé en fonction de tranches complètes de vingt-quatre places en vue d'assurer des prestations de type social.

Moyennant l'accord de l'Office, les prestations visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, peuvent faire l'objet d'une répartition différente selon les nécessités du service, en vue d'assurer un meilleur équilibre des fonctions, à condition qu'une telle répartition n'ait pas pour effet d'augmenter les prestations subventionnées et que le suivi médical et social reste assuré.

En vue de favoriser une pluridisciplinarité de l'encadrement, lorsqu'une structure dispose d'un encadrement médico-social supérieur à un équivalent temps plein, le milieu d'accueil est autorisé à remplacer, au maximum pour moitié, les prestations médico-sociales par du personnel titulaire d'une formation de niveau supérieure à finalité psychopédagogique, pour autant que le suivi médical et social reste assuré par du personnel qualifié.

Art. 35. L'encadrement des enfants au sein du prégardienat est assuré par le personnel minimum suivant :

1° un(e) puériculteur(trice) équivalent temps plein pour neuf enfants, la qualification d'un(e) puériculteur(trice) pouvant être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing ou d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel ou d'une autre qualification reconnue par le Gouvernement, pris avis de l'Office, sans toutefois excéder la moitié du personnel;

2° un(e) infirmier(ère) gradué(e), gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire équivalent temps plein pour une capacité de quarante-huit places ou occupé(e) à temps partiel suivant un horaire calculé en fonction de tranches complètes de douze places en vue d'assurer des prestations de surveillance et de soins;

3° un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou un(e) assistant(e) social(e) occupé(e) à mi-temps pour une capacité de quarante-huit places ou occupé(e) à temps réduit, suivant un horaire calculé en fonction de tranches complètes de vingt-quatre places en vue d'assurer des prestations de type social.

Moyennant l'accord de l'Office, les prestations visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, peuvent faire l'objet d'une répartition différente selon les nécessités du service, en vue d'assurer un meilleur équilibre des fonctions, à condition qu'une telle répartition n'ait pas pour effet d'augmenter les prestations subventionnées et que le suivi médical et social reste assuré.

En vue de favoriser une pluridisciplinarité de l'encadrement, lorsqu'une structure dispose d'un encadrement médico-social supérieur à un équivalent temps plein, le milieu d'accueil est autorisé à remplacer, au maximum pour moitié, les prestations médico-sociales par du personnel titulaire d'une formation de niveau supérieur à finalité psychopédagogique, pour autant que le suivi médical et social reste assuré par du personnel qualifié.

Art. 36. L'encadrement des enfants au sein de la maison communale d'accueil de l'enfance est assuré par le personnel minimum suivant :

1° 2,5 équivalents temps plein de puériculteurs(trices) pour douze enfants;

2° 0,5 équivalent temps plein de puériculteur(trice) par groupe de trois places supplémentaires pour les maisons dont la capacité est supérieure à douze places; la qualification de puériculteur(trices) peut être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing ou d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel, sans pour autant que la proportion de puériculteurs(trices) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants;

3° 0,25 équivalent temps plein d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, ou d'assistant(e) social(e) par tranche de douze places.

Art. 37. L'encadrement des enfants au sein d'une crèche parentale est assuré au minimum par du personnel équivalent à 3,5 temps plein. Dans le cadre de ce minimum de 3,5 équivalents temps plein, il y a au moins 1,75 équivalents temps de puériculteurs(trices) et 0,25 équivalent temps plein d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou d'assistant(e) social(e) et au plus 1,5 temps plein assuré par des parents.

Le pouvoir organisateur d'une crèche parentale veille à ce qu'un membre du personnel qualifié soit présent durant toutes les heures d'ouverture du milieu d'accueil.

Les parents qui participent à l'encadrement d'une crèche parentale assurent l'accueil au minimum une demi-journée et au maximum cinq demi-journées par semaine, à raison d'un maximum de douze parents.

Art. 38. L'encadrement des enfants au sein de la maison d'enfants est assuré par le personnel minimum suivant :

1° 1,5 équivalent temps plein pour une capacité de six à neuf enfants si un tiers des enfants a plus de dix-huit mois, en cas de dérogation à la capacité minimale accordée conformément à l'article 13;

2° 2 équivalents temps plein, pour une capacité de six à neuf enfants si plus de deux-tiers des enfants ont moins de dix-huit mois, en cas de dérogation à la capacité minimale accordée conformément à l'article 13;

3° 2 équivalents temps plein pour une capacité de neuf enfants;

4° 2, 5 équivalents temps plein pour une capacité de douze enfants;

5° 3 équivalents temps plein pour une capacité de quinze enfants;

6° 3,5 équivalents temps plein pour une capacité de dix-huit enfants;

7° 4 équivalents temps plein pour une capacité de vingt-et-un enfants;

8° 4,5 équivalents temps plein pour une capacité de vingt-quatre enfants.

Au delà de vingt-quatre enfants, il est procédé à une augmentation de l'encadrement de 0,5 équivalent temps plein par tranche de 3 enfants.

Un quart-temps de direction doit être prévu par tranche de douze places.

Art. 39. Pour assurer l'encadrement des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s, le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s dispose du personnel minimum suivant :

1° un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou un(e) assistant(e) social(e) à temps plein pour une capacité de vingt accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s ou occupé(e) à temps partiel, suivant un horaire calculé en fonction de tranches de cinq accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s;

2° un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou un(e) assistant(e) social(e) occupé(e) à quart-temps par groupe de cinq accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s supplémentaires.

Art. 40. Pour l'application des articles 34, 1°, et 35, 1°, le personnel requis pour l'encadrement des enfants est augmenté, en cas de tranche entamée, d'un mi-temps lorsque la capacité agréée dépasse la moitié de la tranche.

Art. 41. L'encadrement des enfants chez l'accueillant(e) d'enfants est assuré par lui(elle) seul(e). Il ne peut y avoir de délégation de l'accueil des enfants à une autre personne que l'accueillant(e) d'enfants. Il (elle) peut néanmoins être assisté(e) par un(e) aidant(e).

Section VI. — Formation initiale

Art. 42. Pour les crèches, préguardiennats et maisons communales d'accueil de l'enfance, le(la) Directeur(trice) et les personnes qui assurent l'encadrement des enfants justifient de la formation d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, d'assistant(e) social(e) ou de puériculteur(trice) ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique. La qualification de puériculteur(trice) peut toutefois, pour l'encadrement des enfants âgés de plus de dix-huit mois, être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing, d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel, sans toutefois que la proportion de puériculteur(trice) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants de cet âge.

Pour les crèches parentales, le(la) Directeur(trice) et les personnes, autres que les parents, qui assurent l'encadrement des enfants justifient de la formation d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, d'assistant(e) social(e) ou de puériculteur(trice) ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique. Les parents qui assurent l'encadrement des enfants justifient d'une formation reconnue par le Gouvernement ou s'engagent à suivre dans l'année un module de formation accélérée reconnu par le Gouvernement.

Pour les maisons d'enfants, le(la) Directeur(trice) justifie d'une formation psycho-médico-sociale reconnue par le Gouvernement ou, à défaut, d'une expérience utile de cinq ans au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans la fonction de direction. Dans ce cas, le(la) Directeur(trice) s'engage à suivre dans les trois ans un module de formation accélérée reconnu par le Gouvernement. Le personnel d'encadrement des enfants justifie d'une formation reconnue par le Gouvernement ou, à défaut, d'une expérience utile de cinq ans au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans la fonction d'encadrement. Dans ce cas, le membre du personnel s'engage à suivre dans les trois ans un module de formation accélérée reconnu par le Gouvernement.

L'accueillant(e) d'enfants justifie d'une formation reconnue par le Gouvernement ou, à défaut, s'engage à suivre dans l'année un module de formation accélérée, de maximum 50 heures, reconnu par le Gouvernement.

La liste des formations reconnues par le Gouvernement est revue chaque année.

Section VII. — Formation continue

Art. 43. Tout milieu d'accueil assure la formation continue de son personnel notamment en l'inscrivant à des modules de formation compris dans un programme de formation continue arrêté au moins tous les trois ans par le Gouvernement, sur proposition de l'Office.

Ce programme est réalisé par l'Office, en partenariat avec des établissements d'enseignement de plein exercice et/ou de promotion sociale et les opérateurs de formations agréés par le Ministre de l'Enfance.

CHAPITRE II. — *Procédure d'autorisation*

Art. 44. § 1^{er}. La demande d'autorisation du milieu d'accueil est adressée à l'Office.

La demande est accompagnée des pièces suivantes :

1° pour le milieu d'accueil en tant que tel :

- a) la capacité d'accueil;
- b) un contrat d'assurance garantissant la responsabilité civile et professionnelle du milieu d'accueil et des personnes dont il répond;
- c) une proposition reprenant les lignes directrices du projet d'accueil conforme au code de qualité;
- d) un projet de règlement d'ordre intérieur;
- e) le cas échéant, la désignation du (de la) Directeur(trice), signée pour accord par celui(elle)-ci;
- f) s'il est constitué en personne morale de droit privé, les statuts de celle-ci et ses modifications éventuelles;
- g) une description et un plan des infrastructures;
- h) l'engagement d'organiser, au moins une fois par an, des réunions de parents ou toute autre forme de participation de ceux-ci;
- i) s'il est constitué sur base de l'article 119, § 2, les projets de convention de collaboration;

2° pour chaque membre du personnel, chaque accueillante, ainsi que pour chaque personne appelée à être en contact régulier avec les enfants accueillis, selon les modalités déterminées par l'Office :

a) un certificat de bonnes vie et mœurs exempt de condamnation ou de mesure d'internement pour faits de mœurs ou de violence à l'égard de mineurs et datant de moins de six mois au moment de l'introduction de la demande; ce certificat doit être renouvelé tous les cinq ans, ainsi que sur simple demande de l'Office;

b) la preuve de l'état d'immunité contre la rubéole;

c) un certificat médical annuel attestant qu'au moment de l'examen, il n'existe aucun signe d'affection physique ou psychique susceptible de représenter un danger pour les enfants accueillis, étant entendu que l'Office peut exiger qu'un certificat de santé physique et psychique soit établi par un médecin spécialiste, complémentairement à l'attestation du médecin traitant;

3° pour chaque accueillant(e) d'enfants, la preuve que ses enfants sont vaccinés selon les modalités déterminées par l'Office dans le cadre du schéma élaboré par la Communauté française, sauf décision médicale, laquelle est sur la demande de l'Office confirmée par le conseiller médical de la sub-région;

4° pour chaque accueillant(e) d'enfants conventionné(e) :

a) un rapport social complet du travailleur social du service d'accueillant(e)s d'enfants, après enquête au domicile du (de la) candidat(e) accueillant(e) d'enfants;

b) la convention passée entre le service et l'accueillant(e) d'enfants visée à l'article 25, alinéa 2.

§ 2. Pour chaque milieu d'accueil, un rapport d'enquête est établi par les agents compétents de l'Office.

Art. 45. Dans les quinze jours à dater de la demande, l'Office accuse réception du dossier complet auprès du milieu d'accueil. Le cas échéant, il informe celui-ci que le dossier n'est pas complet et identifie le ou les document(s) manquant(s).

Dans les quinze jours de la réception des documents manquants, l'Office en accuse réception auprès du milieu d'accueil.

Art. 46. Concomitamment à l'envoi de l'accusé de réception du dossier complet, l'Office sollicite l'avis du collège des bourgmestre et échevins compétent et des personnes désignées par l'Office.

Le collège des bourgmestre et échevins de la commune où s'effectue l'accueil dispose de trente jours à partir de la réception de la demande d'avis pour transmettre son avis à l'Office. À défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. 47. L'Office statue sur la demande d'autorisation dans les soixante jours qui suivent l'introduction du dossier complet et communique immédiatement sa décision au milieu d'accueil et au collège des bourgmestre et échevins concerné.

CHAPITRE III. — *Modalités d'inscription de l'enfant*

Art. 48. A partir du sixième mois révolu de grossesse, les parents font, par écrit ou verbalement, une demande d'inscription de leur enfant dans le milieu d'accueil. Ils précisent le nombre probable de demi-jour par mois de présence de leur enfant et la date probable du début de l'accueil.

Chaque demande d'inscription est transcrite immédiatement, sous forme d'inscription en attente, dans le registre des inscriptions visé à l'article 15, dans l'ordre chronologique de son introduction. Le milieu d'accueil en délivre un accusé de réception.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3, lorsque la demande des parents s'inscrit dans le cadre d'une convention de collaboration, celle-ci est transcrite immédiatement, sous forme d'inscription ferme, dans le registre des inscriptions à la date présumée du début de l'accueil.

Art. 49. L'Office est autorisé à prendre toute disposition ou toute modalité technique en vue d'informatiser et de centraliser les informations contenues dans les registres d'inscription visés à l'article 48.

Art. 50. § 1^{er}. Le milieu d'accueil notifie par écrit aux parents l'acceptation ou le refus motivé d'inscription dans un délai, lequel ne peut être supérieur à deux mois à dater de la demande d'inscription, fixé par l'Office et, en cas d'acceptation, leur demande de se désinscrire des milieux d'accueil où ceux-ci auraient une demande en attente. Si la demande initiale d'inscription est modifiée suite à la notification de l'acceptation ou du refus par le milieu d'accueil, celui-ci notifie l'acceptation ou le refus à l'égard de cette demande modifiée dans les dix jours ouvrables qui suivent.

L'inscription est transcrite immédiatement, sous forme d'inscription ferme, dans le registre des inscriptions à la date présumée du début de l'accueil.

Le milieu d'accueil remet aux parents le règlement d'ordre intérieur et le projet d'accueil, qu'ils doivent signer pour accord après en avoir pris connaissance.

§ 2. L'inscription de l'enfant ne peut être refusée sur la base de discriminations sociales, sexuelles ou raciales, pour autant que les parents acceptent de souscrire au projet d'accueil et au règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil.

Sans préjudice de l'alinéa premier, l'inscription de l'enfant doit se faire dans le respect de l'ordre de demande d'inscription dans le registre conformément à l'article 48, alinéa 3, pour autant que cela corresponde à l'offre d'accueil.

§ 3. Toute décision de refus d'inscription, notifiée aux parents sur un formulaire type dont le modèle est fourni par l'Office, précise le motif de refus, à savoir soit l'absence de place disponible à la date présumée du début de l'accueil, soit un motif lié à l'incompatibilité de la demande avec le projet d'accueil ou le règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil, lesquels ne peuvent disposer qu'une demande d'inscription soit refusée pour le motif que le nombre de journées est insuffisant si ce nombre est supérieur en moyenne mensuelle à 16 demi-journées, hors les mois de juillet et août. Le milieu d'accueil informe en outre les parents des autres milieux d'accueil susceptibles de rencontrer leur demande, conformément à l'article 20 du Code de qualité ainsi que du fait qu'il communique leur demande au comité subrégional aux fins d'être transcrite dans un registre des inscriptions en attente.

Art. 51. § 1^{er}. En cas de refus motivé d'inscription conformément à l'article 50, le milieu d'accueil informe le comité subrégional de sa région de la décision de refus.

Chaque comité subrégional centralise, pour ce qui le concerne, dans un registre des inscriptions en attente les refus d'inscription et gère celui-ci selon des modalités fixées par l'Office.

§ 2. Si un milieu d'accueil a une capacité d'accueil non occupée, il prend contact en premier lieu avec le comité subrégional de sa région pour voir s'il ne reste pas en attente des demandes d'inscription de parents qui s'étaient adressés à lui et qui se sont vu refuser l'inscription.

Dans l'affirmative, après avoir confirmé la demande des parents, le milieu transcrit dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription ferme, visé à l'article 50, alinéa 2, l'inscription réalisée conformément au présent chapitre et demande aux parents de se désinscrire des milieux d'accueil où ceux-ci auraient une demande en attente.

Dans la négative, le milieu d'accueil se réfère ensuite aux demandes d'inscription transcrites dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription en attente.

Enfin, si les inscriptions transcrites dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription en attente, ne lui permet pas de rencontrer cette capacité d'accueil non occupée, le milieu d'accueil prend contact avec le comité subrégional du lieu où il est implanté et/ou contigu à son lieu d'implantation. Ce(s) dernier(s) communique(nt) au milieu d'accueil le registre des inscriptions en attente.

Après avoir confirmé la demande des parents, le milieu d'accueil transcrit dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription ferme, visé à l'article 50, alinéa 2, l'inscription réalisée conformément au présent chapitre et demande aux parents de se désinscrire des milieux d'accueil où ceux-ci auraient une demande en attente.

§ 3. L'Office détermine les procédures d'actualisation des registres des inscriptions en attente, tant à l'égard des milieux d'accueil que des parents.

Art. 52. Les parents confirment la naissance de l'enfant au milieu d'accueil dans le mois de celle-ci.

Au delà du mois qui suit la date présumée de la naissance et si les parents n'ont pas annoncé la naissance, le milieu d'accueil adresse un rappel aux parents les invitant à confirmer l'inscription dans les quinze jours. A défaut de réponse à ce rappel, l'inscription ferme est annulée.

Art. 53. Au moment de la confirmation visée à l'article 52, alinéa 1^{er}, le milieu d'accueil demande aux parents une avance forfaitaire destinée à assurer la réservation de la place de l'enfant dans le milieu d'accueil et à garantir la bonne exécution des obligations financières des parents tout au long de l'accueil de l'enfant. Celle-ci correspond au maximum à un mois d'accueil, calculé sur la base de la fréquentation demandée et de la contribution financière des parents déterminée sur la base des revenus du ménage. Elle doit être restituée à la fin de l'accueil de l'enfant si toutes les obligations ont été exécutées, ou si l'entrée de l'enfant n'a pu avoir lieu en cas de force majeure et ce, dans un délai ne dépassant pas le mois.

L'inscription de l'enfant est définitive à partir du moment où les parents ont versé l'avance forfaitaire visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 54. Le milieu d'accueil adresse annuellement un rapport à l'Office sur les inscriptions effectuées et confirmées et celles qu'il a refusées, ainsi que sur les causes de ces refus.

Si l'Office est saisi d'une plainte ou s'il constate que le refus d'inscription n'est pas ou insuffisamment motivé, ou n'est pas fondé, il peut prendre toute mesure appropriée et, selon le cas ou la gravité du manquement, suspendre ou retirer l'autorisation, selon les modalités définies dans le présent arrêté.

Art. 55. Par dérogation aux articles 48 à 51, les milieux d'accueil visés à l'article 2, 1^o à 4^o et 8^o prévoient de réserver au moins 10 % de leur capacité totale en vue de rencontrer les besoins d'accueil résultant de situations particulières, notamment pour l'accueil d'enfants ayant un lien de parentalité avec un autre enfant inscrit. Celles-ci peuvent faire l'objet de modalités d'inscription et de réservation différentes de celles fixées aux dits articles.

Le pourcentage réservé, les situations particulières et les modalités d'inscription et de réservation visées à l'alinéa 1^{er} sont précisés dans le règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil. Si les places réservées en fonction de l'alinéa premier ou dans le cadre d'une convention de collaboration ne font pas l'objet d'une demande d'inscription quinze jours avant le début d'un mois, ces places ne sont plus obligatoirement réservées pour des besoins d'accueil résultant respectivement de situations particulières ou d'une convention de collaboration pour le mois à venir et sont attribuées en fonction du registre des inscriptions visé à l'article 15.

CHAPITRE IV. — *Refus, suspension et retrait de l'autorisation*

Art. 56. L'Office refuse l'autorisation s'il constate qu'une des conditions visées au présent Titre n'est pas respectée.

Il en informe le milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste. La lettre expose les motifs du refus d'autorisation et reproduit les dispositions du présent article et de l'article 57.

Le milieu d'accueil dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du refus d'autorisation pour remédier aux éléments visés dans celui-ci.

Si, à l'échéance de ce délai, le milieu d'accueil ne s'est pas conformé à l'ensemble des conditions d'octroi de l'autorisation, l'Office confirme la décision de refus.

La décision confirmative motivée est notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

Art. 57. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la décision de refus d'autorisation.

Ce recours est introduit par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la réception de la décision de refus.

Après avoir pris connaissance des arguments exposés, par écrit ou oralement, à sa demande, par le représentant du pouvoir organisateur, le Conseil d'Administration de l'Office confirme le refus d'autorisation ou, le cas échéant, octroie l'autorisation.

Art. 58. Lorsque l'Office constate, après que l'autorisation a été délivrée, qu'une des conditions à l'octroi de celle-ci n'est plus respectée, il adresse au milieu d'accueil une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Art. 59. Le milieu d'accueil dispose d'un délai de trente jours pour se conformer aux injonctions de l'Office.

En cas d'urgence, la mise en demeure peut imposer au milieu d'accueil qu'il se conforme immédiatement aux injonctions formulées.

Art. 60. Si, à l'échéance des délais visés à l'article 59, le milieu d'accueil ne s'est pas conformé aux dispositions de la mise en demeure, l'Office suspend ou retire l'autorisation accordée au milieu d'accueil.

La décision de suspension ou de retrait est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste. Elle entraîne la fermeture du milieu d'accueil dans les trente jours de sa notification, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 63.

En cas de suspension de l'autorisation, la décision indique la durée de la suspension, qui ne peut être supérieure à six mois.

Art. 61. § 1^{er}. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la décision de suspension ou de retrait de l'autorisation.

Ce recours doit être introduit par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la réception de la décision de suspension ou de retrait.

L'introduction du recours suspend les effets de la décision.

§ 2. Dans le mois de la réception du recours, le Conseil d'Administration de l'Office convoque un membre du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil, afin de lui(leur) permettre de faire valoir ses(leurs) observations.

La convocation se fait par voie recommandée à la poste.

Les personnes convoquées peuvent être accompagnées d'une personne de leur choix.

Un délai minimal de dix jours doit s'écouler entre la convocation et l'audition du(des) intéressé(s).

L'audition est tenue par le Conseil d'Administration de l'Office ou par les personnes désignées en son sein. A l'issue de celle-ci, un procès-verbal est dressé et signé par les personnes présentes.

§ 3. Après avoir entendu la(les) personne(s) convoquée(s), le Conseil d'Administration de l'Office peut encore accorder un ultime délai pour permettre au milieu d'accueil de se conformer à ses injonctions.

Dans cette hypothèse, il peut soit enjoindre au milieu d'accueil d'informer les parents des enfants accueillis de l'existence de la procédure engagée, selon les termes et modalités qu'il détermine au cas d'espèce, soit procéder lui-même à cette information.

§ 4. Au terme de la procédure, le Conseil d'Administration confirme ou infirme la décision de suspendre ou de retirer l'autorisation accordée au milieu d'accueil. Cette décision est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

Art. 62. La suspension ou le retrait de l'autorisation entraîne la suspension ou le retrait de l'agrément et des subventions éventuellement octroyés au milieu d'accueil.

Art. 63. En cas d'urgence particulière, résultant d'un événement impérieux et imprévisible, ou de circonstances qui compromettent gravement la sécurité ou la santé des enfants, l'Office peut suspendre l'accueil de manière préventive.

Il en va de même si, à la suite de l'injonction visée à l'article 59, alinéa 2, le milieu d'accueil ne se conforme pas immédiatement aux mesures imposées.

La décision de l'Office est motivée.

Si les circonstances particulières visées au premier alinéa résultent du comportement du milieu d'accueil ou d'un membre de son personnel, la suspension de l'accueil peut être décidée avant même la mise en demeure visée à l'article 59.

La durée de la suspension préventive ne peut excéder deux mois.

Elle produit ses effets dès sa notification au milieu d'accueil qui doit alors immédiatement suspendre ses activités. Lorsque la notification a lieu par simple lettre, télécopie, courrier électronique ou autre moyen assimilé, elle est confirmée dans les cinq jours par lettre recommandée à la poste.

Art. 64. Un recours urgent est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office contre la décision de suspension provisoire, en vue de faire cesser la mesure de suspension.

Le recours urgent est adressé dans les cinq jours qui suivent la notification de la mesure de suspension.

Dans les quinze jours qui suivent la date de notification du recours urgent, le Conseil d'Administration ou les personnes désignées en son sein entendent un représentant du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil en ses (leurs) arguments. A l'issue de l'audition, un procès-verbal est dressé et signé par toutes les personnes présentes.

Dans le mois qui suit la date de notification du recours urgent, le Conseil d'Administration confirme ou, le cas échéant, suspend la mesure attaquée.

La décision du Conseil d'Administration est motivée et notifiée immédiatement au milieu d'accueil.

Art. 65. En cas de suspension ou de retrait de l'autorisation, l'Office met tout en oeuvre pour assurer l'accueil des enfants dans un autre milieu d'accueil.

TITRE III. — L'agrément

CHAPITRE I^{er}. — Conditions d'agrément

Art. 66. Le milieu d'accueil, préalablement autorisé par l'Office conformément aux dispositions du Titre II du présent Livre, peut faire l'objet d'un agrément par l'Office, aux conditions du présent chapitre.

Art. 67. Pour obtenir l'agrément, le milieu d'accueil doit :

1° disposer au préalable de l'attestation de qualité délivrée en vertu de l'arrêté du Gouvernement du 31 mai 1999 fixant le Code de qualité d'accueil;

2° être ouvert à l'accueil d'enfants nécessitant une attention particulière compte tenu de certains besoins ou situations spécifiques et à cette fin, justifier de sa capacité à offrir à ces enfants un accueil de qualité au sens du code de qualité; au cas où le milieu d'accueil estime ne pas pouvoir accueillir un tel enfant, il peut demander une dérogation à l'Office en motivant sa demande de manière expresse; l'Office communique sa décision dans les trente jours;

3° à l'exclusion des milieux d'accueil visés à l'article 2, 6°, accueillir les enfants au moins :

a) du lundi au vendredi;

b) durant dix heures par jour;

c) deux cent vingt jours par an;

4° assurer la participation du personnel assurant l'accueil et du personnel de direction aux modules de formation compris dans le programme de formation visé à l'article 43, alinéa 1^{er};

5° conclure avec les parents un contrat d'accueil selon le modèle établi par l'Office conformément à l'article 70;

6° solliciter auprès des parents des enfants accueillis une participation financière établie conformément aux règles établies dans le Livre IV du présent arrêté.

Art. 68. Sans préjudice de l'article 67, le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s doit, pour obtenir l'agrément :

1° assurer un accueil adéquat des enfants au domicile des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s, en ce compris la continuité de l'accueil lors de l'indisponibilité temporaire d'un(e) accueillant(e) d'enfants conventionné(e)s faisant partie du service;

2° veiller au développement harmonieux et au bien-être des enfants accueillis en assurant l'encadrement continu des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s;

3° disposer d'un secrétariat apte à recevoir les demandes d'accueil d'enfants et à y donner suite sans délai;

4° mettre à la disposition des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s l'équipement de puériculture nécessaire à l'accueil des jeunes enfants.

Art. 69. L'Office peut dispenser le milieu d'accueil, non subventionné ou subventionné uniquement pour des places réservées dans le cadre d'une convention de collaboration, constitué en personne morale, de l'obligation prévue à l'article 67, 6°, si le milieu d'accueil prouve, aux termes d'une demande motivée, que le montant des subsides qu'il perçoit d'autres pouvoirs publics, sous quelque forme que ce soit, représente moins de 60 % de la masse salariale globale. Cette dispense ne vaut que pour une période d'un an renouvelable et exclusivement pour les places non subventionnées.

La masse salariale globale comprend les charges salariales brutes de l'ensemble du personnel en activité ainsi que les sommes versées pour les prestations exercées à titre d'indépendant.

La dispense visée à l'alinéa 1^{er} est octroyée moyennant les justificatifs comptables et preuves de paiement afférant à la masse salariale ou aux prestations indépendantes.

Art. 70. § 1^{er}. Le contrat d'accueil comprend notamment :

1° les dates de fermeture et/ou de congé du milieu d'accueil;

2° le modèle de fiche mensuelle de présence de l'enfant qui doit être complétée par les parents un mois avant son entrée en vigueur;

3° la possibilité de revoir de commun accord ses modalités, notamment si les conditions de l'accueil sont modifiées.

§ 2. Le modèle de fiche mensuelle de présence visée au § 1^{er}, 2^o, prévoit la possibilité pour les parents de ne pas pouvoir planifier mensuellement le nombre de demi-jours de présence. Dans ce cas, ledit modèle stipule les modalités de planification de présence de l'enfant.

§ 3. Le contrat d'accueil est conclu pour une période à définir de commun accord dans ledit contrat.

§ 4. Pour ce qui concerne les crèches parentales, le contrat d'accueil prévoit en outre les modalités et conditions de la participation des parents à l'encadrement, conformément aux dispositions prévues aux articles 37 et 106, alinéa 4.

§ 5. Sans préjudice du § 2, la fiche mensuelle de présence de l'enfant définit le nombre de demi-jours de présence de l'enfant que prévoient les parents sur une période mensuelle.

La fiche mensuelle de présence de l'enfant peut être revue de commun accord pendant le mois durant lequel elle s'applique.

Art. 71. Hormis les refus de prise en charge par le milieu d'accueil pour raisons de santé communautaire, d'une part, et les cas de force majeure et les circonstances exceptionnelles tels que arrêtés par le Gouvernement sur proposition de l'Office, d'autre part, en ce compris celles liées aux conditions d'emploi des parents et les journées d'absence des enfants sur la base de certificats médicaux, les parents respectent les jours de présence déterminés dans la fiche mensuelle de présence, qui sont facturés conformément à celle-ci.

Art. 72. Hormis les refus de prise en charge par le milieu d'accueil pour raisons de santé communautaire, les cas de force majeure, les circonstances exceptionnelles, en ce compris celles liées aux conditions d'emploi des parents et les journées d'absence des enfants sur la base de certificats médicaux, le milieu d'accueil peut, après avoir constaté durant deux mois que les parents ne respectent pas le contrat de garde visé à l'article 70, § 1^{er}, et/ou la fiche mensuelle de présence visée à l'article 70, § 5, mettre en demeure les parents par lettre recommandée.

La mise en demeure visée à l'alinéa premier indique le(s) élément(s) du contrat de garde et/ou de la fiche mensuelle de présence qui n'est (ne sont) pas respecté(s).

Si, dans les deux mois, le milieu d'accueil constate que le(s) élément(s) contenu(s) dans la mise en demeure n'est (ne sont) toujours pas respecté(s) ou que le contrat de garde n'a pas été modifié en fonction des éléments contenus dans la mise en demeure, il peut annuler le contrat.

CHAPITRE II. — *Procédure d'agrément*

Art. 73. La demande d'agrément du milieu d'accueil est adressée à l'Office.

La demande est accompagnée des pièces suivantes :

1° l'autorisation visée à l'article 6;

2° l'attestation de qualité;

3° la preuve du respect des règles contenues dans le présent arrêté pour le calcul de la participation financière parentale, sauf dérogation prévue à l'article 69.

Art. 74. Dans les quinze jours à dater de la demande, l'Office accuse réception du dossier complet de demande d'agrément auprès du milieu d'accueil. Le cas échéant, il informe celui-ci que le dossier n'est pas complet et identifie le ou les document(s) manquant(s).

Dans les quinze jours de la réception des documents manquants, l'Office en accuse réception auprès du milieu d'accueil.

Art. 75. L'Office statue sur la demande d'agrément dans les deux mois de l'accusé de réception du dossier complet et communique immédiatement sa décision au milieu d'accueil.

CHAPITRE III. — *Refus, suspension et retrait de l'agrément*

Art. 76. L'Office refuse l'agrément s'il constate qu'une des conditions visées au présent Titre n'est pas respectée.

Il en informe le milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste. La lettre expose les motifs du refus d'agrément et reproduit les dispositions du présent article et de l'article 77.

Le milieu d'accueil dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du refus d'agrément pour remédier aux éléments visés dans celui-ci.

Si, à l'échéance de ce délai, le milieu d'accueil ne s'est pas conformé à l'ensemble des conditions d'octroi de l'agrément, l'Office confirme la décision de refus.

La décision confirmative est notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

Art. 77. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la décision de refus d'agrément.

Ce recours est introduit par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la réception de la décision de refus.

Le Conseil d'Administration de l'Office peut accorder au milieu d'accueil tout délai supplémentaire qu'il juge utile pour lui permettre de se conformer aux conditions d'octroi de l'agrément.

Après avoir pris connaissance des arguments exposés, par écrit ou oralement, à sa demande, par le représentant du pouvoir organisateur, et sans préjudice de l'alinéa précédent, le Conseil d'Administration de l'Office confirme le refus d'agrément ou, le cas échéant, octroie l'agrément.

Art. 78. Lorsque l'Office constate, après que l'agrément a été délivré, qu'une des conditions à l'octroi de celui-ci n'est plus respectée, il adresse au milieu d'accueil une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Art. 79. Le milieu d'accueil dispose d'un délai de trente jours pour se conformer aux injonctions de l'Office.

Art. 80. Si, à l'échéance du délai visé à l'article 79, le milieu d'accueil ne s'est pas conformé aux dispositions de la mise en demeure, l'Office suspend ou retire l'agrément accordé au milieu d'accueil.

La décision de suspension ou de retrait est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

En cas de suspension de l'agrément, la décision indique la durée de la suspension, qui ne peut être supérieure à six mois.

Art. 81. § 1^{er}. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la décision de suspension ou de retrait de l'agrément.

Ce recours doit être introduit par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la réception de la décision de suspension ou de retrait.

L'introduction du recours suspend les effets de la décision.

§ 2. Dans le mois de la réception du recours, le Conseil d'Administration de l'Office convoque un membre du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil, afin de lui(leur) permettre de faire valoir ses(leurs) observations.

La convocation se fait par voie recommandée à la poste.

Les personnes convoquées peuvent être accompagnées d'une personne de leur choix.

Un délai minimal de dix jours doit s'écouler entre la convocation et l'audition de l'(des)intéressé(s).

L'audition est tenue par le Conseil d'Administration de l'Office ou par les personnes désignées en son sein. A l'issue de celle-ci, un procès-verbal est dressé et signé par les personnes présentes.

§ 3. Après avoir entendu la(les) personne(s) convoquée(s), le Conseil d'Administration de l'Office peut encore accorder un ultime délai pour permettre au milieu d'accueil de se conformer à ses injonctions.

Dans cette hypothèse, il peut soit enjoindre au milieu d'accueil d'informer les parents des enfants accueillis de l'existence de la procédure engagée, selon les termes et modalités qu'il détermine au cas d'espèce, soit procéder lui-même à cette information.

§ 4. Au terme de la procédure, le Conseil d'Administration confirme ou infirme la décision de suspendre ou de retirer l'agrément accordé au milieu d'accueil. Cette décision est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

Art. 82. La suspension ou le retrait de l'agrément entraîne la suspension ou le retrait des subventions éventuellement octroyées au milieu d'accueil.

TITRE IV. — Contrôle périodique

Art. 83. Les agents de l'Office sont chargés de procéder à une évaluation régulière des conditions d'accueil, portant notamment sur l'épanouissement physique, psychique et social des enfants, en tenant compte de l'attente des parents.

Après chaque visite du milieu d'accueil, les agents rédigent un rapport d'évaluation qui est communiqué au milieu d'accueil et mentionne, le cas échéant, les délais octroyés au milieu d'accueil pour remédier aux éléments négatifs observés.

Art. 84. L'Office peut désigner un ou plusieurs experts dûment mandatés par lui afin d'évaluer si le milieu d'accueil, ou une personne, fait courir des risques particuliers aux enfants accueillis.

Le rapport d'expertise fait partie du dossier administratif du milieu d'accueil et lui est communiqué dès que celui-ci en exprime la demande.

TITRE V. — Relations avec les parents

Art. 85. Dans l'exercice de sa mission, l'Office considère les parents comme des partenaires.

Dans toutes les hypothèses susceptibles d'entraîner un retrait d'autorisation ou d'agrément, l'Office procède à une enquête auprès des parents, et ceux-ci sont tenus informés de toutes les décisions prises à cet égard.

LIVRE II. — REGLES, CONDITIONS ET MODALITES DE L'OCTROI DES SUBVENTIONS

TITRE I^{er}. — Dispositions communes aux différentes catégories de milieux d'accueil subventionnés

CHAPITRE I^{er}. — Conditions préalables

Art. 86. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une subvention octroyée par l'Office, le milieu d'accueil doit répondre aux conditions préalables suivantes :

- 1° disposer de l'agrément délivré par l'Office;
- 2° répondre à l'appel d'offre et être retenu dans la programmation des milieux d'accueil selon les critères fixés dans le contrat de gestion de l'Office et dans les limites des crédits budgétaires y afférents;
- 3° par dérogation au 2°, s'il rencontre les dispositions relatives aux conventions de collaborations, s'inscrire dans la programmation fixée par l'Office dans la limite des crédits budgétaires y afférents;
- 4° par dérogation au 2°, s'il est en activité au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, avoir atteint le taux d'occupation minimum requis, au cours des cinq trimestres précédant l'inscription dans la programmation, hormis le troisième trimestre de l'année civile.

§ 2. Préalablement à l'octroi de toute subvention, l'Office constate que les conditions énoncées au § 1^{er} sont respectées.

Si tel est le cas, l'Office informe le milieu d'accueil qu'il a droit à l'octroi d'une subvention de fonctionnement à la date qu'il détermine, laquelle ne peut être antérieure à la date de prise de cours de la décision de programmation visée au § 1^{er}, 2° et 3°.

§ 3. La subvention est imputable au crédit inscrit au budget de l'Office.

§ 4. La subvention ne peut être octroyée que pour l'accueil des enfants dont l'âge ne dépasse pas trois ans.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'Office peut subventionner l'accueil d'enfants de plus de trois ans jusqu'à la rentrée scolaire la plus proche de leur date anniversaire, ainsi que, dans les conditions qu'il détermine, lorsque l'intérêt des enfants le requiert.

CHAPITRE II. — Conditions générales de fonctionnement

Art. 87. De manière à faciliter le contrôle de l'octroi des subventions, le milieu d'accueil suit les recommandations comptables et administratives établies par l'Office.

Il transmet à l'Office les demandes de subsides, un compte annuel d'exploitation ainsi qu'un cadastre de l'emploi, selon les modèles et aux échéances déterminés par l'Office.

Art. 88. Le milieu d'accueil subventionné réclame aux parents des enfants accueillis une participation financière établie conformément aux règles fixées dans le Livre IV du présent arrêté.

Art. 89. Sans préjudice des places réservées dans le cadre d'une convention de collaboration, lorsque le milieu d'accueil subventionné est créé essentiellement pour l'accueil d'enfants de membres du personnel d'une institution ou société publique ou privée, il est tenu de mettre les places non occupées à la disposition d'enfants autres que ceux des membres du personnel.

Art. 90. Le taux d'occupation s'établit par le rapport entre le nombre de journées de présence réelles au cours du trimestre, multiplié par cent d'une part, et le nombre de journées de fonctionnement du milieu d'accueil pendant le trimestre, le tout multiplié par la capacité agréée ou subventionnée du milieu d'accueil d'autre part.

Pour le calcul du taux d'occupation, il est tenu compte de la durée d'ouverture quotidienne du milieu d'accueil par référence à une journée de dix heures ainsi que d'une période de référence comprenant les cinq trimestres précédents celui au cours duquel le taux d'occupation est pris en considération, à l'exclusion du troisième trimestre de l'année civile.

Toute demi-journée de présence est assimilée à une journée complète.

TITRE II. — La crèche

Art. 91. § 1^{er}. La subvention est allouée à la crèche pour son personnel qualifié, dans le respect des conditions fixées aux §§ 2 et 3.

§ 2. Pour les puériculteurs(trices), la crèche se conforme au tableau suivant :

18-20 places :	2,5 temps puériculteur(trice)
21-24 places :	3 temps puériculteur(trice)
25-27 places :	3,5 temps puériculteur(trice)
28-31 places :	4 temps puériculteur(trice)
32-34 places :	4,5 temps puériculteur(trice)
35-38 places :	5 temps puériculteur(trice)
39-41 places :	5,5 temps puériculteur(trice)
42-45 places :	6 temps puériculteur(trice)
46-48 places :	6,5 temps puériculteur(trice)
pour 49 places :	7 temps puériculteur(trice)

A partir de quarante-neuf places, les normes mentionnées ci-avant sont augmentées d'un temps plein de puériculteur(trice) par tranche de sept places supplémentaires et d'un mi-temps pour la dernière tranche incomplète comptant au moins quatre places.

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, les normes décrites dans le tableau ci-dessus peuvent être augmentées d'une demi-unité.

§ 3. Pour le personnel médico-social, les subventions de fonctionnement sont allouées selon les normes minimales d'encadrement définies à l'article 34, 2^e et 3^e. La dernière tranche incomplète peut, sur décision dûment motivée de l'Office, donner lieu à l'octroi de subventions pour un quart-temps de prestation supplémentaire.

Art. 92. Les subventions sont calculées en fonction de l'ensemble des charges réelles en rémunérations, selon les barèmes de référence déterminés par l'Office. Ces barèmes ne peuvent en aucun cas excéder ceux en vigueur pour les membres du personnel de l'Office.

Les subventions sont attribuées sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office et qui tient compte :

1° du barème déterminé pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur la base de l'ancienneté reconnue par l'Office, selon des règles qu'il détermine;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un membre du personnel qualifié, il est effectivement pourvu à son remplacement par une personne qualifiée. Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif du membre du personnel subsidié ou, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions prévues par l'article 122.

Art. 93. Les subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur de la crèche. Elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Sauf dérogation temporaire accordée par l'Office sur demande motivée du milieu d'accueil, sont déduites des subventions octroyées par l'Office les primes et les interventions dans le coût de l'emploi d'agents contractuels subventionnés pouvant être obtenues auprès des autorités compétentes en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que les réductions de cotisations de sécurité sociale liées à ces primes et interventions en vue d'assurer le financement des compensations aux interventions du Fonds d'Equipements et de Services Collectifs pour l'accueil des enfants de moins de trois ans qui sont supprimés par la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales.

En cas de convention(s) de collaboration, la capacité subventionnée est réduite du nombre de places réservées par les employeurs et les montants visés aux articles 140 et 141 sont déduits des subventions octroyées par l'office.

En cas de cessation d'une convention de collaboration, le milieu d'accueil est inscrit prioritairement dans la programmation des milieux d'accueil jusqu'à concurrence de sa capacité d'accueil subventionnée avant application de l'alinéa précédent.

Art. 94. Les subventions sont versées trimestriellement à terme échu par l'Office, sur production, par le pouvoir organisateur, des documents requis.

Art. 95. Pour pouvoir obtenir la subvention, la crèche doit justifier, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un taux d'occupation au moins égal à 75.

Ce taux d'occupation est porté à 80 à dater du sixième trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il peut être porté, après évaluation, à 85 à une date fixée par le Gouvernement, laquelle ne peut être antérieure au dixième trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour le calcul du taux d'occupation, il est fait application des dispositions de l'article 90 du présent arrêté.

Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions du présent article, les subventions sont réduites à due concurrence, en prenant en considération le rapport entre le taux d'occupation et, respectivement, 75, 80 et 85.

Art. 96. Pour l'organisation de la surveillance médicale préventive périodique des enfants, les crèches peuvent bénéficier de subventions calculées sur la base de celles qui sont accordées aux consultations de nourrissons, selon les règles et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement.

Elles peuvent également bénéficier de subsides pour la surveillance de la santé en collectivité, selon les conditions et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement, et dans la mesure des crédits budgétaires disponibles.

TITRE III. — Le prégardienat

Art. 97. § 1^{er}. La subvention est allouée au prégardienat pour son personnel qualifié dans le respect des conditions fixées aux §§ 2 et 3 :

§ 2. Pour les puériculteur(trice)s breveté(e)s, le prégardienat doit se conformer au tableau suivant :

18-22 places :	2 temps puériculteur(trice)
23-26 places :	2,5 temps puériculteur(trice)
27-31 places :	3 temps puériculteur(trice)
32-35 places :	3,5 temps puériculteur(trice)
36-40 places :	4 temps puériculteur(trice)
41-44 places :	4,5 temps puériculteur(trice)
45-48 places :	5 temps puériculteur(trice)

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, les normes décrites dans le tableau ci-dessus peuvent être augmentées d'une demi-unité.

§ 3. Pour le personnel médico-social, les subventions de fonctionnement sont allouées selon les normes minimales d'encadrement définies à l'article 35, 2° et 3°. La dernière tranche incomplète peut, sur décision dûment motivée de l'Office, donner lieu à l'octroi de subventions pour un quart-temps de prestation supplémentaire.

Art. 98. Les subventions sont calculées en fonction de l'ensemble des charges réelles en rémunération, selon les barèmes de référence déterminés par l'Office. Ces barèmes ne peuvent en aucun cas excéder les barèmes en vigueur pour les membres du personnel de l'Office.

Les subventions sont attribuées sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office et qui tient compte :

1° du barème déterminé pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur la base de l'ancienneté reconnue par l'Office, selon des règles qu'il détermine;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un membre du personnel subventionné, il est effectivement pourvu à son remplacement par une personne qualifiée. Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif du membre du personnel subsidié ou, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions prévues par l'article 122.

En cas de convention(s) de collaboration, la capacité subventionnée est réduite du nombre de places réservées par les employeurs et les montants visés aux articles 140 et 141 sont déduits des subventions octroyées par l'Office.

En cas de cessation d'une convention de collaboration, le milieu d'accueil est inscrit prioritairement dans la programmation des milieux d'accueil jusqu'à concurrence de sa capacité d'accueil subventionnée avant application de l'alinéa précédent.

Art. 99. Pour pouvoir obtenir la subvention, le préguardiennat doit justifier, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un taux d'occupation au moins égal à 65.

Ce taux d'occupation est porté à 70 à dater du sixième trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il peut être porté, après évaluation, à 75 à une date fixée par le Gouvernement, laquelle ne peut être antérieure au dixième trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour le calcul du taux d'occupation, il est fait application des dispositions de l'article 90.

Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions du présent article, les subventions sont réduites à due concurrence, en prenant en considération le rapport entre le taux d'occupation et, respectivement, 65, 70 et 75.

Art. 100. Pour l'organisation de la surveillance médicale préventive périodique des enfants, le préguardiennat peut bénéficier de subventions calculées sur la base de celles qui sont accordées aux consultations de nourrissons, selon les règles et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement.

Ils peuvent également bénéficier de subsides pour la surveillance de la santé en collectivité, selon les conditions et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement, et dans la mesure des crédits budgétaires disponibles.

TITRE IV. — La maison communale d'accueil de l'enfance

Art. 101. La maison communale d'accueil de l'enfance a une capacité subventionnée limitée à douze places.

Art. 102. § 1^{er}. La subvention octroyée à la maison communale d'accueil de l'enfance se compose des éléments suivants :

1° une somme forfaitaire équivalente à la participation financière des parents plafonnée à 18,66 euros par journée de présence d'enfant de moins de trois ans, après déduction de la participation financière des parents calculée conformément aux prescriptions du Livre IV; pour les enfants présentant des problèmes psychologiques, médicaux et/ou sociaux graves, il peut être octroyé, sur décision motivée de l'Office, une subvention majorée équivalente à 150 % de la somme forfaitaire;

2° une somme forfaitaire journalière de 1,83 euros par présence effective d'enfant de moins de trois ans pour frais de fonctionnement.

§ 2. Le montant forfaitaire visé au § 1^{er}, 1°, est lié à l'indice des prix à la consommation (indice santé); il correspond à l'indice en vigueur au 1^{er} novembre 2001.

Ce montant est majoré chaque année, au 1^{er} janvier, par la hausse exprimée en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (indice santé) entre le 1^{er} novembre de l'année précédente et le 1^{er} novembre de l'année précédant cette dernière.

§ 3. Le montant forfaitaire visé au § 1^{er}, 2°, est lié à l'indice pris en considération pour l'indexation des salaires et traitements des services publics; il correspond à l'indice 1,2682 au 1^{er} juillet 2001.

Il est adapté chaque fois que l'indice — pivot afférent auxdits salaires et traitements est dépassé; toutefois, il n'entre en vigueur, selon le cas, qu'au début du trimestre au cours duquel le nouvel indice entre en vigueur, ou au début du trimestre qui suit, si le nouvel indice n'entre en vigueur qu'en cours de trimestre.

Art. 103. Une subvention est octroyée pour un quart-temps d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e) en santé communautaire ou d'assistant(e) social(e) pour une capacité subventionnée de douze places.

Cette subvention est attribuée sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office et qui tient compte :

1° du barème déterminé pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur la base de l'ancienneté reconnue par l'Office, selon les règles qu'il détermine;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charge patronale extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un membre du personnel qualifié, il est effectivement pourvu à son remplacement par une personne qualifiée. Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif du membre du personnel subsidié et, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions à l'article 122.

En cas de convention(s) de collaboration, la capacité subventionnée est réduite du nombre de places réservées par les employeurs et les montants visés aux articles 140 et 141 sont déduits des subventions octroyées par l'Office.

En cas de cessation d'une convention de collaboration, le milieu d'accueil est inscrit prioritairement dans la programmation des milieux d'accueil jusqu'à concurrence de sa capacité d'accueil subventionnée avant application de l'alinéa précédent.

Art. 104. Les subventions sont versées trimestriellement à terme échu par l'Office, pour autant qu'il soit répondu aux conditions définies dans le présent arrêté.

Art. 105. La maison communale d'accueil de l'enfance peut se voir octroyer, dans le respect des modalités que l'Office détermine, une subvention pour l'occupation d'un(e) puériculteur(trice) à mi-temps, dans les limites de l'intervention organisée à cette fin par les autorités régionales.

TITRE V. — La crèche parentale

Art. 106. Une subvention est allouée à la crèche parentale pour son personnel, hormis les parents, tel que fixé à minima à l'article 37.

La subvention est calculée en fonction de l'ensemble des charges réelles en rémunérations, selon les barèmes de référence déterminés par l'Office. Ces barèmes ne peuvent en aucun cas excéder ceux en vigueur pour les membres du personnel de l'Office.

Cette subvention est attribuée sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office et qui tient compte :

1° du barème déterminé pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur la base de l'ancienneté reconnue par l'Office, selon des règles qu'il détermine;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un membre du personnel qualifié, il est effectivement pourvu à son remplacement par une personne qualifiée. Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif du membre du personnel subsidié ou, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions prévues par l'article 122.

Les périodes d'absence d'un (de) parent(s) en charge de l'accueil des enfants, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un (de) parent(s), il est effectivement pourvu à son (leur) remplacement soit par un(des) autre(s) parent(s), soit par une(des) personne(s) qualifiée(s). Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif ou, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions prévues par l'article 122.

Art. 107. Les subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur de la crèche parentale. Elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Art. 108. Les subventions sont versées trimestriellement à terme échu par l'Office, sur production, par le pouvoir organisateur, des documents requis.

Art. 109. Pour pouvoir obtenir la subvention, la crèche parentale doit justifier d'un taux d'occupation au moins égal à 80 à partir de son troisième trimestre de fonctionnement.

Ce taux d'occupation peut être porté, après évaluation, à 85 à une date fixée par le Gouvernement, laquelle ne peut être antérieure au dixième trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour le calcul du taux d'occupation, il est fait application des dispositions de l'article 90.

Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions du présent article, les subventions sont réduites à due concurrence, en prenant en considération le rapport entre le taux d'occupation et, respectivement, 80 et 85.

Art. 110. Pour l'organisation de la surveillance médicale préventive périodique des enfants, les crèches parentales peuvent bénéficier de subventions calculées sur la base de celles qui sont accordées aux consultations de nourrissons, selon les règles et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement.

Elles peuvent également bénéficier de subsides pour la surveillance de la santé en collectivité, selon les conditions et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement, et dans la mesure des crédits budgétaires disponibles.

TITRE VI. — Le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s

CHAPITRE I^{er}. — Conditions de l'octroi de subventions à l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e)

Art. 111. Pour l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e), un système spécifique de calcul, appelé Unités de Temps de Travail (U.T.T.), visant notamment à gérer les demandes d'accueil à temps partiel, est appliqué par l'Office pour l'octroi des subventions.

Une unité de temps de travail équivaut à un demi-jour d'accueil.

L'accueillant(e) d'enfants conventionné(e) autorisé(e) à accueillir chaque jour ouvrable quatre enfants à temps plein peut comptabiliser au maximum 528 unités de temps de travail par trimestre de 66 jours ouvrables.

Le nombre trimestriel d'unités de temps de travail maximum est réduit proportionnellement lorsque l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e) est autorisé(e) à accueillir moins de quatre enfants à temps plein ou en cas de prestations à temps partiel de l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e).

Le maximum d'unité de temps de travail, tel que fixé aux alinéas 3 et 4, peut être dépassé de 10 % pour une durée maximale d'un trimestre sur l'année pour rencontrer des demandes exceptionnelles. Ce dépassement ne donne pas droit à l'intervention par journée de placement à domicile visée à l'article 114.

CHAPITRE II. — *Subventions*

Art. 112. Les subventions de fonctionnement pour les travailleurs sociaux, tels que fixés à l'article 39, sont calculées à raison de 100 % des charges réelles en rémunérations, selon les barèmes de référence déterminés par l'Office. Ces barèmes ne peuvent en aucun cas excéder les barèmes en vigueur pour les membres du personnel de l'Office.

Les subventions sont attribuées sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office et qui tient compte :

1° du barème déterminé pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur la base de l'ancienneté reconnue par l'Office, selon les règles qu'il détermine;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charge patronales extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un membre du personnel qualifié, il est effectivement pourvu au remplacement de celui-ci par une personne qualifiée. Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif du personnel subsidié ou, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions prévues à l'article 122.

Art. 113. Les subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur du service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s.

Elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Art. 114. § 1^{er}. Les subventions accordées comprennent en outre :

1° une intervention par journée de placement à domicile;

2° une indemnité pour frais administratifs;

3° une indemnité pour les frais de déplacement du travailleur social;

4° une intervention couvrant les charges que le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s doit assumer dans le cadre de l'application du statut social des accueillantes conventionnées;

§ 2. L'intervention par journée de placement visée au § 1^{er}, 1°, est fixée à 14,58 euros, dont il est déduit la participation financière des parents calculée conformément aux dispositions du Livre IV.

Pour les enfants présentant des problèmes psychologiques, médicaux ou sociaux graves, l'intervention par journée de placement est fixée à 150 % du montant fixé à l'alinéa précédent.

L'intervention de 14,58 euros définie à l'alinéa 1^{er} ainsi que l'intervention définie à l'alinéa 2 sont intégralement versées par le service à l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e).

§ 3. L'indemnité pour frais administratifs visée au § 1^{er}, 2°, est fixée à 0,91 euros par enfant.

§ 4. L'indemnité pour frais de déplacement visée au § 1^{er}, 3°, est fixée à 55,41 euros par mois pour le(la) travailleur(euse) social(e) engagé(e) à temps plein. Elle est réduite proportionnellement pour le(la) travailleur(euse) social(e) engagé(e) à temps partiel.

§ 5. Le montant des interventions et indemnités visées aux § 1^{er} à 4 est lié à l'indice des prix à la consommation, pris en considération pour l'indexation des salaires et traitements des services publics; il correspond à l'indice 1,2682 au 1^{er} juillet 2001.

Ce montant est adapté chaque fois que l'indice - pivot afférent auxdits salaires et traitements est dépassé; toutefois, il n'entre en vigueur, selon le cas, qu'au début du trimestre au cours duquel le nouvel indice entre en vigueur, ou au début du trimestre qui suit, si le nouvel indice n'entre en vigueur qu'en cours de trimestre.

Art. 115. Les subventions visées aux articles 112 à 114 sont attribuées trimestriellement à terme échu.

TITRE VII. — Du conventionnement avec les employeurs

Art. 116. Sur base volontaire, les milieux d'accueil agréés visés à l'article 2, 1° à 4°, l'Office et tout employeur, public ou privé, peuvent passer une convention de collaboration qui prévoit la réservation de places d'accueil au bénéfice d'enfants de travailleurs de cet employeur en contrepartie du paiement par ce dernier d'une contribution selon les modalités fixées aux articles 133 et 134. Un employeur ne peut réserver une(des) place(s) d'accueil que dans le cadre d'une convention de collaboration.

Les milieux d'accueil autorisés peuvent également percevoir une aide financière de la part d'employeurs en vue de soutenir leur fonctionnement ou de contribuer au financement de travaux d'infrastructures ou d'aménagement de leurs locaux ou d'équipements. Cette aide financière n'ouvre pas le droit à la réservation de places par les employeurs au sein desdits milieux d'accueil. Les milieux d'accueil informent l'Office annuellement, selon des modalités déterminées par celui-ci, du montant et de la destination des aides perçues par employeur.

Le pouvoir organisateur du (des) milieu(x) d'accueil visé(s) aux alinéas précédents est distinct de celui (ceux) du (des) employeur(s) partenaire(s). En outre, les milieux d'accueil disposent d'infrastructures propres physiquement indépendantes du lieu de travail des personnes travaillant pour le(s) employeur(s) partenaire(s).

Art. 117. § 1^{er}. La convention de collaboration, établie sur la base d'un modèle délivré par l'Office, reprend, au minimum, les éléments suivants :

1° l'identité et l'objet social de l'employeur, lequel doit fournir une attestation prouvant qu'il est en ordre quant au paiement des cotisations de sécurité sociale, laquelle date au maximum d'un mois avant la date de signature de la convention;

2° l'identité du milieu d'accueil;

3° la fixation du nombre de places réservées dans le milieu d'accueil concerné et, tenant compte de ce nombre de places, le montant dû par l'employeur à cet effet;

4° les critères d'attribution des places réservées et la procédure prévue lors d'une demande d'un(e) travailleur(euse), afin de garantir le respect desdits critères;

5° la période de collaboration couverte par la convention, celle-ci ne pouvant être inférieure à deux ans;

6° les dates de la libération des montants au Fonds;

7° les motifs et modalités de rupture de la convention, ce sans préjudice des règles prévues par le code civil, notamment en cas d'inexécution des obligations contractuelles.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 17 est annexé à la convention de collaboration.

L'employeur soumet, pour accord, le projet de convention de collaboration aux organes de concertation sociale et, en l'absence de ces organes, aux travailleurs qui en sont informés par voie d'affichage ou par toute autre voie.

§ 2. Sans préjudice de l'article 48, en exécution de chaque convention, une fiche signalétique reprend en outre le(s) noms du (des) bénéficiaire(s) de la (des) place(s) d'accueil réservée(s), la date probable du début de l'accueil, l'échéance de ce bénéfice et le nombre de demi-jour par mois de présence de l'enfant. La fiche signalétique est cosignée par le milieu d'accueil, l'employeur et le travailleur.

§ 3. Toute modification d'un bénéficiaire d'une place d'accueil ne peut être opérée qu'après accord écrit entre le milieu d'accueil, le travailleur concerné et l'employeur ou, si le travailleur n'est plus sous contrat, durant la période du 1^{er} avril au 30 mai avec prise d'effet au plus tôt trois mois après la modification.

§ 4. Toute modification d'une fiche signalétique visée au § 2, est transmise à l'Office pour information avant sa prise d'effet.

Art. 118. Les places d'accueil réservées dans le cadre d'une convention de collaboration sont :

1° soit des places existantes subventionnées;

2° soit des places qui ne faisaient pas l'objet d'une autorisation ou d'un agrément dans les deux ans qui précèdent la signature de la convention de collaboration.

Art. 119. § 1^{er}. Par milieu d'accueil, le nombre de places réservées est fixé à maximum 25 % de la capacité agréée du milieu d'accueil.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le nombre de places réservées, arrondi à l'unité supérieure, est fixé à 66,6 % de la capacité agréée du milieu d'accueil aux conditions suivantes :

1° le milieu d'accueil a passé convention avec au moins trois employeurs.

Ce nombre de trois employeurs n'est pas requis si l'(les) employeur(s) est(sont) un(des) employeur(s) public(s) à qui le droit à la déduction fiscale des sommes investies dans le cadre d'une convention de collaboration n'est pas ouvert.

Ce nombre de trois employeurs peut également être réduit s'il n'y a pas assez de milieux d'accueil rencontrant la présente condition pour s'inscrire dans la programmation visée à l'article 86, § 1^{er}, 3°.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, l'(les) employeur(s) ne peut(peuvent) avoir plus de 50 % de représentants au sein du pouvoir organisateur du milieu d'accueil;

2° le milieu d'accueil est créé afin d'honorer la(les) convention(s) visée(s) au 1°.

TITRE VIII. — Sanctions

Art. 120. Lorsque l'Office constate que le milieu d'accueil ne respecte pas les prescriptions du présent Livre ou les règlements adoptés par l'Office en vertu de celui-ci, il adresse au milieu d'accueil une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Art. 121. Le milieu d'accueil dispose d'un délai de trente jours pour se conformer aux injonctions de l'Office.

Art. 122. Si, à l'échéance du délai visé à l'article 121, le milieu d'accueil ne s'est pas conformé aux dispositions de la mise en demeure, l'Office peut adopter une des sanctions suivantes, en fonction de la gravité du manquement :

1° la suspension des subventions;

2° la retenue sur subventions;

3° le retrait des subventions.

Cette décision est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

En cas de suspension des subventions, la décision indique la durée de la suspension, qui ne peut être supérieure à six mois.

Art. 123. § 1^{er}. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la sanction prise par l'Office.

Ce recours doit être introduit par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la notification de la sanction.

L'introduction du recours suspend les effets de la sanction.

§ 2. Dans le mois de la réception du recours, le Conseil d'Administration de l'Office convoque un membre du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil, afin de lui(leur) permettre de faire valoir ses(leurs) observations.

La convocation se fait par voie recommandée à la poste.

Les personnes convoquées peuvent être accompagnées d'une personne de leur choix.

Un délai minimal de dix jours doit s'écouler entre la convocation et l'audition de l'(des) intéressé(s).

L'audition est tenue par le Conseil d'Administration de l'Office ou par les personnes désignées en son sein. A l'issue de celle-ci, un procès-verbal est dressé et signé par les personnes présentes.

§ 3. Après avoir entendu la(les) personne(s) convoquée(s), le Conseil d'Administration de l'Office peut encore accorder un ultime délai pour permettre au milieu d'accueil de se conformer à ses injonctions.

§ 4. Au terme de la procédure, le Conseil d'Administration confirme ou infirme la sanction infligée au milieu d'accueil. Cette décision est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

LIVRE III. — FONDS DE SOLIDARITE ET DE DEVELOPPEMENT DE L'ACCUEIL DE L'ENFANT

TITRE I^{er}. — Principes généraux

Art. 124. Un Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfant est institué au sein de l'O.N.E.

Le Fonds ne dispose pas d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Office. Le Fonds est notamment destiné à :

1° compenser depuis le 1^{er} janvier 1998 les interventions du Fonds des équipements et Services collectifs (FESC) organisées par l'arrêté royal du 25 septembre 1974 et supprimées par la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales au bénéfice des institutions de garde d'enfants âgés de 0 à 3 ans agréées par l'ONE;

2° développer l'offre d'accueil de l'enfant, notamment, sur base des contributions des employeurs.

Art. 125. Le Fonds est constitué :

1° des sommes provenant des déductions visées à l'article 93, alinéa 2 et du budget de l'Office, notamment celles allouées par les Régions, en vue de rencontrer l'article 124, 1°;

2° des sommes provenant des employeurs en application des conventions de collaboration, en application des articles 133 et 134;

3° des sommes provenant des dispositions visées à l'article 135.

Art. 126. Moyennant l'accord de l'Office, le droit de tirage d'A.C.S. (agents contractuels subventionnés) peut être exercé auprès des organismes compétents de la Région wallonne et de la région Bruxelles-Capitale, par les institutions agréées organisant l'accueil d'enfants âgés de 0 à 3 ans concernées par la suppression des interventions du FESC visées à l'article 124, alinéa 2, 1°.

Art. 127. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles constitués par les sommes visées à l'article 125, 1° et par tout autre mode de financement décidé par l'ONE, le Fonds octroie une subvention trimestrielle forfaitaire par place d'accueil agréée aux crèches et Maisons Communales d'Accueil de l'Enfance concernées par la perte des interventions du FESC.

§ 2. Dans la limite des crédits disponibles constitués par les sommes visées à l'article 125, 2°, le Fonds octroie, selon les règles de subvention correspondantes pour le milieu d'accueil concerné, une subvention pour les places d'accueil réservées par un (des) employeur(s) dans le cadre d'une ou plusieurs conventions de collaboration.

§ 3. Dans la limite des crédits disponibles constitués par les sommes visées à l'article 125, 3°, le Fonds octroie une subvention selon les règles de subvention correspondantes pour le milieu d'accueil concerné.

TITRE II. — Modalités relatives à la constitution du Fonds

CHAPITRE I^{er}. — De la solidarité

Art. 128. Sont visées par la constitution du Fonds, volet « solidarité », sur base de l'article 124, alinéa 2, 1°, toutes les structures d'accueil agréées, de type crèche, ayant une capacité de 24 places et plus en Wallonie, et de 42 places et plus à Bruxelles, ayant bénéficié des subsides du FESC en 1995 dans le cadre des missions classiques en application de l'arrêté royal du 25 septembre 1974 supprimé par la loi du 29 avril 1996.

Art. 129. Sauf dérogation temporaire accordée conformément à l'article 132, sont d'office déduites des subventions octroyées aux structures d'accueil visées dans le champ d'application, les primes, les interventions et réductions de cotisation de sécurité sociale afférentes à un nombre d'emplois A.C.S. (agents contractuels subventionnés) équivalents temps plein déterminé comme indiqué à l'article 130.

Les montants qui sont retranchés des subsides O.N.E. octroyés sur base du présent arrêté afin de constituer le Fonds sont au moins équivalents par emploi A.C.S. (agents contractuels subventionnés) à 20.237,63 euros en Région de Bruxelles-Capitale et à 18.998,56 euros en Région wallonne.

Ces montants forfaitaires peuvent être adaptés annuellement en tenant compte de l'évolution des primes, interventions et réductions de cotisations de sécurité sociale afférentes aux emplois A.C.S. (agents contractuels subventionnés) dans chacune des régions.

Les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil en seront dans ce cas informés.

Les montants ainsi calculés au prorata du nombre d'équivalents temps plein sont déduits par l'ONE des subsides trimestriels, en ce compris les avances, à octroyer aux milieux d'accueil concernés afin de constituer le Fonds.

Art. 130. Les milieux d'accueil visés dans le champ d'application transforment un certain nombre d'agents contractuels en A.C.S. (agents contractuels subventionnés), en fonction de leur capacité agréée, pour compenser les déductions des subventions opérées par l'O.N.E., visées à l'article 125, 1°.

Chaque pouvoir organisateur de milieu d'accueil relevant du champ d'application tel que défini à l'article 128 dispose en conséquence d'un droit de tirage équivalent au nombre d'A.C.S. (agents contractuels subventionnés) équivalents temps plein déterminé selon le tableau figurant ci-après.

Il peut l'exercer auprès des organismes compétents en Région de Bruxelles-Capitale ou en Région wallonne à partir du 1^{er} février 1998, moyennant l'accord de l'O.N.E. sur bases des dispositions prises par les régions et la Communauté française ou l'Office en vue de régir les modalités d'engagement des A.C.S. (agents contractuels subventionnés).

Le nombre d'A.C.S. (agents contractuels subventionnés) équivalents temps plein se calcule, pour chaque milieu d'accueil concerné, selon le tableau suivant :

Capacité	Nombre d'A.C.S. 1/2 temps	A.C.S. ETP
Moins de 24 places	0	0
24 à 35 places	1	0.5
36 à 59 places	2	1
60 à 71 places	3	1.5
72 à 89 places	4	2
90 places et plus	5	2.5

Art. 131. Afin de sauvegarder les droits des travailleurs transformés en A.C.S. (agents contractuels subventionnés), et pour autant que leur employeur maintienne également leur droits en terme de rémunérations et d'ancienneté, l'O.N.E. garantit aux pouvoirs organisateurs, pour le calcul des subsides relatifs aux agents ainsi réengagés comme A.C.S. (agents contractuels subventionnés), à concurrence toutefois du nombre d'équivalents temps plein requis, le maintien de leurs droits en terme de barèmes et d'ancienneté reconnue.

Art. 132. Une dérogation temporaire peut être accordée, sur demande dûment motivée du pouvoir organisateur, par les organes de gestion de l'O.N.E., quant à l'obligation de réaliser la transformation d'agents contractuels en A.C.S. (agents contractuels subventionnés), pour tout ou en partie des équivalents temps plein requis lorsque le pouvoir organisateur apporte la preuve de l'impossibilité matérielle de procéder à la transformation d'agents contractuels en A.C.S. (agents contractuels subventionnés)

Cette impossibilité matérielle doit résulter de l'absence - totale ou partielle - de personnel contractuel susceptible soit de faire l'objet d'un préavis, soit de se trouver dans les conditions de chômage complet indemnisé requises à l'issue du préavis.

Dès qu'un membre du personnel peut être engagé comme A.C.S. (agents contractuels subventionnés), notamment en cas de départ naturel d'un agent sous statut, le pouvoir organisateur se doit de procéder à la transformation et en avertir immédiatement l'ONE.

A défaut, il pourrait faire l'objet d'une sanction selon les modalités prévues aux articles 120 à 123.

CHAPITRE II. — *Du Développement*

Section 1^{re}. — Dans le cadre des conventions de collaboration

Art. 133. Par place d'accueil réservée dans le cadre d'une convention de collaboration, l'employeur verse un montant annuel forfaitaire de maximum € 6.280 au Fonds de Solidarité et de Développement de l'Accueil de l'Enfance, volet « conventions de collaboration ».

Le montant visé à l'alinéa précédent est dû par l'employeur au moins par tranches trimestrielles. Il est lié à l'indice des prix à la consommation (indice santé) et correspond à l'indice en vigueur au 1^{er} novembre 2001. Il est majoré chaque année, au 1^{er} janvier, par la hausse exprimée en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (indice santé) entre le 1^{er} novembre de l'année précédente et le 1^{er} novembre de l'année précédant cette dernière.

Art. 134. Dans le cas de réservation de places dans le cadre d'une convention de collaboration avec une crèche ou un prégardien et par dérogation à l'article 133, ce montant forfaitaire peut être diminué au prorata des subventions qui couvrent du personnel visé aux articles 34 et 35 émanant d'autres niveaux de pouvoir que la Communauté française ou l'Office et affecté à cet effet par le milieu d'accueil.

Dans le cas de réservation de places par un employeur à qui le droit à la déduction fiscale des sommes investies dans le cadre d'une convention de collaboration n'est pas ouvert, le montant annuel forfaitaire visé à l'article 133, alinéa 1^{er}, est réduit de 13,5 %.

Section II. — Dans le cadre de la programmation

Art. 135. Les montants des cotisations perçues par l'Office sur base de l'article 157 et de l'article 159 sont versées dans le Fonds, volet « programmation », sous déduction des montants prélevés sur base de l'article 158.

Sont également versés dans le Fonds, volet « programmation », les montants déduits des subventions octroyées par l'Office en application des articles 93, alinéa 3, 98, alinéa 4 et 103, alinéa 4 lorsqu'il s'agit de places réservées dans le cadre d'une convention de collaboration visées à l'article 118, 1°.

TITRE III. — Redistribution par le Fonds*CHAPITRE I^{er}. — De la solidarité*

Art. 136. Est concernée par la redistribution par le Fonds, volet « solidarité », sous forme d'une subvention :

1° tout milieu d'accueil, de type crèche ou maison communale d'accueil de l'enfance agréée ou en voie d'agrément, au 31 décembre 1997, quelle que soit sa capacité;

2° pour autant qu'il en ait fait la demande et qui, en outre, a bénéficié en 1995 des subsides du FESC sur base de l'arrêté royal du 25 septembre 1974.

Art. 137. Le Fonds, volet « solidarité », redistribue aux milieux d'accueil visés dans le champ d'application une subvention trimestrielle calculée sur base d'un montant annuel forfaitaire par place obtenu par le rapport entre le montant des moyens disponibles du Fonds affectés à cet effet et le nombre total de places agréées ou en voie d'agrément, au 31 décembre 1997, en ce compris celles résultant de la programmation de juillet 1997.

Le montant annuel de la subvention forfaitaire est obtenu en multipliant ce montant forfaitaire annuel par place par le nombre de places afférentes au trimestre concerné, avec pour maximum le nombre de places agréées au 31 décembre de l'année 1997.

Le montant ainsi obtenu est toutefois plafonné au montant du subside versé par le FESC au milieu d'accueil concerné pour l'année 1995.

Art. 138. Pour chaque exercice civil, la liquidation de la subvention forfaitaire se fait, à terme échu, par trois tranches de 25 % du subside annuel, pour les trois premiers trimestres de l'année civile, le solde de l'exercice étant liquidé dans le courant du premier trimestre de l'année suivante.

*CHAPITRE II. — Du Développement**Section I^{re}. — Dans le cadre des conventions de collaboration*

Art. 139. Est concerné par la redistribution par le Fonds, volet « conventions de collaboration », sous forme d'une subvention, tout milieu d'accueil qui dispose de places réservées par un employeur dans le cadre d'une ou plusieurs convention(s) de collaboration.

Art. 140. § 1^{er}. Selon le type de milieu d'accueil visé à l'article 139, le Fonds, volet « conventions de collaboration », redistribue une subvention calculée selon les dispositions visées au Livre II.

Cette subvention est proportionnelle au nombre de places réservées dans le cadre d'une ou plusieurs conventions de collaboration par rapport à la capacité d'accueil subventionnée du milieu d'accueil concerné.

§ 2. Pour les milieux d'accueil subventionnés, lorsque l'augmentation du nombre de places réservées dans le cadre d'une(de) convention(s) de collaboration n'entraîne aucune augmentation de la subvention calculée selon les dispositions visées au Livre II, et pour les milieux d'accueil visés à l'article 2, 4°, une subvention forfaitaire de 5.410 euros est versée par place réservée.

Ce montant forfaitaire est lié à l'indice des prix à la consommation (indice santé); il correspond à l'indice en vigueur au 1^{er} novembre 2001. Il est majoré chaque année, au 1^{er} janvier, par la hausse exprimée en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (indice santé) entre le 1^{er} novembre de l'année précédente et le 1^{er} novembre de l'année précédant cette dernière.

Art. 141. Dans le cas de réservation de places dans une crèche ou un préguardiennat et par dérogation à l'article 140, les subventions sont diminuées de la diminution visée à l'article 134.

Art. 142. Lorsqu'un employeur n'est plus en mesure d'honorer ses obligations dans le cadre d'une convention de collaboration, le Fonds assure le subventionnement des places réservées par cet employeur jusqu'au 30 juin suivant.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque l'intervention du Fonds prend effet entre le 1^{er} avril et le 30 juin, la période d'intervention du Fonds est fixée à trois mois.

Section II. — Dans le cadre de la programmation

Art. 143. Les montants visés à l'article 135 qui sont versés dans le Fonds, volet « programmation », sont affectés exclusivement au financement des places d'accueil subventionnées par l'Office selon les critères de programmation fixés dans le contrat de gestion de l'Office.

CHAPITRE III. — *Contrôle*

Art. 144. Le contrôle de l'office s'effectue de la même manière que pour les subsides ordinaires versés aux milieux d'accueil.

Art. 145. L'Office procède chaque trimestre à une évaluation financière des recettes et dépenses du Fonds. Dans le cas où cette évaluation révèle un écart entre les recettes et les dépenses du Fonds, l'Office prend les mesures nécessaires afin de combler cet écart et, le cas échéant, propose au Gouvernement une modification des dispositions du présent livre.

LIVRE IV. — LA PARTICIPATION FINANCIERE PARENTALE

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 146. Le montant de la participation financière parentale ou de tiers dans les frais de séjour des enfants accueillis dans tout milieu d'accueil agréé par l'Office est fixée conformément au barème en annexe.

Ce barème comporte une contribution minimale et une contribution maximale.

Le travailleur social attaché au milieu d'accueil peut accorder une dérogation au barème, sur la base d'un rapport écrit et après enquête sociale. Cette dérogation est portée à la connaissance de l'Office, qui peut en faire contrôler la validité par les agents désignés à cette fin.

Art. 147. Une contribution financière moyenne est calculée trimestriellement pour chaque crèche, préguardiennat, maison communale d'accueil de l'enfance, crèche parentale et service d'accueillantes conventionnées sur la base du nombre de journées et demi-journées de présence ou de présence assimilée.

Par journée de présence assimilée, on entend toute journée pour laquelle il y a eu perception de la contribution financière alors que l'enfant était absent, conformément à l'article 71.

Art. 148. Le barème figurant en annexe ainsi que les contributions minimale et maximale sont liés à l'indice des prix à la consommation.

L'adaptation s'effectue le 1^{er} janvier de chaque année selon la formule suivante :

$$\frac{\text{montant du barème} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Dans cette formule, l'indice de base est celui du mois de novembre 2001 et le nouvel indice est celui du mois de septembre de l'année précédant celle de l'adaptation.

Art. 149. Le montant de la contribution financière ne peut être inférieur à la contribution minimale par jour, ni supérieur à la contribution maximale.

Le montant de la contribution financière est fixé au maximum pour le ménage qui ne fournit pas la preuve de ses revenus.

Le montant de la contribution financière des pouvoirs publics qui demandent un placement est fixé au maximum.

TITRE II. — Modalités de calcul de la participation financière des parents

Art. 150. § 1^{er}. Le calcul de la participation financière des parents est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage.

Le mode de calcul des revenus mensuels nets cumulés du ménage et les documents devant être produits à cette fin sont déterminés par l'Office, par voie de circulaire.

§ 2. Toute modification significative de la situation sociale ou financière du ménage doit être signalée par les parents au milieu d'accueil dans un délai de quinze jours suivant sa survenance.

Cette déclaration entraîne l'adaptation du montant de la contribution financière à partir du mois suivant celle-ci.

La même procédure doit être suivie en cas de réception d'un nouveau document dont la production est requise pour le calcul de la contribution financière, conformément à la circulaire.

§ 3. La déclaration des revenus du ménage et les documents justificatifs doivent être conservés jusqu'à la fin de l'année suivant celle où l'enfant a quitté le milieu d'accueil.

Art. 151. La contribution financière des parents couvre la totalité des frais de séjour, à l'exclusion de la fourniture des aliments de régime et des médicaments, ainsi que des vêtements et des langes, s'ils sont fournis par le milieu d'accueil.

Aucun autre frais ne peut donner lieu à la perception d'une contribution financière.

Art. 152. En cas de fréquentation ne dépassant pas cinq heures par jour, la contribution financière des parents est fixée à 60 % du montant de la contribution normalement due.

La participation ne peut toutefois être inférieure à la contribution minimale fixée dans le barème.

Art. 153. § 1^{er}. Lorsque deux enfants d'un même ménage sont simultanément pris en charge dans un milieu d'accueil, la contribution financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la participation normalement due.

Les absences motivées de l'un des enfants ne font pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.

Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement lorsque les deux enfants ne sont pas confiés au même milieu d'accueil.

§ 2. La participation financière des parents est, de même, réduite à 70 % pour tout enfant appartenant à un ménage comptant trois enfants.

L'enfant handicapé pour lequel des allocations familiales majorées sont perçues compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie du ménage.

§ 3. La participation financière des parents est réduite de 10 % par demi-jour de présence d'un parent qui assure l'encadrement conformément à l'article 37 ou de 10 % pour les parents qui assurent des tâches administratives ou logistiques en faveur de la crèche parentale.

§ 4. La participation financière ne peut toutefois être inférieure à la contribution minimale fixée par le barème.

Art. 154. Les jours d'accueil prévus par la fiche mensuelle de présence du contrat d'accueil donnent lieu à perception d'une participation financière établie selon le barème, sauf les exceptions définies par l'article 71 du présent arrêté.

Le non-paiement de la participation financière par les parents peut, après enquête sociale, entraîner l'exclusion de l'enfant fréquentant le milieu d'accueil.

Art. 155. Le travailleur social du milieu d'accueil peut se faire assister de l'inspecteur - comptable de l'Office pour déterminer le montant de la participation financière.

TITRE III. — Sanctions

Art. 156. En cas de manquements du milieu d'accueil aux dispositions du présent Livre, l'Office peut appliquer les sanctions prévues à l'article 122, selon les modalités prévues aux articles 120 et suivants.

LIVRE V. — DE LA SOLIDARITE ENTRE MILIEUX D'ACCUEIL

Art. 157. Lorsque la contribution financière moyenne par jour et par enfant visée à l'article 147 dépasse un montant fixé par l'Office, lequel ne peut être supérieur à 10,44 euros, une cotisation est perçue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance à charge de la crèche ou du préguardiennat, conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 158. Un montant est prélevé sur le produit de la cotisation perçue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance sur base de l'article 157, en vue de garantir à chaque crèche et préguardiennat une contribution financière moyenne par jour et par enfant définie par l'Office, laquelle ne peut être inférieure à 8,06 euros.

Le montant minimal de la contribution financière moyenne garantie visée à l'alinéa 1^{er} est lié à l'indice des prix à la consommation (indice santé).

Art. 159. Lorsque la contribution financière moyenne visée à l'article 147 dépasse le montant de l'intervention par journée de placement visé à l'article 114, § 2, une cotisation, équivalente à la différence entre la contribution financière moyenne et ledit montant, est perçue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance à charge du service d'accueillantes conventionnées.

Lorsque la contribution financière moyenne visée à l'article 147 dépasse le montant du plafond de subvention visé à l'article 102, § 1^{er}, 1°, une cotisation, équivalente à la différence entre la contribution financière moyenne et ledit montant, est perçue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance à charge de la maison communale d'accueil de l'enfance.

LIVRE VI. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATOIRES ET FINALES

Art. 160. Pour les milieux d'accueil agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté qui ont une capacité supérieure à quarante huit places, pour les crèches et les préguardiennats, ou à vingt-quatre places, pour les maisons communales d'accueil de l'enfance ou les maisons d'enfants, il peut être dérogé aux maxima de capacité définis à l'article 7 à 9.

Art. 161. Les directeur(trice)s et le personnel d'encadrement des maisons d'enfants qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, possèdent moins de cinq ans d'expérience utile dans la fonction, disposent d'une période transitoire de cinq ans pour répondre aux conditions visées à l'article 42.

Les accueillantes qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont en fonction, ne sont pas tenues de rencontrer les dispositions visées à l'article 42.

Art. 162. Les accueillant(e)s d'enfants qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ont obtenu une dérogation à la capacité d'accueil maximale de trois enfants peuvent achever l'accueil des enfants en cours. Au terme de cet accueil, ils(elles) se conforment à la capacité d'accueil prévue par le présent arrêté, sans préjudice de l'article 13.

Art. 163. § 1^{er}. Les milieux d'accueil qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont agréés et subventionnés par l'Office, disposent d'une période transitoire d'un an à dater du jour de la publication du présent arrêté pour se conformer à l'article 67, 1^{er}. Pendant cette période, ils continuent à bénéficier de l'agrément et du subventionnement, sans préjudice toutefois de l'application des nouvelles modalités de calcul des subventions fixées par le présent arrêté.

§ 2. Les accueillant(e)s d'enfants qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont reçu l'autorisation visée à l'article 6, § 2, du décret, bénéficient d'un régime comparable à celui organisé par le § 1^{er}.

§ 3. Les personnes qui sont titulaires du diplôme d'infirmier breveté ou d'infirmière brevetée et qui sont en activité au sein des milieux d'accueil subventionnés au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à y exercer leurs fonctions et à être subventionnées selon le barème y afférent, jusqu'à leur mise à la retraite ou leur départ du milieu d'accueil.

Art. 164. Par dérogation à l'article 51 et en attendant son entrée en vigueur, le milieu d'accueil tient son propre registre des inscriptions en attente.

Art. 165. L'article 3 de l'arrêté du 18 avril 2002 du Gouvernement de la Communauté française fixant une cotisation à charge des préguardiennats et crèches subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance est modifié comme suit : « Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002 et les cesse le 30 juin 2003 ».

Art. 166. Sont abrogés :

1^o l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993, modifié par les arrêtés des 11 juillet 1996 et 26 janvier 1998, portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

2^o l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 fixant la contribution des parents ou de tiers dans les frais de séjour des enfants dans les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardien(ne)s encadré(e)s subventionnés par l'Office;

3^o l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 septembre 1994 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardien(ne)s à domicile et les directeur(trice)s de maisons d'enfants ainsi que les modalités de la surveillance médicale;

4^o l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant diverses mesures en matière d'enfance;

5^o l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2000 approuvant les critères prévus par l'Office de la Naissance et de l'Enfance de refus ou de retrait de l'autorisation de garde d'enfant de moins de 6 ans.

Art. 167. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003, à l'exception de l'article 51 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2005, des articles 2, 6^o et 7^o, 12 et 111 à 114 qui entrent en vigueur le 1^{er} avril 2003 et de l'article 165 qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2003.

Art. 168. Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 février 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance,

J.-M. NOLLET

Annexe 1

Barème de la participation financière des parents aux frais de séjour des enfants

REVENUS NETS MENSUELS DU MENAGE			PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS 2003			
			Journées complètes		Journées incomplètes	
	de	à	100 %	70 %	100 %	70 %
1	725,46	770,15	1,88	1,88	1,88	1,88
2	770,16	783,49	2,90	2,03	1,88	1,88
3	783,50	812,51	3,34	2,34	2,00	1,88
4	812,52	841,53	3,77	2,64	2,26	1,88
5	841,54	870,55	4,20	2,94	2,52	1,88
6	870,56	899,57	4,65	3,26	2,79	1,96
7	899,58	928,59	5,02	3,51	3,01	2,11
8	928,60	957,61	5,20	3,64	3,12	2,18
9	957,62	986,63	5,34	3,74	3,20	2,24
10	986,64	1 015,65	5,51	3,86	3,31	2,32
11	1 015,66	1 044,67	5,65	3,96	3,39	2,38
12	1 044,68	1 073,69	5,83	4,08	3,50	2,45
13	1 073,70	1 102,71	5,98	4,19	3,59	2,51
14	1 102,72	1 131,71	6,16	4,31	3,70	2,59
15	1 131,72	1 160,73	6,30	4,41	3,78	2,65
16	1 160,74	1 189,75	6,47	4,53	3,88	2,72
17	1 189,76	1 218,77	6,61	4,63	3,97	2,78
18	1 218,78	1 247,79	6,79	4,75	4,07	2,85
19	1 247,80	1 276,81	6,93	4,85	4,16	2,91
20	1 276,82	1 305,83	7,11	4,98	4,27	2,99
21	1 305,84	1 334,85	7,26	5,08	4,36	3,05
22	1 334,86	1 363,87	7,43	5,20	4,46	3,12
23	1 363,88	1 392,89	7,57	5,30	4,54	3,18
24	1 392,90	1 421,91	7,75	5,43	4,65	3,26
25	1 421,92	1 450,93	7,89	5,52	4,73	3,31
26	1 450,94	1 479,95	8,07	5,65	4,84	3,39
27	1 479,96	1 508,97	8,22	5,75	4,93	3,45
28	1 508,98	1 537,99	8,38	5,87	5,03	3,52
29	1 538,00	1 567,01	8,53	5,97	5,12	3,58
30	1 567,02	1 596,02	8,71	6,10	5,23	3,66
31	1 596,03	1 625,03	8,85	6,20	5,31	3,72
32	1 625,04	1 654,05	9,03	6,32	5,42	3,79
33	1 654,06	1 683,07	9,17	6,42	5,50	3,85
34	1 683,08	1 712,09	9,34	6,54	5,60	3,92
35	1 712,10	1 741,11	9,49	6,64	5,69	3,98
36	1 741,12	1 770,13	9,66	6,76	5,80	4,06
37	1 770,14	1 799,15	9,81	6,87	5,89	4,12
38	1 799,16	1 828,17	9,99	6,99	5,99	4,19
39	1 828,18	1 857,19	10,13	7,09	6,08	4,25
40	1 857,20	1 886,21	10,30	7,21	6,18	4,33
41	1 886,22	1 915,23	10,44	7,31	6,26	4,39
42	1 915,24	1 944,25	10,62	7,43	6,37	4,46
43	1 944,26	1 973,27	10,77	7,54	6,46	4,52
44	1 973,28	2 002,29	10,95	7,67	6,57	4,60
45	2 002,30	2 031,30	11,09	7,76	6,65	4,66
46	2 031,31	2 060,32	11,26	7,88	6,76	4,73
47	2 060,33	2 089,33	11,40	7,98	6,84	4,79

REVENUS NETS MENSUELS DU MENAGE			PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS 2003			
			Journées complètes		Journées incomplètes	
	de	à	100 %	70 %	100 %	70 %
48	2 089,34	2 118,35	11,58	8,11	6,95	4,87
49	2 118,36	2 147,37	11,72	8,20	7,03	4,92
50	2 147,38	2 176,39	11,89	8,32	7,13	4,99
51	2 176,40	2 205,41	12,05	8,44	7,23	5,06
52	2 205,42	2 234,43	12,22	8,55	7,33	5,13
53	2 234,44	2 263,45	12,36	8,65	7,42	5,19
54	2 263,46	2 292,47	12,56	8,79	7,54	5,27
55	2 292,48	2 321,49	12,71	8,90	7,63	5,34
56	2 321,50	2 350,51	12,89	9,02	7,73	5,41
57	2 350,52	2 379,53	13,06	9,14	7,84	5,48
58	2 379,54	2 408,55	13,20	9,24	7,92	5,54
59	2 408,56	2 437,57	13,38	9,37	8,03	5,62
60	2 437,58	2 466,58	13,52	9,46	8,11	5,68
61	2 466,59	2 495,60	13,70	9,59	8,22	5,75
62	2 495,61	2 524,62	13,84	9,69	8,30	5,81
63	2 524,63	2 553,63	14,01	9,81	8,41	5,89
64	2 553,64	2 582,65	14,16	9,91	8,50	5,95
65	2 582,66	2 611,67	14,34	10,04	8,60	6,02
66	2 611,68	2 640,69	14,50	10,15	8,70	6,09
67	2 640,70	2 669,71	14,66	10,26	8,80	6,16
68	2 669,72	2 698,73	14,83	10,38	8,90	6,23
69	2 698,74	2 727,75	14,97	10,48	8,98	6,29
70	2 727,76	2 756,77	15,15	10,61	9,09	6,37
71	2 756,78	2 785,79	15,29	10,70	9,17	6,42
72	2 785,80	2 814,81	15,46	10,82	9,28	6,49
73	2 814,82	2 843,83	15,62	10,93	9,37	6,56
74	2 843,84	2 872,85	15,79	11,05	9,47	6,63
75	2 872,86	2 901,87	15,93	11,15	9,56	6,69
76	2 901,88	2 930,88	16,11	11,28	9,67	6,77
77	2 930,89	2 959,90	16,28	11,40	9,77	6,84
78	2 959,91	2 988,92	16,42	11,49	9,85	6,89
79	2 988,93	3 017,94	16,60	11,62	9,96	6,97
80	3 017,95	3 046,95	16,74	11,72	10,04	7,03
81	3 046,96	3 075,97	16,83	11,78	10,10	7,07
82	3 075,98	3 104,99	17,01	11,91	10,21	7,15
83	3 105,00	3 134,01	17,15	12,01	10,29	7,21
84	3 134,02	3 163,03	17,33	12,13	10,40	7,28
85	3 163,04	3 192,05	17,47	12,23	10,48	7,34
86	3 192,06	3 221,07	17,64	12,35	10,58	7,41
87	3 221,08	3 250,09	17,79	12,45	10,67	7,47
88	3 250,10	3 279,11	17,96	12,57	10,78	7,54
89	3 279,12	3 308,13	18,11	12,68	10,87	7,61
90	3 308,14	3 337,15	18,28	12,80	10,97	7,68
91	3 337,16	3 366,16	18,43	12,90	11,06	7,74
92	3 366,17	3 395,18	18,60	13,02	11,16	7,81
93	3 395,19	3 424,20	18,74	13,12	11,24	7,87
94	3 424,21	3 453,22	18,84	13,19	11,30	7,91
95	3 453,23	3 482,24	18,99	13,29	11,39	7,97
96	3 482,25	3 511,25	19,15	13,41	11,49	8,05

REVENUS NETS MENSUELS DU MENAGE			PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS 2003			
			Journées complètes		Journées incomplètes	
	de	à	100 %	70 %	100 %	70 %
97	3 511,26	3 540,27	19,32	13,52	11,59	8,11
98	3 540,28	3 569,29	19,47	13,63	11,68	8,18
99	3 569,30	3 598,31	19,63	13,74	11,78	8,24
100	3 598,32	3 627,33	19,80	13,86	11,88	8,32
101	3 627,34	3 656,35	19,96	13,97	11,98	8,38
102	3 656,36	3 685,37	20,11	14,08	12,07	8,45
103	3 685,38	3 714,39	20,30	14,21	12,18	8,53
104	3 714,40	3 743,41	20,49	14,34	12,29	8,60
105	3 743,42	3 772,43	20,66	14,46	12,40	8,68
106	3 772,44	3 801,45	20,85	14,60	12,51	8,76
107	3 801,46	3 830,46	21,04	14,73	12,62	8,84
108	3 830,47	3 859,48	21,22	14,85	12,73	8,91
109	3 859,49	3 888,50	21,40	14,98	12,84	8,99
110	3 888,51	3 917,52	21,56	15,09	12,94	9,05
111	3 917,53	3 946,54	21,73	15,21	13,04	9,13
112	3 946,55	3 975,55	21,88	15,32	13,13	9,19
113	3 975,56	4 004,57	22,04	15,43	13,22	9,26
114	4 004,58	4 033,59	22,21	15,55	13,33	9,33
115	4 033,60	4 062,61	22,37	15,66	13,42	9,40
116	4 062,62	4 091,63	22,52	15,76	13,51	9,46
117	4 091,64	4 120,65	22,69	15,88	13,61	9,53
118	4 120,66	4 149,67	22,87	16,01	13,72	9,61
119	4 149,68	4 178,69	23,06	16,14	13,84	9,68
120	4 178,70	4 207,71	23,24	16,27	13,94	9,76
121	4 207,72	4 236,73	23,42	16,39	14,05	9,83
122	4 236,74	4 265,74	23,61	16,53	14,17	9,92
123	4 265,75	4 294,76	23,79	16,65	14,27	9,99
124	4 294,77	4 323,78	23,97	16,78	14,38	10,07
125	4 323,79	4 352,80	24,14	16,90	14,48	10,14
126	4 352,81	4 381,82	24,29	17,00	14,57	10,20
127	4 381,83	4 410,84	24,45	17,12	14,67	10,27
128	4 410,85	4 439,85	24,62	17,23	14,77	10,34
129	4 439,86	4 468,87	24,78	17,35	14,87	10,41
130	4 468,88	4 497,89	24,93	17,45	14,96	10,47
131	4 497,90	4 526,91	25,10	17,57	15,06	10,54
132	4 526,92	4 555,93	25,26	17,68	15,16	10,61
133	4 555,94	4 584,95	25,45	17,82	15,27	10,69
134	4 584,96	4 613,97	25,62	17,93	15,37	10,76
135	4 613,98	4 642,99	25,81	18,07	15,49	10,84
136	4 643,00	4 672,01	26,00	18,20	15,60	10,92
137	4 672,02	4 701,03	26,17	18,32	15,70	10,99
138	4 701,04	4 730,04	26,36	18,45	15,82	11,07
139	4 730,05		26,55	18,59	15,93	11,15

Vu pour être annexé à l'arrêté du 27 février 2003 du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance,
J.-M. NOLLET

Annexe 2

Rétrocession

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Rétro journalière	Soit
0,00	0,00	
10,53	0,00	0,000 %
10,55	0,02	0,190 %
10,57	0,04	0,378 %
10,59	0,06	0,567 %
10,61	0,08	0,754 %
10,63	0,10	0,941 %
10,65	0,12	1,127 %
10,67	0,14	1,312 %
10,69	0,16	1,497 %
10,71	0,18	1,681 %
10,73	0,20	1,864 %
10,75	0,22	2,047 %
10,77	0,24	2,228 %
10,79	0,26	2,410 %
10,81	0,28	2,590 %
10,83	0,30	2,770 %
10,85	0,32	2,949 %
10,87	0,34	3,128 %
10,89	0,36	3,306 %
10,91	0,38	3,483 %
10,93	0,40	3,660 %
10,95	0,42	3,836 %
10,97	0,44	4,011 %
10,99	0,46	4,186 %
11,01	0,48	4,360 %
11,03	0,50	4,533 %
11,05	0,52	4,706 %
11,07	0,54	4,878 %
11,09	0,56	5,050 %
11,11	0,58	5,221 %
11,13	0,60	5,391 %
11,15	0,62	5,561 %
11,17	0,64	5,730 %
11,19	0,66	5,898 %
11,21	0,68	6,066 %
11,23	0,70	6,233 %
11,25	0,72	6,400 %
11,27	0,74	6,566 %
11,29	0,76	6,732 %
11,31	0,78	6,897 %
11,33	0,80	7,061 %
11,35	0,82	7,225 %
11,37	0,84	7,388 %
11,39	0,86	7,550 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Rétro journalière	Soit
11,41	0,88	7,713 %
11,43	0,90	7,874 %
11,45	0,92	8,035 %
11,47	0,94	8,195 %
11,49	0,96	8,355 %
11,51	0,98	8,514 %
11,53	1,00	8,673 %
11,55	1,02	8,831 %
11,57	1,04	8,989 %
11,59	1,04	8,973 %
11,61	1,04	8,958 %
11,63	1,04	8,942 %
11,65	1,04	8,927 %
11,67	1,04	8,912 %
11,69	1,04	8,896 %
11,71	1,04	8,881 %
11,73	1,04	8,866 %
11,75	1,04	8,851 %
11,77	1,04	8,836 %
11,79	1,06	8,991 %
11,81	1,06	8,975 %
11,83	1,06	8,960 %
11,85	1,06	8,945 %
11,87	1,06	8,930 %
11,89	1,06	8,915 %
11,91	1,06	8,900 %
11,93	1,06	8,885 %
11,95	1,06	8,870 %
11,97	1,06	8,855 %
11,99	1,06	8,841 %
12,01	1,08	8,993 %
12,03	1,08	8,978 %
12,05	1,08	8,963 %
12,07	1,08	8,948 %
12,09	1,08	8,933 %
12,11	1,08	8,918 %
12,13	1,08	8,904 %
12,15	1,08	8,889 %
12,17	1,08	8,874 %
12,19	1,08	8,860 %
12,21	1,08	8,845 %
12,23	1,10	8,994 %
12,25	1,10	8,980 %
12,27	1,10	8,965 %
12,29	1,10	8,950 %
12,31	1,10	8,936 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
12,33	1,10	8,921 %
12,35	1,10	8,907 %
12,37	1,10	8,892 %
12,39	1,10	8,878 %
12,41	1,10	8,864 %
12,43	1,10	8,850 %
12,45	1,12	8,996 %
12,47	1,12	8,982 %
12,49	1,12	8,967 %
12,51	1,12	8,953 %
12,53	1,14	9,098 %
12,55	1,16	9,243 %
12,57	1,18	9,387 %
12,59	1,20	9,531 %
12,61	1,22	9,675 %
12,63	1,24	9,818 %
12,65	1,26	9,960 %
12,67	1,26	9,945 %
12,69	1,26	9,929 %
12,71	1,26	9,913 %
12,73	1,26	9,898 %
12,75	1,26	9,882 %
12,77	1,26	9,867 %
12,79	1,26	9,851 %
12,81	1,28	9,992 %
12,83	1,28	9,977 %
12,85	1,28	9,961 %
12,87	1,28	9,946 %
12,89	1,28	9,930 %
12,91	1,28	9,915 %
12,93	1,28	9,899 %
12,95	1,28	9,884 %
12,97	1,28	9,869 %
12,99	1,28	9,854 %
13,01	1,30	9,992 %
13,03	1,30	9,977 %
13,05	1,30	9,962 %
13,07	1,30	9,946 %
13,09	1,30	9,931 %
13,11	1,30	9,916 %
13,13	1,30	9,901 %
13,15	1,30	9,886 %
13,17	1,30	9,871 %
13,19	1,30	9,856 %
13,21	1,32	9,992 %
13,23	1,32	9,977 %
13,25	1,32	9,962 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
13,27	1,32	9,947 %
13,29	1,32	9,932 %
13,31	1,32	9,917 %
13,33	1,32	9,902 %
13,35	1,32	9,888 %
13,37	1,32	9,873 %
13,39	1,32	9,858 %
13,41	1,34	9,993 %
13,43	1,34	9,978 %
13,45	1,34	9,963 %
13,47	1,34	9,948 %
13,49	1,34	9,933 %
13,51	1,34	9,919 %
13,53	1,36	10,052 %
13,55	1,38	10,185 %
13,57	1,40	10,317 %
13,59	1,42	10,449 %
13,61	1,44	10,580 %
13,63	1,46	10,712 %
13,65	1,48	10,842 %
13,67	1,50	10,973 %
13,69	1,50	10,957 %
13,71	1,50	10,941 %
13,73	1,50	10,925 %
13,75	1,50	10,909 %
13,77	1,50	10,893 %
13,79	1,50	10,877 %
13,81	1,50	10,862 %
13,83	1,52	10,991 %
13,85	1,52	10,975 %
13,87	1,52	10,959 %
13,89	1,52	10,943 %
13,91	1,52	10,927 %
13,93	1,52	10,912 %
13,95	1,52	10,896 %
13,97	1,52	10,880 %
13,99	1,52	10,865 %
14,01	1,54	10,992 %
14,03	1,54	10,976 %
14,05	1,54	10,961 %
14,07	1,54	10,945 %
14,09	1,54	10,930 %
14,11	1,54	10,914 %
14,13	1,54	10,899 %
14,15	1,54	10,883 %
14,17	1,54	10,868 %
14,19	1,56	10,994 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
14,21	1,56	10,978 %
14,23	1,56	10,963 %
14,25	1,56	10,947 %
14,27	1,56	10,932 %
14,29	1,56	10,917 %
14,31	1,56	10,901 %
14,33	1,56	10,886 %
14,35	1,56	10,871 %
14,37	1,58	10,995 %
14,39	1,58	10,980 %
14,41	1,58	10,965 %
14,43	1,58	10,949 %
14,45	1,58	10,934 %
14,47	1,58	10,919 %
14,49	1,58	10,904 %
14,51	1,58	10,889 %
14,53	1,60	11,012 %
14,55	1,62	11,134 %
14,57	1,64	11,256 %
14,59	1,66	11,378 %
14,61	1,68	11,499 %
14,63	1,70	11,620 %
14,65	1,72	11,741 %
14,67	1,74	11,861 %
14,69	1,76	11,981 %
14,71	1,76	11,965 %
14,73	1,76	11,948 %
14,75	1,76	11,932 %
14,77	1,76	11,916 %
14,79	1,76	11,900 %
14,81	1,76	11,884 %
14,83	1,76	11,868 %
14,85	1,78	11,987 %
14,87	1,78	11,970 %
14,89	1,78	11,954 %
14,91	1,78	11,938 %
14,93	1,78	11,922 %
14,95	1,78	11,906 %
14,97	1,78	11,890 %
14,99	1,78	11,875 %
15,01	1,80	11,992 %
15,03	1,80	11,976 %
15,05	1,80	11,960 %
15,07	1,80	11,944 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
15,09	1,80	11,928 %
15,11	1,80	11,913 %
15,13	1,80	11,897 %
15,15	1,80	11,881 %
15,17	1,82	11,997 %
15,19	1,82	11,982 %
15,21	1,82	11,966 %
15,23	1,82	11,950 %
15,25	1,82	11,934 %
15,27	1,82	11,919 %
15,29	1,82	11,903 %
15,31	1,82	11,888 %
15,33	1,82	11,872 %
15,35	1,84	11,987 %
15,37	1,84	11,971 %
15,39	1,84	11,956 %
15,41	1,84	11,940 %
15,43	1,84	11,925 %
15,45	1,84	11,909 %
15,47	1,84	11,894 %
15,49	1,84	11,879 %
15,51	1,86	11,992 %
15,53	1,88	12,106 %
15,55	1,90	12,219 %
15,57	1,92	12,331 %
15,59	1,94	12,444 %
15,61	1,96	12,556 %
15,63	1,98	12,668 %
15,65	2,00	12,780 %
15,67	2,02	12,891 %
15,69	2,02	12,874 %
15,71	2,04	12,985 %
15,73	2,04	12,969 %
15,75	2,04	12,952 %
15,77	2,04	12,936 %
15,79	2,04	12,920 %
15,81	2,04	12,903 %
15,83	2,04	12,887 %
15,85	2,06	12,997 %
15,87	2,06	12,980 %
15,89	2,06	12,964 %
15,91	2,06	12,948 %
15,93	2,06	12,932 %
15,95	2,06	12,915 %
15,97	2,06	12,899 %
15,99	2,06	12,883 %
16,01	2,08	12,992 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
16,03	2,08	12,976 %
16,05	2,08	12,960 %
16,07	2,08	12,943 %
16,09	2,08	12,927 %
16,11	2,08	12,911 %
16,13	2,08	12,895 %
16,15	2,08	12,879 %
16,17	2,10	12,987 %
16,19	2,10	12,971 %
16,21	2,10	12,955 %
16,23	2,10	12,939 %
16,25	2,10	12,923 %
16,27	2,10	12,907 %
16,29	2,10	12,891 %
16,31	2,12	12,998 %
16,33	2,12	12,982 %
16,35	2,12	12,966 %
16,37	2,12	12,951 %
16,39	2,12	12,935 %
16,41	2,12	12,919 %
16,43	2,12	12,903 %
16,45	2,12	12,888 %
16,47	2,14	12,993 %
16,49	2,14	12,978 %
16,51	2,14	12,962 %
16,53	2,16	13,067 %
16,55	2,18	13,172 %
16,57	2,20	13,277 %
16,59	2,22	13,382 %
16,61	2,24	13,486 %
16,63	2,26	13,590 %
16,65	2,28	13,694 %
16,67	2,30	13,797 %
16,69	2,32	13,901 %
16,71	2,32	13,884 %
16,73	2,34	13,987 %
16,75	2,34	13,970 %
16,77	2,34	13,953 %
16,79	2,34	13,937 %
16,81	2,34	13,920 %
16,83	2,34	13,904 %
16,85	2,34	13,887 %
16,87	2,36	13,989 %
16,89	2,36	13,973 %
16,91	2,36	13,956 %
16,93	2,36	13,940 %
16,95	2,36	13,923 %
16,97	2,36	13,907 %
16,99	2,36	13,891 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PPF moyenne	Réto journalière	Soit
17,01	2,38	13,992 %
17,03	2,38	13,975 %
17,05	2,38	13,959 %
17,07	2,38	13,943 %
17,09	2,38	13,926 %
17,11	2,38	13,910 %
17,13	2,38	13,894 %
17,15	2,40	13,994 %
17,17	2,40	13,978 %
17,19	2,40	13,962 %
17,21	2,40	13,945 %
17,23	2,40	13,929 %
17,25	2,40	13,913 %
17,27	2,40	13,897 %
17,29	2,42	13,997 %
17,31	2,42	13,980 %
17,33	2,42	13,964 %
17,35	2,42	13,948 %
17,37	2,42	13,932 %
17,39	2,42	13,916 %
17,41	2,42	13,900 %
17,43	2,44	13,999 %
17,45	2,44	13,983 %
17,47	2,44	13,967 %
17,49	2,44	13,951 %
17,51	2,44	13,935 %
17,53	2,46	14,033 %
17,55	2,48	14,131 %
17,57	2,50	14,229 %
17,59	2,52	14,326 %
17,61	2,54	14,424 %
17,63	2,56	14,521 %
17,65	2,58	14,618 %
17,67	2,60	14,714 %
17,69	2,62	14,811 %
17,71	2,64	14,907 %
17,73	2,64	14,890 %
17,75	2,66	14,986 %
17,77	2,66	14,969 %
17,79	2,66	14,952 %
17,81	2,66	14,935 %
17,83	2,66	14,919 %
17,85	2,66	14,902 %
17,87	2,68	14,997 %
17,89	2,68	14,980 %
17,91	2,68	14,964 %
17,93	2,68	14,947 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
17,95	2,68	14,930 %
17,97	2,68	14,914 %
17,99	2,68	14,897 %
18,01	2,70	14,992 %
18,03	2,70	14,975 %
18,05	2,70	14,958 %
18,07	2,70	14,942 %
18,09	2,70	14,925 %
18,11	2,70	14,909 %
18,13	2,70	14,892 %
18,15	2,72	14,986 %
18,17	2,72	14,970 %
18,19	2,72	14,953 %
18,21	2,72	14,937 %
18,23	2,72	14,920 %
18,25	2,72	14,904 %
18,27	2,74	14,997 %
18,29	2,74	14,981 %
18,31	2,74	14,965 %
18,33	2,74	14,948 %
18,35	2,74	14,932 %
18,37	2,74	14,916 %
18,39	2,74	14,899 %
18,41	2,76	14,992 %
18,43	2,76	14,976 %
18,45	2,76	14,959 %
18,47	2,76	14,943 %
18,49	2,76	14,927 %
18,51	2,76	14,911 %
18,53	2,76	14,895 %
18,55	2,78	14,987 %
18,57	2,78	14,970 %
18,59	2,78	14,954 %
18,61	2,78	14,938 %
18,63	2,78	14,922 %
18,65	2,78	14,906 %
18,67	2,80	14,997 %
18,69	2,80	14,981 %
18,71	2,80	14,965 %
18,73	2,80	14,949 %
18,75	2,80	14,933 %
18,77	2,80	14,917 %
18,79	2,80	14,902 %
18,81	2,82	14,992 %
18,83	2,82	14,976 %
18,85	2,82	14,960 %
18,87	2,82	14,944 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
18,89	2,82	14,929 %
18,91	2,82	14,913 %
18,93	2,82	14,897 %
18,95	2,84	14,987 %
18,97	2,84	14,971 %
18,99	2,84	14,955 %
19,01	2,84	14,940 %
19,03	2,84	14,924 %
19,05	2,84	14,908 %
19,07	2,86	14,997 %
19,09	2,86	14,982 %
19,11	2,86	14,966 %
19,13	2,86	14,950 %
19,15	2,86	14,935 %
19,17	2,86	14,919 %
19,19	2,86	14,904 %
19,21	2,88	14,992 %
19,23	2,88	14,977 %
19,25	2,88	14,961 %
19,27	2,88	14,946 %
19,29	2,88	14,930 %
19,31	2,88	14,915 %
19,33	2,88	14,899 %
19,35	2,90	14,987 %
19,37	2,90	14,972 %
19,39	2,90	14,956 %
19,41	2,90	14,941 %
19,43	2,90	14,925 %
19,45	2,90	14,910 %
19,47	2,92	14,997 %
19,49	2,92	14,982 %
19,51	2,92	14,967 %
19,53	2,92	14,951 %
19,55	2,92	14,936 %
19,57	2,92	14,921 %
19,59	2,92	14,906 %
19,61	2,94	14,992 %
19,63	2,94	14,977 %
19,65	2,94	14,962 %
19,67	2,94	14,947 %
19,69	2,94	14,931 %
19,71	2,94	14,916 %
19,73	2,94	14,901 %
19,75	2,96	14,987 %
19,77	2,96	14,972 %
19,79	2,96	14,957 %
19,81	2,96	14,942 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
19,83	2,96	14,927 %
19,85	2,96	14,912 %
19,87	2,98	14,997 %
19,89	2,98	14,982 %
19,91	2,98	14,967 %
19,93	2,98	14,952 %
19,95	2,98	14,937 %
19,97	2,98	14,922 %
19,99	2,98	14,907 %
20,01	3,00	14,993 %
20,03	3,00	14,978 %
20,05	3,00	14,963 %
20,07	3,00	14,948 %
20,09	3,00	14,933 %
20,11	3,00	14,918 %
20,13	3,00	14,903 %
20,15	3,02	14,988 %
20,17	3,02	14,973 %
20,19	3,02	14,958 %
20,21	3,02	14,943 %
20,23	3,02	14,928 %
20,25	3,02	14,914 %
20,27	3,04	14,998 %
20,29	3,04	14,983 %
20,31	3,04	14,968 %
20,33	3,04	14,953 %
20,35	3,04	14,939 %
20,37	3,04	14,924 %
20,39	3,04	14,909 %
20,41	3,06	14,993 %
20,43	3,06	14,978 %
20,45	3,06	14,963 %
20,47	3,06	14,949 %
20,49	3,06	14,934 %
20,51	3,06	14,920 %
20,53	3,06	14,905 %
20,55	3,08	14,988 %
20,57	3,08	14,973 %
20,59	3,08	14,959 %
20,61	3,08	14,944 %
20,63	3,08	14,930 %
20,65	3,08	14,915 %
20,67	3,10	14,998 %
20,69	3,10	14,983 %
20,71	3,10	14,969 %
20,73	3,10	14,954 %
20,75	3,10	14,940 %
20,77	3,10	14,925 %
20,79	3,10	14,911 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Rétro journalière	Soit
20,81	3,12	14,993 %
20,83	3,12	14,978 %
20,85	3,12	14,964 %
20,87	3,12	14,950 %
20,89	3,12	14,935 %
20,91	3,12	14,921 %
20,93	3,12	14,907 %
20,95	3,14	14,988 %
20,97	3,14	14,974 %
20,99	3,14	14,960 %
21,01	3,14	14,945 %
21,03	3,14	14,931 %
21,05	3,14	14,917 %
21,07	3,16	14,998 %
21,09	3,16	14,983 %
21,11	3,16	14,969 %
21,13	3,16	14,955 %
21,15	3,16	14,941 %
21,17	3,16	14,927 %
21,19	3,16	14,913 %
21,21	3,18	14,993 %
21,23	3,18	14,979 %
21,25	3,18	14,965 %
21,27	3,18	14,951 %
21,29	3,18	14,937 %
21,31	3,18	14,923 %
21,33	3,18	14,909 %
21,35	3,20	14,988 %
21,37	3,20	14,974 %
21,39	3,20	14,960 %
21,41	3,20	14,946 %
21,43	3,20	14,932 %
21,45	3,20	14,918 %
21,47	3,22	14,998 %
21,49	3,22	14,984 %
21,51	3,22	14,970 %
21,53	3,22	14,956 %
21,55	3,22	14,942 %
21,57	3,22	14,928 %
21,59	3,22	14,914 %
21,61	3,24	14,993 %
21,63	3,24	14,979 %
21,65	3,24	14,965 %
21,67	3,24	14,952 %
21,69	3,24	14,938 %
21,71	3,24	14,924 %
21,73	3,24	14,910 %
21,75	3,26	14,989 %
21,77	3,26	14,975 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
21,79	3,26	14,961 %
21,81	3,26	14,947 %
21,83	3,26	14,934 %
21,85	3,26	14,920 %
21,87	3,28	14,998 %
21,89	3,28	14,984 %
21,91	3,28	14,970 %
21,93	3,28	14,957 %
21,95	3,28	14,943 %
21,97	3,28	14,929 %
21,99	3,28	14,916 %
22,01	3,30	14,993 %
22,03	3,30	14,980 %
22,05	3,30	14,966 %
22,07	3,30	14,952 %
22,09	3,30	14,939 %
22,11	3,30	14,925 %
22,13	3,30	14,912 %
22,15	3,32	14,989 %
22,17	3,32	14,975 %
22,19	3,32	14,962 %
22,21	3,32	14,948 %
22,23	3,32	14,935 %
22,25	3,32	14,921 %
22,27	3,34	14,998 %
22,29	3,34	14,984 %
22,31	3,34	14,971 %
22,33	3,34	14,957 %
22,35	3,34	14,944 %
22,37	3,34	14,931 %
22,39	3,34	14,917 %
22,41	3,36	14,993 %
22,43	3,36	14,980 %
22,45	3,36	14,967 %
22,47	3,36	14,953 %
22,49	3,36	14,940 %
22,51	3,36	14,927 %
22,53	3,36	14,913 %
22,55	3,38	14,989 %
22,57	3,38	14,976 %
22,59	3,38	14,962 %
22,61	3,38	14,949 %
22,63	3,38	14,936 %
22,65	3,38	14,923 %
22,67	3,40	14,998 %
22,69	3,40	14,985 %
22,71	3,40	14,971 %
22,73	3,40	14,958 %
22,75	3,40	14,945 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
22,77	3,40	14,932 %
22,79	3,40	14,919 %
22,81	3,42	14,993 %
22,83	3,42	14,980 %
22,85	3,42	14,967 %
22,87	3,42	14,954 %
22,89	3,42	14,941 %
22,91	3,42	14,928 %
22,93	3,42	14,915 %
22,95	3,44	14,989 %
22,97	3,44	14,976 %
22,99	3,44	14,963 %
23,01	3,44	14,950 %
23,03	3,44	14,937 %
23,05	3,44	14,924 %
23,07	3,46	14,998 %
23,09	3,46	14,985 %
23,11	3,46	14,972 %
23,13	3,46	14,959 %
23,15	3,46	14,946 %
23,17	3,46	14,933 %
23,19	3,46	14,920 %
23,21	3,48	14,994 %
23,23	3,48	14,981 %
23,25	3,48	14,968 %
23,27	3,48	14,955 %
23,29	3,48	14,942 %
23,31	3,48	14,929 %
23,33	3,48	14,916 %
23,35	3,50	14,989 %
23,37	3,50	14,976 %
23,39	3,50	14,964 %
23,41	3,50	14,951 %
23,43	3,50	14,938 %
23,45	3,50	14,925 %
23,47	3,52	14,998 %
23,49	3,52	14,985 %
23,51	3,52	14,972 %
23,53	3,52	14,960 %
23,55	3,52	14,947 %
23,57	3,52	14,934 %
23,59	3,52	14,922 %
23,61	3,54	14,994 %
23,63	3,54	14,981 %
23,65	3,54	14,968 %
23,67	3,54	14,956 %
23,69	3,54	14,943 %
23,71	3,54	14,930 %
23,73	3,54	14,918 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
23,75	3,56	14,989 %
23,77	3,56	14,977 %
23,79	3,56	14,964 %
23,81	3,56	14,952 %
23,83	3,56	14,939 %
23,85	3,56	14,927 %
23,87	3,58	14,998 %
23,89	3,58	14,985 %
23,91	3,58	14,973 %
23,93	3,58	14,960 %
23,95	3,58	14,948 %
23,97	3,58	14,935 %
23,99	3,58	14,923 %
24,01	3,60	14,994 %
24,03	3,60	14,981 %
24,05	3,60	14,969 %
24,07	3,60	14,956 %
24,09	3,60	14,944 %
24,11	3,60	14,932 %
24,13	3,60	14,919 %
24,15	3,62	14,990 %
24,17	3,62	14,977 %
24,19	3,62	14,965 %
24,21	3,62	14,952 %
24,23	3,62	14,940 %
24,25	3,62	14,928 %
24,27	3,64	14,998 %
24,29	3,64	14,986 %
24,31	3,64	14,973 %
24,33	3,64	14,961 %
24,35	3,64	14,949 %
24,37	3,64	14,936 %
24,39	3,64	14,924 %
24,41	3,66	14,994 %
24,43	3,66	14,982 %
24,45	3,66	14,969 %
24,47	3,66	14,957 %
24,49	3,66	14,945 %
24,51	3,66	14,933 %
24,53	3,66	14,921 %
24,55	3,68	14,990 %
24,57	3,68	14,978 %
24,59	3,68	14,965 %
24,61	3,68	14,953 %
24,63	3,68	14,941 %
24,65	3,68	14,929 %
24,67	3,70	14,998 %
24,69	3,70	14,986 %
24,71	3,70	14,974 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
24,73	3,70	14,962 %
24,75	3,70	14,949 %
24,77	3,70	14,937 %
24,79	3,70	14,925 %
24,81	3,72	14,994 %
24,83	3,72	14,982 %
24,85	3,72	14,970 %
24,87	3,72	14,958 %
24,89	3,72	14,946 %
24,91	3,72	14,934 %
24,93	3,72	14,922 %
24,95	3,74	14,990 %
24,97	3,74	14,978 %
24,99	3,74	14,966 %
25,01	3,74	14,954 %
25,03	3,74	14,942 %
25,05	3,74	14,930 %
25,07	3,76	14,998 %
25,09	3,76	14,986 %
25,11	3,76	14,974 %
25,13	3,76	14,962 %
25,15	3,76	14,950 %
25,17	3,76	14,938 %
25,19	3,76	14,927 %
25,21	3,78	14,994 %
25,23	3,78	14,982 %
25,25	3,78	14,970 %
25,27	3,78	14,958 %
25,29	3,78	14,947 %
25,31	3,78	14,935 %
25,33	3,78	14,923 %
25,35	3,80	14,990 %
25,37	3,80	14,978 %
25,39	3,80	14,967 %
25,41	3,80	14,955 %
25,43	3,80	14,943 %
25,45	3,80	14,931 %
25,47	3,82	14,998 %
25,49	3,82	14,986 %
25,51	3,82	14,975 %
25,53	3,82	14,963 %
25,55	3,82	14,951 %
25,57	3,82	14,939 %
25,59	3,82	14,928 %
25,61	3,84	14,994 %
25,63	3,84	14,982 %
25,65	3,84	14,971 %
25,67	3,84	14,959 %
25,69	3,84	14,947 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
25,71	3,84	14,936 %
25,73	3,84	14,924 %
25,75	3,86	14,990 %
25,77	3,86	14,979 %
25,79	3,86	14,967 %
25,81	3,86	14,955 %
25,83	3,86	14,944 %
25,85	3,86	14,932 %
25,87	3,88	14,998 %
25,89	3,88	14,986 %
25,91	3,88	14,975 %
25,93	3,88	14,963 %
25,95	3,88	14,952 %
25,97	3,88	14,940 %
25,99	3,88	14,929 %
26,01	3,90	14,994 %
26,03	3,90	14,983 %
26,05	3,90	14,971 %
26,07	3,90	14,960 %
26,09	3,90	14,948 %
26,11	3,90	14,937 %
26,13	3,90	14,925 %
26,15	3,92	14,990 %
26,17	3,92	14,979 %
26,19	3,92	14,968 %
26,21	3,92	14,956 %
26,23	3,92	14,945 %
26,25	3,92	14,933 %
26,27	3,94	14,998 %
26,29	3,94	14,987 %
26,31	3,94	14,975 %
26,33	3,94	14,964 %
26,35	3,94	14,953 %
26,37	3,94	14,941 %
26,39	3,94	14,930 %
26,41	3,96	14,994 %
26,43	3,96	14,983 %
26,45	3,96	14,972 %
26,47	3,96	14,960 %
26,49	3,96	14,949 %
26,51	3,96	14,938 %
26,53	3,96	14,926 %
26,55	3,98	14,991 %

Vu pour être annexé à l'arrêté du 27 février 2003 du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance,

J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1986

[C — 2003/29199]

27 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Internationaal Verdrag van 20 november 1989 inzake de Rechten van het Kind;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993, gewijzigd bij de besluiten van 11 juli 1996 en 26 januari 1998, houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn);

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 houdende vaststelling van de bijdrage van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen in de crèches, peuterspeelplaatsen, gemeentelijke huizen voor opvang van kinderen en in door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" gesubsidieerde diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders thuis;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 september 1994 houdende vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en onthaalmoeders ten huize en de directeurs (directrices) van kindertehuizen moeten voldoen alsook de nadere regels van het medisch toezicht;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende verschillende maatregelen inzake kindervelzijn;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2000 houdende goedkeuring van de criteria bepaald door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » inzake weigering of intrekking van de toelating om kinderen van minder dan 6 jaar onder bewaring te hebben;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2002 betreffende de vraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies 34.648/4 van de Raad van State, gegeven op 7 februari 2003, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het past dat de opvangvoorzieningen georganiseerd worden in een geest van verdraagzaamheid en bereidwilligheid onder meer bekrachtigd door de basisprincipes van gelijkheid en niet-discriminatie, gelet op het feit dat de wet van 30 juli 1981 ertoe strekt sommige door racisme en xenofobie ingegeven daden in te toemen en door de aanbeveling van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 31 maart 1992 betreffende de kinderbewaking;

Overwegende dat de toegang tot een kwaliteitsvolle opvangvoorziening een recht voor het kind is en dat de opvangvoorziening het kind de mogelijkheid moet bieden zich te ontplooien op lichamelijk, psychologisch en sociaal vlak, in een omgeving en een pedagogisch project aangepast aan zijn leeftijd;

Overwegende dat de opvangvoorzieningen de ouders de mogelijkheid moet bieden hun verantwoordelijkheden op beroepsvlak op te nemen, d.w.z. tegelijkertijd het werk, de beroepsopleiding en het zoeken naar werkgelegenheid, hun sociale inzet en hun verantwoordelijkheden als ouders;

Overwegende dat het past de taak inzake sociale voorzorg van de opvangvoorzieningen te erkennen;

Overwegende dat de taak van de opvangvoorzieningen deze van het gezin aanvult en dat zij de bereidwilligheid en het luisteren naar de ouders moeten bevorderen;

Overwegende dat de opvangvoorzieningen de culturele eigenheden van de kinderen in acht moeten nemen en dat zij moeten zorgen voor hun specifieke behoeften, inzonderheid voor gehandicapte kinderen;

Overwegende dat het past de coherentie van wat voorafgaat op te drijven door fundamentele principes te bepalen die de gemeenschappelijke basis vormen voor de verschillende praktijken, in de trend van de doelstellingen beoogd door het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

Overwegende dat de huidige reglementering betreffende de opvangvoorzieningen in de Franse Gemeenschap uiteenlopend is en dat het past, met het oog op rechtszekerheid, die reglementering in een enkele tekst op te nemen;

Overwegende dat de besluittrekkingen onder het Spaans voorzitterschap, zoals verwoord op de Europese Raad te Barcelona op 15 en 16 maart 2002 in het raam van het objectief « gelijke kansen » inzake werkgelegenheid van nu tot eind 2010 een doelstelling inzake opvangstructuren bepalen voor ten minste 33 % van de kinderen onder de drie jaar;

Overwegende dat het huidig opvangaanbod niet toelaat te beantwoorden aan de vraag terzake, is de dringende prioriteit het aantal opvangplaatsen te verhogen;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, Opvang en Opdrachten toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Na beraadslaging,

Besluit :

BOEK I. — ALGEMENE BEPALINGEN**TITEL I. — Bepalingen, toepassingsgebied en rechtstoestand van de opvangvoorzieningen****Artikel 1.** In de zin van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° « het decreet » : het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »;

2° « de Dienst » : « l'Office de la Naissance et de l'Enfance »;

3° « Subregionaal Comité » : het subregionaal comité van de dienst zoals bedoeld bij artikel 18 van het decreet;

4° « opvangvoorziening » : iedere natuurlijke of rechtspersoon buiten verband met het familiaal levensmilieu van het kind en die kinderen onder de zes jaar in externaat regelmatig opvangt;

5° « gesubsidieerde opvangvoorziening » : opvangvoorziening die subsidies van de Dienst ontvangt;

6° « ouder(s) » : de persoon(personen) die het kind aan de opvangvoorziening toevertrouwt (vertrouwen);

7° « voorschriften voor een degelijke opvang » : de voorschriften bedoeld bij het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

8° « opvangproject » : het opvangproject opgesteld in uitvoering van artikel 19 van het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

9° « getuigschrift van degelijkheid » : getuigschrift uitgereikt in uitvoering van artikel 23 van het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

10° « toelating » : de beslissing van de Dienst voorafgaand aan de werking van elke opvangvoorziening die onder artikel 6, § 2 van het decreet valt en waaruit de naleving van de voorwaarden bedoeld bij het Eerste Boek, Titel II, van dit besluit blijkt;

11° « erkenning » : de beslissing van de Dienst waaruit de naleving door de opvangvoorziening van de voorwaarden bepaald bij Boek een, Titel III, van dit besluit blijkt en die haar toelaat een toelage aan te vragen;

12° « bezettingspercentage » : het cijfer van de werkelijke bezetting van een opvangvoorziening t.o.v. het aantal kinderen die zij kan opvangen;

13° « inrichtende macht » : de natuurlijke persoon die geen overeenkomst heeft gesloten met een rechtspersoon die een opvangvoorziening organiseert;

14° « directeur(-trice) » : de persoon belast met het dagelijks beheer van de opvangvoorziening;

15° « financiële bijdrage van de ouders » : de financiële tegemoetkoming vereist van de ouders of van derden in de verblijfkosten in de opvangvoorziening;

16° « de maatschappelijke werker » : een maatschappelijke werker(-ster) of gespecialiseerde werker(-ster) inzake communautaire gezondheid of een maatschappelijk assistent(e) inzonderheid belast met de sociale prestaties in de opvangvoorziening;

17° « inkomsten van het gezin » : de geglobaliseerde netto-inkomsten van de personen die instaan voor de onderhoudskosten van het kind;

18° « te verantwoorden inkomsten » : al de financiële middelen van het gezin, met uitzondering van de kindertoeslagen en de tussenkomsten van de openbare besturen in de onderhoudskosten van een kind in een opvanggezin geplaatst;

19° « programmering van de opvangvoorzieningen » : bepaling door de Dienst van het aantal nieuwe subsidieerbare plaatsen per type van opvangvoorziening en per geografische zone, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten;

20° « samenwerkingsovereenkomst » : elke overeenkomst bedoeld bij de artikelen 116 tot 119;

21° « het Fonds » : het Fonds voor Solidariteit en Ontwikkeling voor Kinderopvang;

22° « de Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheid de Kinderopvang en de Opdrachten toegewezen aan de Dienst behoren;

23° « de Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De opvangvoorzieningen zijn de volgende :

1° « de crèche » : opvangvoorziening ingericht om kinderen tussen nul en zesendertig maanden collectief en in externaat op te vangen met geschoold personeel en waartoe de toegang niet mag beperkt worden tot een lagere leeftijdscategorie;

2° « de peuterspeelplaats » : opvangvoorziening ingericht om kinderen tussen achttien en zesendertig maanden collectief en in externaat op te vangen met geschoold personeel en waartoe de toegang niet mag beperkt worden tot een lagere leeftijdscategorie;

3° « het gemeentelijk huis voor kinderopvang » : opvangvoorziening ingericht om kinderen tussen nul en zes jaar collectief en in externaat op te vangen met geschoold personeel;

4° « het kinderdagverblijf » : opvangvoorziening ingericht om kinderen tussen nul en zes jaar collectief en vooral in externaat op te vangen;

5° « ouderscrèche » : opvangvoorziening ingericht om kinderen tussen nul en zesendertig maanden collectief en in externaat op te vangen gedeeltelijk met geschoold personeel en gedeeltelijk door ouders;

6° « de dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst » : dienst belast met de organisatie van de opvang van kinderen tussen nul en zes jaar door kinderopvang(-sters) die een overeenkomst hebben gesloten met bedoelde dienst. Deze dienst kan een crèche zijn of een gemeentelijk huis voor kinderopvang;

7° « de kinderopvang(-ster) » : de persoon die in de loop van de dag of 's nachts de opvang van kinderen tussen nul en zes jaar verzekert op de plaats waar hij (zij) gewoonlijk verblijft; de kinderopvang(-ster) is ofwel onder overeenkomst bij een dienst zoals bedoeld bij 6°, ofwel zelfstandig;

8° elke andere opvangvoorziening die de opvang van kinderen tussen nul en zes jaar regelmatig organiseert op een andere dan de hierboven bedoelde manieren, voor zover deze opvang niet uitgesloten is door artikel 6, § 3, van het decreet.

Art. 3. De opvangvoorziening wordt georganiseerd en beheerd door één of meer natuurlijke privaot- of publiekrechtelijke personen of rechtspersonen, inrichtende macht genoemd.

De statuten van de andere inrichtende macht van de opvangvoorziening dan een natuurlijke persoon, alsook elke wijziging aan die statuten, worden ter kennis van de dienst gebracht.

Art. 4. Indien de opvangvoorziening in een sociaal, educatief, school-, ziekenhuis-, administratief, nijverheids- of handelscomplex ingewerkt is, wordt zij beheerd als een afzonderlijke entiteit en houdt zij een afzonderlijke boekhouding bij.

In deze veronderstelling, beschikt de opvangvoorziening over een eigen en geografisch afgezonderde ruimte.

Art. 5. De crèche, de peuterschool en de ouderscrèche mogen geen winstoogmerk nastreven en worden beheerd en georganiseerd door een publiekrechtelijke persoon, door een inrichting van openbaar nut of door een vereniging zonder winstoogmerk.

Het gemeentelijk huis voor kinderopvang wordt beheerd door één of meer openbare besturen, door een structuur waarin de openbare besturen de meerderheid hebben of door een vereniging zonder winstoogmerk die een overeenkomst heeft gesloten met de gemeente, overeenkomstig het door de Dienst opgesteld model.

De dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst is een dienst zonder winstoogmerk die ofwel een dienst is, georganiseerd door een crèche of een gemeentelijk huis voor kinderopvang erkend door de Dienst, ofwel een zelfstandige dienst erkend door de Dienst en georganiseerd door een ondergeschikt openbaar bestuur, door een vereniging van dergelijke besturen, door een inrichting van openbaar nut of door een vereniging zonder winstoogmerk.

TITEL II. — De machtiging

Art. 6. De voorafgaande nominale machtiging bedoeld bij artikel 6, § 2, van het decreet wordt toegekend door de Dienst onder de hierna vermelde voorwaarden en geeft inzonderheid de lokalen en de opvangcapaciteit op. Zij is onvervreemdbaar en de aard ervan is intuïtu personae.

HOOFDSTUK I. — Algemene voorwaarden

Afdeling I. — Opvang- of werkingscapaciteit

Art. 7. De crèche en de peuterschool hebben een opvangcapaciteit van ten minste achttien en ten hoogste achtenveertig plaatsen.

Art. 8. Het gemeentelijk huis voor kinderopvang heeft een opvangcapaciteit van ten minste twaalf en ten hoogste vierentwintig plaatsen.

Art. 9. Het kinderrecreatiehuis heeft een opvangcapaciteit van ten minste negen en ten hoogste vierentwintig plaatsen.

Art. 10. De ouderscrèche heeft een opvangcapaciteit van veertien plaatsen.

Art. 11. De dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst verbonden aan een crèche of een gemeentelijk huis voor kinderopvang bestaat uit ten minste vijf kinderopvang(-sters). De overige diensten voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst hebben een capaciteit die niet lager dan tien kinderopvang(-sters) mag zijn.

Art. 12. De kinderopvang(-ster) heeft een opvangcapaciteit voor een tot vier kinderen wat overeenstemt met een voltijdse dagtaak. Deze opvangcapaciteit wordt bepaald met, onder andere, inachtneming van de kinderen van de kinderopvang(-ster) onder de drie jaar.

Het aantal kinderen ingeschreven bij eenzelfde kinderopvang(-ster) mag in geen geval hoger zijn dan het dubbel van de toegelaten opvangcapaciteit.

Men mag ten hoogste vijf kinderen tegelijkertijd opvangen.

Bij afwijking van lid 3 kan dit aantal verhoogd worden tot zes indien de kinderopvang(-ster) erkend is voor vier kinderen wat overeenstemt met een voltijdse dagtaak en indien het zesde kind tussen twee jaar en half en 6 jaar oud is, indien er een verwantschapsverband bestaat met een van de andere ingeschreven kinderen en indien het uitsluitend wordt opgevangen vóór en/of na de schooltijd.

Art. 13. Bij uitzondering en op uitdrukkelijk gemotiveerd verzoek van de opvangvoorziening kan de Dienst een afwijking toestaan van de hierboven bepaalde grenzen van de opvangcapaciteit. Deze afwijking kan geen nadeel betekenen voor de degelijkheid van de opvang en is onderworpen aan de naleving van de door de Dienst bepaalde voorwaarden.

Een afwijking wordt toegestaan voor de voorbehouden plaatsen in een kinderrecreatiehuis in het kader van een samenwerkingsovereenkomst die een overschrijding van de bij artikel 9 bepaalde capaciteitsgrens tot gevolg heeft. Het kinderrecreatiehuis is ertoe verplicht in een begeleiding voor deze plaatsen te voorzien met personeel dat een opleiding van kinderverzorgster heeft.

Afdeling II. — Werking van de opvangvoorziening

Art. 14. De Dienst oefent toezicht uit op de opvangvoorziening. Om dit toezicht evenals de opdrachten uit te voeren inzake begeleiding, raadgeving en toezicht, hebben de ambtenaren van de Dienst tijdens de openingsuren toegang tot de lokalen waarin de opvang van de kinderen verloopt. Zij mogen al de in deze afdeling bedoelde bescheiden inzien.

Art. 15. De opvangvoorziening houdt een register van de inschrijvingen en de aanwezigheden bij.

Art. 16. De opvangvoorziening houdt een dossier bij met de bescheiden die vereist of afgeleverd werden krachtens dit besluit en het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang.

Art. 17. De opvangvoorziening stelt een huishoudelijk reglement op volgens het type-model aangeraden door de Dienst, met nadere bepaling van de wederzijdse rechten en de plichten van de ouders en de opvangvoorziening.

Dit huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring aan de Dienst voorgelegd die de overeenstemming met de reglementering naziet. Het wordt voor akkoord door de ouders ondertekend wanneer het kind wordt ingeschreven.

Art. 18. De opvangvoorziening zorgt er voor dat er in veiligheid, zindelijkheid, hygiëne en ruimte is voorbehouden voor de kinderen in haar infrastructures en uitrustingen en dat zij hun welzijn en hun ontwikkeling in de hand werken, volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels krachtens de voorschriften voor een degelijke opvang en goedgekeurd door de Regering.

Art. 19. De opvangvoorziening verzekert zich om haar wettelijke aansprakelijkheid te dekken voor de goederen of de personen waarvoor zij verantwoordelijk is krachtens de artikelen 1382 tot 1385 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 20. De opvangvoorziening verwittigt schriftelijk de Dienst vooraleer gelijk welke verandering te doen die een relevant gevolg kan hebben voor de opvangvoorwaarden.

Art. 21. De opvangvoorziening brengt de Dienst op de hoogte van elke tijdelijke of definitieve stopzetting van haar activiteiten, behoudens voor het jaarlijks verlof.

Er bestaat een afspraak tussen de inrichtende macht en de Dienst over de nadere regels en de termijn van de stopzetting van de activiteiten van een gesubsidieerde opvangvoorziening, evenals over de verandering van inrichtende macht of van vestigingsplaats.

Afdeling III. — Personeel van de opvangvoorziening

Art. 22. De opvangvoorziening, behoudens de kinderopvanger(-ster), stelt een natuurlijke persoon aan, « Directeur(-trice ») genoemd, die ter plaatse voor het dagelijks beheer zorgt. De Dienst wordt van deze aanstelling verwittigd.

De Directeur(-trice) heeft onder meer als taak te zorgen voor de goede werking van de opvangvoorziening en voor het ontwerpen en de werkelijke toepassing van het opvangproject.

Art. 23. De Directeur(-trice) is ten minste eenentwintig jaar oud en het begeleidingspersoneel ten minste achttien jaar.

De maximum leeftijd is voor iedereen vastgesteld op vijftenzestig jaar.

Bij uitzondering kan de Dienst een afwijking toestaan voor de maximum leeftijd bedoeld bij lid 2 volgens de voorwaarden die hij bepaalt.

Art. 24. De Directeur(-trice) en het begeleidingspersoneel alsook de kinderopvanger(-ster) moeten een opleiding of een nuttige ervaring inzake kinderopvang hebben opgedaan overeenkomstig artikel 42. Zij mogen geen activiteit uitvoeren die onverzoonbaar is met kinderopvang of die hen zou verhinderen de begeleiding van de kinderen te verzekeren tijdens hun prestatie-uren.

Art. 25. De opvangvoorziening, behoudens de diensten voor kinderopvangers(-sters) onder overeenkomst voor hun kinderopvangers(-sters), sluit met ieder personeelslid een overeenkomst af waarin ten minste de aard en de duur ervan, de aard en de prestatietijd en de duur van de vooropzeg worden voorzien.

De dienst voor kinderopvangers(-sters) onder overeenkomst sluit een overeenkomst af met de kinderopvanger onder overeenkomst (-ster). Deze overeenkomst is opgesteld volgens een model bezorgd door de Dienst en ter goedkeuring aan de Dienst voorgelegd.

Afdeling IV. — Medische bepalingen

Onderafdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 26. In naleving van de door de Dienst bepaalde nadere regels :

1° onderwerpt de opvangvoorziening de kinderen of de persoon (personen) die hen begeleiden aan een gezondheidscontrole, overeenkomstig de vigerende reglementering;

2° zorgen bovendien de structuren die kinderen tussen nul en drie jaar opvangen ervoor dat er een preventief medisch toezicht op de kinderen wordt uitgevoerd;

3° behoudens wanneer een medische consultatie in eigen huis wordt georganiseerd, onderhoudt de opvangvoorziening een functionele relatie met een door de Dienst opgerichte of erkende consultatie.

Art. 27. Aan ieder personeelslid, alsook aan iedere kinderopvanger(-ster) en aan de personen van meer dan vijftien jaar die deel uitmaken van zijn (haar) gezin, evenals aan al de personen die veelvuldige contacten met de opgevangen kinderen moeten hebben, bezorgt de opvangvoorziening het volgende, behoudens aan de kinderopvanger(-ster) onder overeenkomst, op de hierna bepaalde vervalttermijnen en ook op elk ogenblik dat de Dienst erom verzoekt en volgens de door hem bepaalde nadere regels :

1° het bewijs bij hun indienstreding van hun immuniteitstoestand t.o.v. de rode hond;

2° jaarlijks een medisch getuigschrift waaruit blijkt dat op het ogenblik van het onderzoek, er geen teken van lichamelijke of psychische aandoening bestaat die gevaar zou kunnen meebrengen voor de opgevangen kinderen, met dien verstande dat de Dienst kan eisen dat een bijkomend getuigschrift van lichamelijke of psychische gezondheidstoestand door een gespecialiseerde geneesheer wordt opgemaakt.

Elke belangrijke wijziging van de gezondheidstoestand moet spontaan aan de Dienst worden medegedeeld.

Art. 28. De dienst voor kinderopvangers(-sters) onder overeenkomst legt voor iedere kinderopvanger(-ster) en de zelfstandige kinderopvanger(-ster) wat hem (haar) betreft, het bewijs voor dat zijn (haar) kinderen onder de zes jaar gevaccineerd zijn volgens het schema opgesteld door de Franse Gemeenschap en aanbevolen door de Dienst.

Onderafdeling II. — Specifieke bepalingen voor de kinderen

Art. 29. In het kader van het preventief medisch toezicht, wordt het medisch boekje van het kind als een document gebruikt dat als band tussen de verschillende tussenkomende personen en de ouders dient. Daartoe zorgen de ouders ervoor dat het boekje altijd ter beschikking van het kind blijft.

Art. 30. Wanneer een kind aan een opvangvoorziening wordt toevertrouwd, bezorgen de ouders aan de structuurgeneesheer een medisch getuigschrift waarin de gezondheidstoestand van het kind wordt toegelicht en desgevallend de gebeurlijke implicaties i.v.m. de collectieve gezondheidsaspecten. Het medisch getuigschrift vermeldt eveneens de reeds uitgevoerde vaccinaties.

Art. 31. Behoudens medische beslissing, welke op het verzoek van de opvangvoorziening bevestigd wordt door de medisch adviseur van de subregio, wordt ieder kind gevaccineerd volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels in het kader van het schema opgemaakt door de Franse Gemeenschap. De vaccinaties worden door de geneesheer van de consultatie voor zuigelingen gedaan of door een door de ouders gekozen geneesheer. In dat geval bezorgen de ouders aan de opvangvoorziening het bewijs van de vaccinaties.

Art. 32. De opvangvoorziening mag slechts een ziek kind in eigen milieu aanvaarden volgens de nadere regels en aanbevelingen bepaald door de Dienst en op voorwaarde dat een medisch getuigschrift getuigt dat op het ogenblik van het onderzoek, de aandoening waaraan het kind lijdt zijn verblijf in de opvangvoorziening niet belet.

Art. 33. In naleving van de door de Dienst bepaalde voorwaarden, wordt de opvang van een gehandicapt kind aangemoedigd om zijn integratie te bevorderen met inachtneming van zijn verschillen, voorzover dat de opvangvoorziening aan voldoende voorwaarden beantwoordt om de veiligheid van het kind te waarborgen.

Afdeling V. — Begeleidingsnormen.

Art. 34. De begeleiding van de kinderen binnen de crèche wordt door het volgende minimumpersoneel verzekerd :

1° een kinderverzorger(-ster) wiens (wier) prestaties overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor zeven kinderen; de hoedanigheid van kinderverzorger(-ster) kan evenwel voor de kinderen van boven de achttien maanden vervangen worden door die van aspirant-nursing of onderwijzer(-es) van het keuteronderwijs of door een andere door de Regering erkende hoedanigheid, na advies van de Dienst, zonder dat het percentage kinderverzorger(-ster) daarom lager mag zijn dan de helft van het personeel aangewezen voor de begeleiding van de kinderen van die leeftijd;

2° een gegradueerd verpleger (-ster) of een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg wiens (wier) prestaties overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van achtenveertig plaatsen of deeltijds tewerkgesteld volgens een uurrooster berekend per volledige schijven van twaalf plaatsen om toezichts- en verzorgingsprestaties uit te voeren;

3° een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg of een maatschappelijk assistent(e) deeltijds tewerkgesteld voor een capaciteit van achtenveertig plaatsen of tewerkgesteld met verminderde dagtaak volgens een uurrooster berekend per volledige schijven van vierentwintig plaatsen om prestaties van sociale aard uit te voeren.

Mits akkoord van de Dienst, kunnen de bij lid 1, 2° en 3°, bedoelde prestaties anders verdeeld worden volgens de dienstnoodwendigheden om een beter evenwicht van de ambten te verzekeren, op voorwaarde dat een dergelijke verdeling niet een verhoging van de gesubsidieerde prestaties tot gevolg heeft en dat de medische en sociale opvolging verzekerd blijft.

Om een multidisciplinariteit van de begeleiding te bevorderen wanneer een structuur over een medisch-sociale begeleiding beschikt die meer dan een volledige dagtaak omvat, mag de opvangvoorziening ten hoogste voor de helft de medisch-sociale prestaties door personeel vervangen titularis van een opleiding van hoger niveau met psychopedagogische finaliteit, voor zover de medisch-sociale opvolging verzekerd blijft door geschoold personeel.

Art. 35. De begeleiding van de kinderen in de peuterschool wordt verzekerd door ten minste het volgend personeel :

1° een kinderverzorger(-ster) wiens (wier) prestaties overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor negen kinderen; de hoedanigheid van kinderverzorger(-ster) kan vervangen worden door die van aspirant-nursing of onderwijzer(-es) van het kleuteronderwijs of door een andere door de Regering erkende hoedanigheid, na advies van de Dienst, zonder evenwel de helft van het personeel te overschrijden;

2° een gegradueerd verpleger(-ster) of een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg wiens (wier) prestaties overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van achtenveertig plaatsen of deeltijds tewerkgesteld volgens een uurrooster berekend per volledige schijven van twaalf plaatsen om toezichts- en verzorgingsprestaties uit te voeren;

3° een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg of een maatschappelijk assistent(e) halftijds tewerkgesteld voor een capaciteit van achtenveertig plaatsen of tewerkgesteld met verminderde dagtaak volgens een uurrooster berekend per volledige schijven van vierentwintig plaatsen om prestaties van sociale aard uit te voeren.

Mits akkoord van de Dienst, kunnen de bij lid 1, 2° en 3°, bedoelde prestaties anders verdeeld worden volgens de dienstnoodwendigheden om een beter evenwicht van de ambten te verzekeren, op voorwaarde dat een dergelijke verdeling niet een verhoging van de gesubsidieerde prestaties tot gevolg heeft en dat de medische en sociale opvolging verzekerd blijft.

Om een multidisciplinariteit van de begeleiding te bevorderen wanneer een structuur over een medisch-sociale begeleiding beschikt die meer dan een volledige dagtaak omvat, mag de opvangvoorziening ten hoogste voor de helft de medisch-sociale prestaties door personeel vervangen, titularis van een opleiding van hoger niveau met psychopedagogische finaliteit, voor zover de medisch-sociale opvolging verzekerd blijft door geschoold personeel.

Art. 36. De begeleiding van de kinderen in het gemeentelijk huis voor kinderopvang wordt verzekerd door tenminste het volgend personeel :

1° 2,5 betrekkingen die overeenstemmen met een volledige dagtaak kinderverzorgers(-sters) voor twaalf kinderen;

2° 0,5 betrekking die overeenstemt met een volledige dagtaak kinderverzorgers(-sters) per groep van drie bijkomende plaatsen voor de huizen met een capaciteit die groter is dan twaalf plaatsen; de hoedanigheid van kinderverzorger(-ster) kan vervangen worden door die van aspirant-nursing of onderwijzer(-es) van het kleuteronderwijs, zonder dat het percentage kinderverzorgers(-sters) daarom lager mag zijn dan de helft van het personeel aangewezen voor de begeleiding van de kinderen;

3° 0,25 betrekking die overeenstemt met een volledige dagtaak gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg, of van maatschappelijk assistent(e) per schijf van twaalf plaatsen.

Art. 37. De begeleiding van de kinderen in een ouderscrèche wordt verzekerd door personeel dat overeenstemt met ten minste 3,5 volledige dagtaken. In het kader van die minimale prestaties die overeenstemmen met 3,5 voltijdse dagtaken, zijn er prestaties bepaald die overeenstemmen met ten minste 1,75 tijden kinderverzorgers(-sters) en een prestatie die overeenstemt met 0,25 voltijdse dagtaak gegradueerde sociale verpleger(-ster) gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg of maatschappelijk assistent(e) en ten hoogste door de ouders verzekerde prestaties van 1,5 voltijdse dagtaak.

De inrichtende macht van een ouderscrèche zorgt ervoor dat een lid van het geschoold personeel aanwezig is gedurende al de openingsuren van de opvangvoorziening.

De ouders die deelnemen aan de begeleiding van een ouderscrèche zorgen ten minste een halve dag en ten hoogste vijf halve dagen per week voor de opvang, naar rata van maximum twaalf ouders.

Art. 38. De begeleiding van de kinderen in het kindershuis wordt verzekerd door tenminste het volgend personeel :

1° 1,5 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van zes tot negen kinderen indien een derde van de kinderen ouder is dan achttien maanden, ingeval van afwijking van de minimale capaciteit, toegekend overeenkomstig artikel 13;

2° 2 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van zes tot negen kinderen indien meer dan twee derde van de kinderen minder dan achttien maanden oud is, ingeval van afwijking van de minimale capaciteit, toegekend overeenkomstig artikel 13;

3° 2 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van negen kinderen;

4° 2,5 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van twaalf kinderen;

5° 3 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van vijftien kinderen;

6° 3,5 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van achttien kinderen;

7° 4 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van eenentwintig kinderen;

8° 4,5 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van vierentwintig kinderen.

Boven de vierentwintig kinderen, wordt de begeleiding verhoogd met 0,5 prestatie die overeenstemt met een volledige dagtaak per schijf van 3 kinderen.

Er dient in een kwartijdse betrekking directie voorzien te worden per schijf van twaalf plaatsen.

Art. 39. Om de begeleiding van de kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst te verzekeren, beschikt de dienst voor kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst over ten minste het volgend personeel :

1° een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg of een maatschappelijk assistent(e) met voltijdse dagtaak voor een capaciteit van twintig kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst of deeltijds tewerkgesteld volgens een uurrooster berekend per schijven van vijf kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst

2° een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg of een maatschappelijk assistent(e) voor een vierde tijd tewerkgesteld per groep van vijf bijkomende kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst.

Art. 40. Voor de toepassing van de artikelen 34, 1° en 35, 1°, wordt, in geval van een aangevatte schijf, het voor de begeleiding van de kinderen vereiste personeel verhoogd met een halftijdse betrekking wanneer de erkende capaciteit de helft van de schijf overtreft.

Art. 41. De begeleiding van de kinderen bij de kinderopvang(-ster) wordt verzekerd door hem (haar) alleen. Er kan geen sprake zijn van delegatie van de opvang van de kinderen aan een andere persoon dan de kinderopvang(-ster). Hij (zij) kan evenwel geholpen worden door een hulpkracht.

Afdeling VI. — Aanvankelijke opleiding

Art. 42. Voor de crèches, peuterspeelplaatsen en gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen, moeten de Directeur(-trice) en de personen die de kinderen begeleiden, een opleiding van verpleger(-ster), gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg, maatschappelijk assistent(e) of kinderverzorger(-ster) hebben gevolgd of een hogere opleiding dan de psychopedagogische finaliteit. De hoedanigheid van kinderverzorger(-ster) kan vervangen worden door die van aspirant-nursing of onderwijzer(-es) van het kleuteronderwijs, zonder dat het percentage kinderverzorgers(-sters) daarom lager mag zijn dan de helft van het personeel aangewezen voor de begeleiding van de kinderen.

Voor de ouderscrèches, moeten de Directeur(-trice) en de andere personen dan de ouders die de kinderen begeleiden een opleiding van verpleger(-ster), gegradueerde maatschappelijke verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg, maatschappelijk assistent(e) of kinderverzorger(-ster) hebben gevolgd of een hogere opleiding dan de psychopedagogische finaliteit. De ouders die de kinderen begeleiden doen een opleiding gelden erkend door de Regering of verbinden zich tijdens het jaar een versnelde opleidingscursus te volgen erkend door de Regering.

Voor de kindertehuizen, doet de Directeur(-trice) een psycho-medische sociale opleiding in het directieambt gelden erkend door de Regering of, bij ontstentenis, een nuttige ervaring van vijf jaar op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit. In dat geval verbindt de Directeur(-trice) er zich toe binnen de drie jaar een versnelde opleidingscursus te volgen erkend door de Regering. Het begeleidingspersoneel van de kinderen doet een opleiding gelden erkend door de Regering of, bij ontstentenis, een nuttige ervaring van vijf jaar in het begeleidingsambt op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit. In dat geval verbindt het personeelslid er zich toe binnen het jaar een versnelde opleidingscursus te volgen erkend door de Regering.

De kinderopvang(-ster) doet een opleiding gelden erkend door de Regering of, bij ontstentenis, verbindt het personeelslid er zich toe binnen de drie jaar een versnelde opleidingscursus te volgen van ten hoogste 50 uren, erkend door de Regering.

De lijst van de opleidingen erkend door de Regering wordt elk jaar herzien.

Afdeling VI. — Doorgezette opleiding

Art. 43. Elke opvangvoorziening zorgt voor de voortgezette opleiding van haar personeel inzonderheid door de inschrijving van dit personeel voor opleidingscursussen vervat in een programma van voortgezette opleiding, dat ten minste om de drie jaar door de Regering op de voordracht van de Dienst wordt bepaald.

Dit programma is opgesteld door de Dienst, in partnerschap met de onderwijsinrichtingen met volledig leerplan en/of sociale promotie en met de opleidingsoperators erkend door het Ministerie van Kinderwelzijn.

HOOFDSTUK II. — Machtigingsprocedure

Art. 44. § 1. De aanvraag tot machtiging van de opvangvoorziening wordt naar de Dienst gestuurd.

Bij de aanvraag worden de volgende stukken gevoegd :

1° voor de opvangvoorziening als dusdanig :

- a) de opvangcapaciteit;
- b) een verzekeringspolis waarbij de wettelijke en professionele aansprakelijkheid van de opvangvoorziening en van de personen voor wie zij instaat wordt verzekerd;
- c) een voorstel waarin de hoofdlijnen van het opvangproject worden vermeld, conform de voorschriften voor een degelijke opvang;
- d) een ontwerp van huishoudelijk reglement;
- e) desgevallend, de aanstelling van de Directeur(-trice) door hem (haar) voor akkoord ondertekend;
- f) indien zij zich privaatrechtelijk rechtspersoon heeft gesteld, de statuten ervan en haar eventuele wijzigingen;
- g) een beschrijving et een plan van de infrastructuur;
- h) de verbinding ten minste eenmaal per jaar vergaderingen te houden met de ouders of elk andere vorm van participatie van de ouders;
- i) indien zij opgericht is op basis van artikel 119, § 2, de projecten over een overeenkomst van samenwerking.

2° voor ieder personeelslid, iedere opvang(-ster), alsook voor iedere persoon die regelmatig contact met de opgevangen kinderen moeten hebben, volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels :

a) een getuigschrift van goed zedelijk gedrag zonder de minste veroordeling of interneringsmaatregel voor zedenfeiten of geweldsdaaden t.o.v. minderjarigen en die zich in een tijdsspanne van minder dan zes maanden hebben voorgedaan op het ogenblik van de indiening van de aanvraag; dit getuigschrift moet om de vijf jaar hernieuwd worden, evenals op gewoon verzoek van de Dienst;

b) het bewijs van de immuniteitstoestand tegen de rode hond;

c) voor iedere kinderopvang(-ster), het bewijs dat zijn (haar) kinderen gevaccineerd zijn volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels in het kader van het schema ontworpen door de Franse Gemeenschap, behoudens medische beslissing, welke op het verzoek van de Dienst, bevestigd wordt door de medisch adviseur van de subregio;

3° voor iedere kinderopvang(-ster) onder overeenkomst :

a) een volledig sociaal verslag van de sociale werker van de dienst voor kinderopvang(-ster), na onderzoek ten huize van de kandidaat(-ate) kinderopvang(-ster);

b) de overeenkomst gesloten tussen de dienst en de kinderopvang(-ster), bedoeld bij artikel 25, lid 2;

§ 2. Voor elke opvangvoorziening, wordt een onderzoeksverslag opgesteld door de bevoegde ambtenaren van de Dienst.

Art. 45. Binnen de veertien dagen te rekenen vanaf de aanvraag, bericht de Dienst ontvangst van het volledig dossier bij de opvangvoorziening. Desgevallend, deelt hij haar mede dat het dossier onvolledig is en beschrijft het (de) ontbrekend(e) document(en).

Binnen de veertien dagen van de ontvangst van de ontbrekende documenten, bericht de Dienst er ontvangst van aan de opvangvoorziening.

Art. 46. Gelijktijdig met de verzending van het bewijs van ontvangst van het volledig dossier, verzoekt de Dienst om het advies van het bevoegd college van burgemeester en schepenen en van de personen aangesteld door de Dienst.

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de opvang plaatsgrijpt, heeft dertig dagen, te rekenen vanaf de ontvangst van het verzoek, om zijn advies aan de Dienst door te zenden. Bij ontstentenis van een antwoord binnen deze termijn, wordt het advies als gunstig beschouwd.

Art. 47. De Dienst beslist over het verzoek om machtiging binnen de zestig dagen die volgen de indiening van het volledig dossier et deelt onmiddellijk haar beslissing mede aan de opvangvoorziening en aan het betrokken college van burgemeester en schepenen.

HOOFDSTUK III. — *Nadere regels voor de inschrijving van het kind*

Art. 48. Vanaf de volle zesde maand van het zwangerschap, dienen de ouders schriftelijk of mondeling een aanvraag van inschrijving van hun kind in de opvangvoorziening in. Zij preciseren het aantal halve dagen per maand waarop hun kind waarschijnlijk aanwezig zal zijn en de dag waarop de opvang waarschijnlijk zal aanvangen.

Elke aanvraag van inschrijving wordt onmiddellijk geboekt in de vorm van een inschrijving op wachtlijst in het bij artikel 15 bedoeld inschrijvingsregister, in de chronologische volgorde van haar indiening. De opvangvoorziening bezorgt er een bewijs van ontvangst voor.

In afwijking van de leden 2 en 3, wanneer de aanvraag van de ouders wordt gedaan in het kader van een overeenkomst voor samenwerking, wordt die aanvraag onmiddellijk ingeschreven in de vorm van een definitieve inschrijving, in het inschrijvingsregister op de vermoedelijke datum waarop de opvang begint.

Art. 49. Het is de Dienst toegelaten elke schikking of elke technische nadere regel te treffen om de informatie die in de bij artikel 48 bedoelde inschrijvingsregisters staan te informatiseren en te centraliseren.

Art. 50. § 1. De opvangvoorziening geeft schriftelijk kennis aan de ouders van de aanvaarding of de gemotiveerde weigering van de inschrijving binnen een termijn die de twee maanden niet mag overschrijden te rekenen vanaf de aanvraag van de inschrijving, die bepaald wordt door de Dienst en, in geval van aanvaarding, neemt zij kennis van hun verzoek om zich te laten afschrijven in de opvangvoorzieningen waar een verzoek op wachtlijst van de ouders hangend zou zijn. Indien de eerste aanvraag tot inschrijving gewijzigd wordt ten gevolge van een kennisgeving van de aanvaarding of de weigering door de opvangvoorziening, geeft deze voorziening binnen de tien volgende werkdagen kennis van de aanvaarding of de weigering van die gewijzigde aanvraag.

De inschrijving wordt onmiddellijk ingeschreven in de vorm van een definitieve inschrijving, in het inschrijvingsregister op de vermoedelijke datum waarop de opvang begint.

De opvangvoorziening bezorgt aan de ouders het huishoudelijk reglement en het opvangproject, dat zij voor akkoord moeten ondertekenen na ervan kennis te hebben genomen.

§ 2. De inschrijving van het kind kan niet geweigerd worden op basis van sociale, seksuele of racistische discriminaties, voor zover de ouders aanvaarden het opvangproject en het huishoudelijk reglement van de opvangvoorziening te onderschrijven.

Onverminderd lid een, moet de inschrijving van het kind gedaan worden in naleving van de orde van de inschrijvingsaanvraag in het register overeenkomstig artikel 48, lid 3, voorzover dit overeenstemt met het opvangaanbod.

§ 3. Elke beslissing de inschrijving te weigeren, medegedeeld aan de ouders op een type-formulier waarvan het model door de Dienst wordt bezorgd, preciseert de reden van de weigering, te weten ofwel omdat er geen plaatsen beschikbaar zijn op de vermoedelijke datum waarop de opvang begint, ofwel een reden in verband met de onverzoenbaarheid van de aanvraag met het opvangproject of het huishoudelijk reglement van de opvangvoorziening, die niet mogen stellen dat een aanvraag tot inschrijving wordt geweigerd omdat het aantal dagen onvoldoende zou zijn indien dit aantal op maandelijks gemiddelde hoger is dan 16 halve dagen, buiten de maanden juli en augustus. De opvangvoorziening informeert daarenboven de ouders van de andere opvangvoorzieningen die hun aanvraag zouden kunnen inwilligen erover, overeenkomstig artikel 20 van de voorschriften voor een degelijke opvang evenals over het feit dat zij hun aanvraag doorzendt naar het subregionaal comité om in een inschrijvingsregister op wachtlijst te worden ingeschreven.

Art. 51. § 1. In geval van gemotiveerde weigering van de inschrijving, overeenkomstig artikel 50, geeft de opvangvoorziening het subregionaal comité van haar gewest kennis van de beslissing van de weigering.

Elk subregionaal comité centraliseert, wat dit comité betreft, de weigeringen van de inschrijving in een inschrijvingsregister en houdt het bij volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels.

§ 2. Indien een opvangvoorziening een niet bezette opvangcapaciteit heeft, neemt zij vooreerst contact op met het subregionaal comité van haar gewest om te zien of er geen inschrijvingsaanvragen op wachtlijst overblijven van ouders die zich tot haar hadden gewend en aan wie de inschrijving werd geweigerd.

Zo ja, na bevestiging van de aanvraag van de ouders, schrijft de voorziening die inschrijving, uitgevoerd overeenkomstig dit hoofdstuk, in het inschrijvingsregister in de vorm van een definitieve inschrijving, bedoeld bij artikel 50, lid 2, en vraagt aan de ouders zich af te schrijven in de opvangvoorzieningen waar hun aanvraag op wachtlijst zou opgenomen zijn.

Zo niet schenkt de opvangvoorziening aandacht aan de inschrijvingsaanvragen die in haar register zijn opgenomen in de vorm van een aanvraag op wachtlijst.

Tenslotte, indien de inschrijvingen in haar register in de vorm van inschrijvingen op wachtlijst haar niet toelaten te beantwoorden aan deze niet bezette opvangcapaciteit, neemt de opvangvoorziening contact op met het subregionaal comité van de plaats waar zij gevestigd is en/of die zich in de buurt van haar vestigingsplaats bevindt. Deze comités geven kennis van het inschrijvingsregister op wachtlijst aan de opvangvoorziening.

Na bevestiging van de aanvraag van de ouders, schrijft de opvangvoorziening die inschrijving, uitgevoerd overeenkomstig dit hoofdstuk, in het inschrijvingsregister in de vorm van een definitieve inschrijving, bedoeld bij artikel 50, lid 2, en vraagt aan de ouders zich af te schrijven in de opvangvoorzieningen waar hun aanvraag op wachtlijst zou opgenomen zijn.

§ 3. De Dienst bepaalt de procedures om de inschrijvingsregisters op wachtlijst te actualiseren, zowel t.o.v. de opvangvoorzieningen als van de ouders.

Art. 52. De ouders bevestigen de geboorte van het kind bij de opvangvoorziening binnen de maand van de geboorte.

Na de maand die volgt op de vermoedelijke geboortedatum en indien de ouders de geboorten niet hebben gemeld, stuurt de opvangvoorziening een herinneringsschrijven aan de ouders met het verzoek de inschrijving binnen de veertien dagen te bevestigen. Krijgt men geen antwoord op dit schrijven, dan wordt de definitieve inschrijving geschrapt.

Art. 53. Op het ogenblik van de bij artikel 52, lid 1 bedoelde bevestiging, vraagt de opvangvoorziening aan de ouders een forfaitair voorschot om de reservatie van de plaats van het kind te verzekeren in de opvangvoorziening en om de goede uitvoering van de financiële verplichtingen van de ouders gedurende de hele duur van de opvang van het kind te waarborgen. Dit voorschot stemt overeen met ten hoogste een maand opvang, berekend op basis van het gevraagde aanwezigheidscijfer en de financiële bijdrage van de ouders die wordt vastgesteld op basis van de inkomens van het gezin. Het moet terugbetaald worden op het einde van de opvang van het kind indien alle verplichtingen werden nageleefd of indien de opvang niet mogelijk was door een geval van overmacht en dit binnen een termijn van minder dan een maand.

De inschrijving van het kind is definitief vanaf het ogenblik dat de ouders het bij lid 1 bedoeld forfaitair voorschot hebben gestort.

Art. 54. De opvangvoorziening stuurt jaarlijks een verslag naar de Dienst over de uitgevoerde en bevestigde inschrijvingen en over deze die zij heeft afgewezen alsook over de redenen van deze weigeringen.

Indien bij de Dienst een klacht wordt neergelegd of indien hij vaststelt dat de weigering van de inschrijving niet of onvoldoende gemotiveerd of ongegrond is, mag hij alle gepaste maatregelen nemen en naargelang van het geval of de ernst van de tekortkoming, de toelating opschorten of intrekken, volgens de in dit besluit bepaalde nadere regels.

Art. 55. In afwijking van de artikelen 48 tot 51, voorzien de opvangvoorzieningen bedoeld bij artikel 2, 1° tot 4° en 8° erin ten minste 10 % van hun totale capaciteit in reserve te houden om te beantwoorden aan de opvangbehoeften die voortvloeien uit bijzondere situaties en meer bepaald voor de opvang van kinderen die enig verwantschap met een ander ingeschreven kind hebben. Voor deze situaties zijn er voor de inschrijving en de reservatie andere nadere regels bepaald dan deze die in bedoelde artikelen zijn bepaald.

Het voorbehouden percentage, de bijzondere toestanden en de nadere regels voor de inschrijving en de reservatie bedoeld bij lid 1 worden nader bepaald in het huishoudelijk reglement van de opvangvoorziening.

Indien er voor de plaatsen, voorbehouden krachtens lid een of in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, geen inschrijvingsaanvraag binnen de veertien dagen vóór de aanvang van een maand wordt ingediend, blijven die plaatsen niet meer verplichtend voorbehouden voor opvangbehoeften die respectievelijk voortvloeien uit buitengewone toestanden of uit een samenwerkingsovereenkomst in het vooruitzicht van de volgende maand en worden toegewezen volgens het in artikel 15 bedoeld inschrijvingsregister.

HOOFDSTUK IV. — *Weigering, opschorting en intrekking van de machtiging*

Art. 56. De Dienst weigert de machtiging indien hij vaststelt dat een van de bij deze Titel bedoelde voorwaarden niet wordt nageleefd.

Hij geeft er kennis van aan de opvangvoorziening bij een ter post aangetekende brief. In de brief worden de redenen van de weigering van de machtiging vermeld en worden de bepalingen van dit artikel en van artikel 57 aangehaald.

De opvangvoorziening heeft dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de weigering van de machtiging om de in de brief bedoelde elementen te verhelpen.

Indien op het verstrijken van deze termijn de opvangvoorziening zich niet heeft geschikt naar al de toekenningvoorwaarden, bevestigt de Dienst zijn beslissing tot weigering.

De gemotiveerde beslissing ter bevestiging wordt ter kennis gebracht van de opvangvoorziening bij een ter post aangetekende brief.

Art. 57. Administratief verhaal kan aangetekend worden bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de beslissing tot weigering van de machtiging.

Dit verhaal wordt ingediend bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van de beslissing tot weigering.

Na kennis te hebben genomen van de schriftelijke of mondelinge argumenten, aangevoerd op eigen verzoek door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht, bevestigt de Raad van Bestuur van de Dienst de weigering van de machtiging of kent, desgevallend, de machtiging toe.

Art. 58. Wanneer de Dienst vaststelt nadat de machtiging werd toegekend, dat een van de voorwaarden voor de toekenning ervan niet meer wordt nageleefd, stuurt hij aan de opvangvoorziening een aanmaning om haar verplichtingen na te leven.

Art. 59. De opvangvoorziening heeft dertig dagen tijd om zich te schikken naar de aanmaningen van de Dienst.

In spoedgeval, kan de aanmaning de opvangvoorziening ertoe verplichten zich onmiddellijk naar de geformuleerde aanmaningen te schikken.

Art. 60. Indien de opvangvoorziening zich bij het verstrijken van de bij artikel 59 bedoelde termijnen niet heeft geschikt naar de bepalingen van de aanmaning, schort of trekt de Dienst de aan de opvangvoorziening toegekende machtiging in.

De beslissing tot opschorting of intrekking wordt met redenen omkleed en ter kennis gebracht van de opvangvoorziening bij een ter post aangetekende brief. Zij heeft de sluiting van de opvangvoorziening tot gevolg binnen de dertig dagen die volgen op de kennisgeving ervan, onverminderd de bij artikel 63 bedoelde bepalingen.

In geval van opschorting van de machtiging, wordt in de beslissing de duur van de opschorting onder de zes maanden vermeld.

Art. 61. § 1. Administratief verhaal kan aangetekend worden bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de beslissing tot opschorting of weigering van de machtiging.

Dit verhaal moet worden ingediend bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van de beslissing tot opschorting of weigering.

De indiening van het verhaal schort de gevolgen van de beslissing op.

§ 2. Binnen de maand van de ontvangst van het verhaal, roept de Raad van Bestuur van de Dienst een lid van de inrichtende macht en/of de Directeur(-trice) van de opvangvoorziening op om hem (haar) toe te laten zijn (haar) opmerkingen te laten gelden.

De oproeping gebeurt bij een ter post aangetekend schrijven.

De opgeroepen personen mogen zich laten bijstaan door iemand naar vrije keuze.

Er moeten ten minste tien dagen verlopen zijn tussen de oproeping en het gehoor van de betrokkene(n).

Het gehoor wordt door de Raad van Bestuur van de Dienst of door personen aangeduid uit eigen midden verzekerd. Na afloop ervan, worden notulen opgesteld en ondertekend door de aanwezigen.

§ 3. Na de opgeroepen personen te hebben gehoord, kan de Raad van Bestuur van de Dienst nog een allerlaatst uitsel toestaan om de opvangvoorziening toe te laten zich te schikken naar zijn aanmaningen.

In deze veronderstelling kan hij ofwel de opvangvoorziening gelasten de ouders van de opgevangen kinderen in te lichten over het bestaan van de ingezette procedure, geformuleerd en volgens de nadere regels die hij in dit speciaal geval bepaalt, ofwel zelf deze informatie mededelen.

§ 4. Op het einde van de procedure, bevestigt of vernietigt de Raad van Bestuur de beslissing de aan de opvangvoorziening toegekende machtiging op te schorten of in te trekken. Deze beslissing wordt met redenen omkleed en bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de opvangvoorziening.

Art. 62. De opschorting of de intrekking van de machtiging heeft de opschorting of de intrekking van de erkenning en de eventueel aan de opvangvoorziening toegekende toelagen tot gevolg.

Art. 63. In geval van bijzondere hoogdringendheid, ten gevolge van een dwingende en onvoorziene gebeurtenis of omstandigheden die de veiligheid of de gezondheid van de kinderen ernstig in gevaar brengen, kan de Dienst de opvang preventief opschorten.

Hetzelfde gebeurt indien ten gevolge van de bij artikel 59, lid 2, bedoelde aanmaning, de opvangvoorziening zich niet onmiddellijk schikt naar de opgelegde maatregelen.

De beslissing van de Dienst wordt met redenen omkleed.

Indien de buitengewone omstandigheden, bedoeld bij lid een, voortvloeien uit het handelen van de opvangvoorziening of van een van haar personeelsleden, kan de opschorting van de opvang beslist worden zelfs vóór de bij artikel 59 bedoelde aanmaning.

De preventieve schorsing mag niet langer dan twee maanden duren.

Zij heeft uitwerking vanaf haar kennisgeving aan de opvangvoorziening die dan onmiddellijk haar activiteiten moet opschorten. Wanneer de kennisgeving gedaan wordt bij gewone brief, telecopie, elektronische briefwisseling of ander gelijkgesteld middel, wordt zij binnen de vijf dagen bij een ter post aangetekende brief bevestigd.

Art. 64. Dringend verhaal wordt aangetekend bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de beslissing van voorlopige opschorting, om en einde te stellen aan de opschortingmaatregel.

Het dringend beroep wordt ingediend binnen de vijf dagen die volgen op de kennisgeving van de opschortingmaatregel.

Binnen de veertien dagen die volgen op de datum van de kennisgeving van het dringend beroep, bevestigt of desgevallend schort de Raad van Bestuur de aangevochten maatregel op.

De beslissing van de Raad van Bestuur wordt met redenen omkleed en onmiddellijk ter kennis gebracht van de opvangvoorziening.

Art. 65. In geval van opschorting of intrekking van de machtiging stelt de Dienst alles in het werk om de opvang van de kinderen in een andere opvangvoorziening te verzekeren.

TITEL III. — De erkenning

HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor de erkenning

Art. 66. De opvangvoorziening, voorafgaandelijk gemachtigd door de Dienst overeenkomstig de bepalingen van Titel I van dit Boek, kan door de Dienst worden erkend onder de voorwaarden van dit hoofdstuk.

Art. 67. Om de erkenning te bekomen, moet de opvangvoorziening :

1° op voorhand over het bekwaamheidsbewijs beschikken uitgereikt krachtens het besluit van 31 mei 1999 van de Regering houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

2° toegankelijk zijn voor de opvang van kinderen die een bijzondere aandacht vereisen rekening houdend met sommige behoeften of specifieke toestanden en daartoe bewijzen bekwaam te zijn aan deze kinderen een kwaliteitsvolle opvang te bieden in de zin van de voorschriften voor een degelijke opvang; ingeval dat de opvangvoorziening oordeelt een dergelijk kind niet te kunnen opvangen, kan zij een afwijking aanvragen bij de Dienst mits uitdrukkelijke motivatie van haar verzoek; de Dienst geeft binnen de dertig dagen kennis van zijn beslissing;

3° met uitsluiting van de opvangvoorzieningen bedoeld bij artikel 2, 6°, de kinderen ten minste opvangen :

a) van maandag tot vrijdag;

b) gedurende tien uren per dag;

c) tweehonderd twintig dagen per jaar;

4° de deelneming verzekeren van het personeel dat zorgt voor de opvang en van het directiepersoneel aan de opleidingscursussen bedoeld in het opleidingsprogramma bedoeld bij artikel 43; lid 1;

5° met de ouders een opvangovereenkomst afsluiten volgens het model opgemaakt door de Dienst, overeenkomstig artikel 70;

6° aan de ouders van de opgevangen kinderen een financiële bijdrage vragen opgesteld overeenkomstig de regels, vastgesteld in boek IV van dit besluit.

Art. 68. Onverminderd artikel 67, moet de dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst om erkenning te bekomen :

1° een gepaste opvang van de kinderen verzekeren in het huis van de kinderopvang(-sters) onder overeenkomst met inbegrip van de continuïteit van de opvang tijdens de tijdelijke onbeschikbaarheid van een kinderopvang(-ster) onder overeenkomst die deel uitmaakt van de dienst;

2° zorgen voor de harmonieuze ontwikkeling en het welzijn van de opgevangen kinderen door de ononderbroken begeleiding van de kinderopvang(-sters) onder overeenkomst te verzekeren;

3° over een secretariaat beschikken dat de aanvragen van kinderopvang kan ontvangen en er onverwijld gevolg kan aan geven;

4° de uitrusting van kinderopvoeder die nodig is voor de opvang van kleine kinderen ter beschikking stellen van de kinderopvang(-sters) onder overeenkomst.

Art. 69. De Dienst kan de opvangvoorziening, zonder subsidies of enkel gesubsidieerd voor plaatsen die voorbehouden zijn in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, opgericht als rechtspersoon, vrijstellen van de verplichting bedoeld bij artikel 67, 6°, indien de opvangvoorziening op het einde van een gemotiveerde aanvraag het bewijs levert dat het bedrag van de toelagen die zij ontvangt van andere openbare besturen, onder gelijk welke vorm, overeenstemt met ten minste 60 % van de globale loonmassa. Deze vrijstelling is enkel geldig voor een jaar, hernieuwbaar en uitsluitend voor niet gesubsidieerde plaatsen.

De globale loonmassa omvat de brutoloonlasten van al het personeel in activiteit alsook de bedragen gestort voor de prestaties geleverd als zelfstandige.

De loonmassa bedoeld bij lid 1 wordt toegekend mits voorlegging van de boekhoudkundige bewijsstukken en betalingsbewijzen van de desbetreffende loonmassa of afzonderlijke prestaties.

Art. 70. § 1. De opvangovereenkomst bevat onder meer :

1° de sluitingsdatums en/of de datums van de verlofperiodes van de opvangvoorziening;

2° het model van de maandelijkse aanwezigheidsfiche van het kind die de ouders moeten invullen een maand vooraleer zij in toepassing wordt gebracht;

3° de mogelijkheid haar nadere regels in gezamenlijk overleg te herzien, meer bepaald indien de voorwaarden van de opvang worden gewijzigd.

§ 2. In het model van de maandelijkse aanwezigheidsfiche bedoeld bij § 1, 2°, is voor de ouders de mogelijkheid voorbehouden het aantal halve dagen aanwezigheid maandelijks niet te kunnen plannen. In dat geval worden in bedoeld model de nadere regels van de planning van de aanwezigheid van het kind nader bepaald.

§ 3. De opvangovereenkomst wordt gesloten voor een periode die na gezamenlijk overleg in deze overeenkomst moet vastgesteld worden.

§ 4. Wat de oudercrèches betreft worden bovendien in de opvangovereenkomst de nadere regels en de voorwaarden van de participatie van de ouders in de begeleiding voorzien, overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij de artikelen 37 en 106, lid 4.

§ 5. Onverminderd § 2 wordt op de maandelijkse aanwezigheidsfiche van het kind het aantal halve dagen aanwezigheid bepaald die de ouders op een maandelijkse periode voorzien.

De maandelijkse aanwezigheidsfiche kan in gezamenlijk overleg worden herzien tijdens de maand waarin zij van toepassing is.

Art. 71. Behoudens de weigering door de opvangvoorziening het kind ten laste te nemen voor communautaire gezondheidsredenen enerzijds en de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden zoals bepaald door de Regering op de voordracht van de Dienst, anderzijds, met inbegrip van deze die verband houden met de arbeidsvoorwaarden van de ouders en de dagen afwezigheid van de kinderen op basis van medische getuigschriften, houden de ouders zich aan de aanwezigheidsdagen, vastgesteld op de maandelijkse aanwezigheidsfiche, die gefactureerd worden overeenkomstig deze fiche.

Art. 72. Behoudens de weigering door de opvangvoorziening het kind ten laste te nemen voor communautaire gezondheidsredenen, de gevallen van overmacht, de buitengewone omstandigheden, met inbegrip van deze die verband houden met de arbeidsvoorwaarden van de ouders en de dagen afwezigheid van de kinderen op basis van medische getuigschriften, kan de opvangvoorziening, nadat zij gedurende twee maanden vastgesteld heeft dat de ouders de bewakingsovereenkomst bedoeld bij artikel 70, § 1, en/of de maandelijkse aanwezigheidsfiche bedoeld bij artikel 70, § 5, niet naleven, de ouders bij een ter post aangetekende brief aanmanen.

De aanmaning bedoeld in lid een vermeldt het (de) element(en) van de bewakingsovereenkomst en/of de maandelijkse aanwezigheidsfiche die niet nageleefd wordt (worden).

Indien binnen de twee maanden de opvangvoorziening vaststelt dat het (de) gegeven(s) vermeld in de aanmaning nog altijd niet wordt (worden) nageleefd of dat de bewakingsovereenkomst niet werd gewijzigd t.o.v. van de gegevens vermeld in de aanmaning, kan zij de overeenkomst vernietigen.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de erkenning*

Art. 73. De aanvraag tot erkenning van de opvangvoorziening wordt naar de Dienst gestuurd.

Bij de aanvraag worden de volgende stukken gevoegd :

1° de machtiging bedoeld bij artikel 6;

2° het attest van de hoedanigheid;

3° het bewijs van de naleving van de regels vervat in dit besluit voor de berekening van de financiële participatie van de ouders, behoudens afwijking bedoeld bij artikel 69.

Art. 74. Binnen de veertien dagen te rekenen vanaf de aanvraag, meldt de Dienst goede ontvangst van het volledig dossier van de aanvraag tot erkenning bij de opvangvoorziening. Desgevallend, licht hij de voorziening in over het feit dat het dossier onvolledig is en beschrijft het (de) ontbrekend(e) document(en).

Binnen de veertien dagen na de ontvangst van de ontbrekende documenten, meldt de Dienst bij de opvangvoorziening er ontvangst van.

Art. 75. De Dienst beslist over de aanvraag tot erkenning binnen de twee maanden die volgen op het bewijs van ontvangst van het volledig dossier en deelt onmiddellijk zijn beslissing aan de opvangvoorziening mede.

HOOFDSTUK III. — *Weigering, opschorting en intrekking van de erkenning*

Art. 76. De Dienst weigert de machtiging indien hij vaststelt dat een van de bij deze Titel bedoelde voorwaarden niet wordt nageleefd.

Hij geeft er kennis van bij een ter post aangetekende brief aan de opvangvoorziening. In de brief worden de redenen van de weigering van de erkenning opgegeven en worden de bepalingen van dit artikel en van artikel 77 aangehaald.

De opvangvoorziening heeft dertig dagen tijd te rekenen vanaf de ontvangst van de weigering van de machtiging om de in de brief bedoelde elementen te verhelpen.

Indien na het verstrijken van deze termijn de opvangvoorziening zich niet heeft geschikt naar al de toekenningvoorwaarden van de erkenning, bevestigt de Dienst zijn beslissing tot weigering.

De gemotiveerde beslissing tot bevestiging wordt ter kennis gebracht van de opvangvoorziening bij een ter post aangetekende brief.

Art. 77. Administratief verhaal kan aangetekend worden bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de beslissing tot weigering van de erkenning.

Dit verhaal wordt ingediend bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van de beslissing tot weigering.

De Raad van Bestuur van de Dienst kan aan de opvangvoorziening gelijk welke bijkomende termijn toekennen die hij nodig acht om haar toe te laten zich te schikken naar de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning.

Na kennis te hebben genomen van de schriftelijke of mondelinge argumenten, aangevoerd op eigen verzoek door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht en onverminderd vorig lid, bevestigt de Raad van Bestuur van de Dienst de weigering van de erkenning of kent, desgevallend, de erkenning toe.

Art. 78. Wanneer de Dienst vaststelt nadat de erkenning werd toegekend, dat een van de voorwaarden voor de toekenning ervan niet meer wordt nageleefd, stuurt hij aan de opvangvoorziening een aanmaning haar verplichtingen na te leven.

Art. 79. De opvangvoorziening heeft dertig dagen tijd om zich te schikken naar de aanmaningen van de Dienst.

Art. 80. Indien de opvangvoorziening zich na het verstrijken van de bij artikel 79 bedoelde termijnen niet heeft gedragen naar de bepalingen van de aanmaning, schorst of trekt de Dienst de erkenning in toegekend aan de opvangvoorziening.

De beslissing tot opschorting of intrekking wordt met redenen omkleed en ter kennis gebracht van de opvangvoorziening bij een ter post aangetekende brief.

Ingeval van opschorting van de erkenning, wordt in de beslissing de duur van de opschorting van dan zes maanden vermeld.

Art. 81. § 1. Administratief verhaal kan aangetekend worden bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de beslissing tot opschorting of weigering van de erkenning.

Dit verhaal moet worden ingediend bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van de beslissing tot opschorting of weigering.

De indiening van het verhaal schort de gevolgen van de beslissing op.

§ 2. Binnen de maand van de ontvangst van het verhaal, roept de Raad van Bestuur van de Dienst een lid van de inrichtende macht en/of de Directeur(-trice) van de opvangvoorziening op om hem (hen) toe te laten zijn (hun) opmerkingen te laten gelden.

De oproeping gebeurt bij een ter post aangetekend schrijven.

De opgeroepen personen mogen zich laten bijstaan door iemand naar vrije keuze.

Er moeten ten minste tien dagen verlopen zijn tussen de oproeping en het gehoor van de betrokkene(n).

Het gehoor wordt door de Raad van Bestuur van de Dienst of door personen aangeduid uit eigen midden verzekerd. Na afloop ervan, worden notulen opgesteld en ondertekend door de aanwezigen.

§ 3. Na de opgeroepen personen te hebben gehoord, kan de Raad van Bestuur van de Dienst nog een allerlaatst uitstel toestaan om de opvangvoorziening toe te laten zich te schikken naar zijn aanmaningen.

In deze veronderstelling kan hij ofwel de opvangvoorziening gelasten de ouders van de opgevangen kinderen in te lichten over het bestaan van de ingezette procedure, geformuleerd en volgens de nadere regels die hij in dit speciaal geval bepaalt, ofwel zelf deze informatie mededelen.

§ 4. Op het einde van de procedure, bevestigt of vernietigt de Raad van Bestuur de beslissing de aan de opvangvoorziening toegekende

erkenning op te schorten of in te trekken. Deze beslissing wordt met redenen omkleed en bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de opvangvoorziening.

Art. 82. De opschorting of de intrekking van de erkenning heeft de opschorting of de intrekking van de aan de opvangvoorziening eventuele toegekende toelagen tot gevolg.

TITEL IV. — Periodieke controle

Art. 83. De ambtenaren van de Dienst hebben als opdracht een regelmatige evaluatie uit te voeren van de opvangvoorwaarden, die onder meer betrekking hebben op de lichamelijke, psychische en sociale ontwikkeling van de kinderen, rekening houdend met de verwachtingen van de ouders.

Na elk bezoek van de opvangvoorziening, stellen de ambtenaren een evaluatieverslag op dat aan de opvangvoorziening wordt medegedeeld en waarin desgevallend de termijnen worden vermeld die werden toegekend aan de opvangvoorziening om de vastgestelde negatieve elementen te verhelpen.

Art. 84. De Dienst mag een of meer deskundigen aanstellen die hij behoorlijk heeft gemachtigd om te zien of de opvangvoorziening of een of andere persoon bijzondere gevaren aan de opgevangen kinderen doet lopen.

Het expertiseverslag is een deel van het administratief dossier van de opvangvoorziening en wordt haar medegedeeld zodra zij ervoor de aanvraag doet.

TITEL V. — Betrekkingen met de ouders

Art. 85. In de uitvoering van zijn opdracht, beschouwt de Dienst de ouders als partners.

In al de hypothesen die een intrekking van de machtiging of de erkenning zouden kunnen tot gevolg hebben, stelt de Dienst een onderzoek bij de ouders in, en deze worden op de hoogte gehouden van al de beslissingen die hieromtrent worden genomen.

BOEK II. — REGELS, VOORWAARDEN EN NADERE REGELS VOOR DE TOEKENNING VAN DE TOELAGEN

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de categorieën van gesubsidieerde opvangvoorzieningen

HOOFDSTUK I. — Voorafgaande voorwaarden

Art. 86. § 1. Om een door de Dienst toegekende toelagen te ontvangen moet de opvangvoorziening aan de volgende voorafgaande voorwaarden beantwoorden :

1° over de door de Dienst uitgereikte erkenning beschikken;

2° gevolg geven aan de offerte-aanvraag en in aanmerking komen voor de programmering van de opvangvoorzieningen volgens de criteria bepaald in het beheercontract van de Dienst binnen de perken van de desbetreffende begrotingskredieten;

3° in afwijking van 2°, indien zij beantwoordt aan de beschikkingen over de samenwerkingsovereenkomsten, zich schikken naar de door de Dienst bepaalde programmering binnen de perken van de desbetreffende begrotingskredieten;

4° in afwijking van 2°, indien zij werkzaam is op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, het vereiste minimaal bezettingscijfer bereikt hebben tijdens de vijf trimesters die de invoering in de programmering voorafgaan, behoudens het derde trimester van het burgerlijk jaar.

§ 2. Vooraleer enige toelage toe te kennen, vergewist de Dienst zich dat de in § 1 vermelde voorwaarden nageleefd zijn.

Zo ja, deelt de Dienst de opvangvoorziening mede dat zij recht heeft op de toekenning van een werkingstoelage op de datum die hij bepaalt, die de datum van de inwerkingtreding van de beslissing betreffende de programmering bedoeld bij § 1, 2° en 3°, niet mag voorafgaan.

§ 3. De toelage is aanrekenbaar op het krediet ingeschreven op de begroting van de Dienst.

§ 4. De toelage mag slechts toegekend worden voor de opvang van de kinderen die niet ouder zijn dan drie jaar.

In afwijking van vorig lid, kan de Dienst de opvang van kinderen van meer dan drie jaar betoelagen tot op het ogenblik van de heropening van de scholen die het dichtst bij hun verjaardag valt, alsook onder de voorwaarden die hij bepaalt, wanneer het belang van de kinderen het vereist.

HOOFDSTUK II. — Algemene werkingsvoorwaarden

Art. 87. Om het toezicht op de toekenning van de toelagen te vergemakkelijken, volgt de opvangvoorziening de boekhoudkundige en administratieve aanbevelingen opgesteld door de Dienst.

Zij stuurt naar de Dienst de aanvragen voor toelagen, een jaarlijkse exploitatierekening alsook een kadaster van de werkgelegenheid door volgens de modellen en de vervaltermijnen door de Dienst bepaald.

Art. 88. De gesubsidieerde opvangvoorziening vraagt aan de ouders van de opgevangen kinderen een financiële tussenkomst berekend overeenkomstig de regels bepaald in Boek IV van dit besluit.

Art. 89. Onverminderd de plaatsen voorbehouden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, wanneer de gesubsidieerde opvangvoorziening vooral opgericht is voor de opvang van kinderen van personeelsleden van een inrichting of openbare of private vereniging, is zij ertoe verplicht de niet-bezette plaatsen ter beschikking te stellen van andere kinderen dan deze van de personeelsleden.

Art. 90. Het bezettingscijfer wordt berekend volgens de verhouding tussen het aantal werkelijke aanwezigheidsdagen tijdens het trimester, vermenigvuldigd met honderd, enerzijds, en het aantal werkingsdagen van de opvangvoorziening tijdens het trimester, het geheel vermenigvuldigd met de erkende of gesubsidieerde capaciteit van de opvangvoorziening, anderzijds.

Voor de berekening van het bezettingscijfer wordt er rekening gehouden met de duur van de dagelijkse opening van de opvangvoorziening bij vergelijking met een dag van tien uren alsook van een vergelijkingsperiode bestaande uit de vijf trimesters die het trimester voorafgaan waarin het bezettingscijfer in rekening wordt genomen, met uitsluiting van de derde trimester van het burgerlijk jaar.

Elke halve dag aanwezigheid wordt gelijkgesteld met een volledige dag.

TITEL II. — De crèche

Art. 91. § 1. De toelage wordt aan de crèche toegekend voor zijn geschoold personeel, in naleving van de in §§ 2 en 3 bepaalde voorwaarden.

§ 2. Voor de kinderverzorgers(-sters) wordt voor de crèche de volgende tabel in acht genomen :

18-20 plaatsen	2,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
21-24 plaatsen	3 werktijden kinderverzorger(-ster)
25-27 plaatsen	3,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
28-31 plaatsen	4 werktijden kinderverzorger(-ster)
32-34 plaatsen	4,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
35-38 plaatsen	5 werktijden kinderverzorger(-ster)
39-41 plaatsen	5,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
42-45 plaatsen	6 werktijden kinderverzorger(-ster)
46-48 plaatsen	6,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
Voor 49 plaatsen	7 werktijden kinderverzorger(-ster)

Vanaf negenenveertig plaatsen worden de voormelde normen verhoogd met een voltijdse vetrekking van kinderverzorger(-ster) per schijf van zeven bijkomende plaatsen en een halftijdse betrekking voor de laatste onvolledige schijf die ten minste vier plaatsen telt.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kunnen de normen beschreven in de voormelde tabel met een halve eenheid verhoogd worden.

§ 3. Voor het medisch-sociaal personeel worden de werkingstoelagen toegekend volgens de minimale begeleidingsnormen bepaald bij artikel 34, 2° en 3°. Voor de laatste onvolledige schijf kunnen, op een door de Dienst behoorlijk gemotiveerde beslissing, toelagen toegekend worden voor een bijkomende deeltijdse voor een vierde betrekking.

Art. 92. De toelagen worden berekend volgens de totaliteit van de werkelijke bezoldigingslasten, volgens de verwijzingschalen die door de Dienst worden bepaald. Deze schalen mogen in geen geval hoger zijn dan deze van toepassing voor de personeelsleden van de Dienst.

De toelagen worden toegekend op basis van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag berekend door de Dienst en dat rekening houdt met :

- 1° de schaal bepaald voor elke personeelscategorie die toelagen kan bekomen op basis van de door de Dienst erkende anciënniteit volgens bepaalde regels die hij vaststelt;
- 2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;
- 3° 2,5 % van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten- RMZ;
- 4° een vast bedrag voor het vakantiegeld;
- 5° een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de desbetreffende lasten RMZ;
- 6° een forfaitair coëfficiënt bepaald door de Dienst voor de vervangingen.

De afwezigheidsperiodes van het gesubsidieerd personeel, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een geschoold personeelslid, er effectief wordt voorzien in zijn vervanging door een geschoold persoon. Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging van het gesubsidieerd personeelslid of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid het lid te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 voorziene straffen toepassen.

Art. 93. De toelagen worden toegekend voor de personeelseenheden die effectief in dienst zijn en bezoldigd door de inrichtende macht van de crèche. Zij worden verminderd in verhouding tot de deeltijdse prestaties.

Behoudens tijdelijke afwijking toegestaan door de Dienst op gemotiveerd verzoek van de opvangvoorziening, worden afgetrokken van de door de Dienst toegekende toelagen, de premies en de tussenkomsten in de kosten van het ambt van gesubsidieerde contractuele ambtenaren die kunnen bekomen worden bij de bevoegde overheden in het Waalse Gewest en in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest alsook de inkortingen op de bijdragen voor sociale zekerheid verbonden aan deze premies en tussenkomsten om de financiering van de compensaties voor de tussenkomsten van het Fonds voor Uitrustingen en Collectieve Diensten te verzekeren voor de opvang van kinderen onder de drie jaar die afgeschaft worden door de wet van 29 april 1996 houdende maatschappelijke bepalingen.

In geval van samenwerkingsovereenkomst(en), wordt de gesubsidieerde capaciteit verminderd met het aantal plaatsen voorbehouden door de werknemers en de bij de artikelen 140 en 141 bedoelde bedragen worden afgetrokken van de door de dienst toegekende toelagen.

In geval van stopzetting van een samenwerkingsovereenkomst wordt de opvangvoorziening prioritair ingeschreven in de programmering van de opvangvoorzieningen tot het passend bedrag van haar gesubsidieerde opvangcapaciteit vóór de toepassing van vorig lid.

Art. 94. De toelagen worden per trimester door de Dienst na verlopen termijn gestort op voorlegging door de inrichtende macht van de vereiste bescheiden.

Art. 95. Om de toelage te bekomen, moet de crèche op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit een bezettingscijfer ten minste gelijk aan 75 bewijzen.

Dit bezettingscijfer wordt op 80 gebracht vanaf het zesde trimester dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit. Na evaluatie kan het op 85 gebracht worden op een door de Regering bepaalde datum die niet vóór de tiende trimester dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit mag vallen.

Voor de berekening van het bezettingscijfer worden de bepalingen van artikel 90 van dit besluit toegepast.

Wanneer niet wordt voldaan aan de voorwaarden van dit artikel, worden de toelagen tot het verschuldigd bedrag verminderd, rekening houdend met de verhouding tussen het bezettingscijfer en respectievelijk 75, 80 en 85.

Art. 96. Voor de organisatie van het periodiek preventief medisch toezicht op de kinderen kunnen de crèches toelagen krijgen die berekend worden op basis van deze die toegekend worden voor de consultaties van de zuigelingen, volgens de regels en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering.

Zij kunnen ook toelagen ontvangen voor het toezicht op de gezondheid in collectiviteit volgens de voorwaarden en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering en in de mate van de beschikbare begrotingskredieten.

TITEL III. — De peutertuin

Art. 97. § 1. De toelage wordt toegekend aan de peutertuin voor zijn geschoold personeel in naleving van de in §§ 2 en 3 bepaalde voorwaarden.

§ 2. Voor de gebrevetteerde kinderverzorgers(-sters) moet de peutertuin zich schikken naar de volgende tabel :

18-22 plaatsen	2 werktijden kinderverzorger(-ster)
23-26 plaatsen	2,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
27-31 plaatsen	3 werktijden kinderverzorger(-ster)
32-35 plaatsen	3,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
36-40 plaatsen	4 werktijden kinderverzorger(-ster)
41-44 plaatsen	4,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
45-48 plaatsen	5 werktijden kinderverzorger(-ster)

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kunnen de normen beschreven in de voormelde tabel met een halve eenheid verhoogd worden.

§ 3. Voor het medisch-sociaal personeel worden de werkingstoelagen toegekend volgens de minimale begeleidingsnormen bepaald bij artikel 35, 2° en 3°. Voor de laatste onvolledige schijf kunnen, op een door de Dienst behoorlijk gemotiveerde beslissing, toelagen toegekend worden voor een bijkomende deeltijdse voor een vierde betrekking.

Art. 98. De toelagen worden berekend volgens de totaliteit van de werkelijke bezoldigingslasten, volgens de verwijzingschalen die door de Dienst worden bepaald. Deze schalen mogen in geen geval hoger zijn dan deze van toepassing voor de personeelsleden van de Dienst.

De toelagen worden toegekend op basis van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag berekend door de Dienst en dat rekening houdt met :

1° de schaal bepaald voor elke personeelscategorie die toelagen kan bekomen op basis van de door de Dienst erkende anciënniteit volgens bepaalde regels die hij vaststelt;

2° de werkgeverslasten berekend op de bruto-bezoldiging;

3° 2,5 % van de bruto-bezoldiging voor werkgeverslasten buiten- RMZ;

4° een vast bedrag voor het vakantiegeld;

5° een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de desbetreffende RMZ-lasten;

6° een forfaitair coëfficiënt voor de vervangingen bepaald door de Dienst.

De afwezigheidsperiodes van het gesubsidieerd personeel, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een geschoold personeelslid, er effectief wordt voorzien in zijn vervanging door een geschoold persoon. Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging van het gesubsidieerd personeelslid of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid het lid te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 voorziene straffen toepassen.

In geval van samenwerkingsovereenkomst(en), wordt de gesubsidieerde capaciteit verminderd met het aantal plaatsen voorbehouden door de werknemers en de bij de artikelen 140 en 141 bedoelde bedragen worden afgetrokken van de door de Dienst toegekende toelagen.

In geval van stopzetting van een samenwerkingsovereenkomst wordt de opvangvoorziening prioritair ingeschreven in de programmering van de opvangvoorzieningen tot haar passende gesubsidieerde opvangcapaciteit vóór de toepassing van vorig lid.

Art. 99. Om de toelage te bekomen, moet de peuterschool op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit een bezettingscijfer ten minste gelijk aan 55 bewijzen.

Dit bezettingscijfer wordt op 70 gebracht vanaf het zesde trimester dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit. Na evaluatie kan het op 75 gebracht worden op een door de Regering bepaalde datum die niet vóór het tiende trimester dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit mag vallen.

Voor de berekening van het bezettingscijfer worden de bepalingen van artikel 90 van dit besluit toegepast.

Wanneer niet wordt voldaan aan de voorwaarden van dit artikel, worden de toelagen tot het verschuldigd bedrag verminderd, rekening houdend met de verhouding tussen het bezettingscijfer en respectievelijk 65, 70 en 75.

Art. 100. Voor de organisatie van het periodiek preventief medisch toezicht op de kinderen kan de peuterschool toelagen krijgen berekend op basis van deze die toegekend worden voor de consultaties van de zuigelingen, volgens de regels en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering.

Zij kunnen ook toelagen ontvangen voor het toezicht op de gezondheid in collectiviteit volgens de voorwaarden en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering en in de mate van de beschikbare begrotingskredieten.

TITEL IV. — Het gemeentelijk huis voor kinderopvang

Art. 101. Het gemeentelijk huis voor kinderopvang heeft een gesubsidieerde capaciteit beperkt tot twaalf plaatsen.

Art. 102. § 1. De toelage toegekend aan het gemeentelijk huis voor kinderopvang bestaat uit de volgende elementen :

1° een vast bedrag dat overeenstemt met de financiële tussenkomst van de ouders met een hoogtelimiet van 18,66 euro per dag aanwezigheid voor een kind onder de drie jaar, na aftrek van de financiële participatie van de ouders, berekend overeenkomstig de voorschriften van Boek IV; voor de kinderen met ernstige psychologische, medische en/of sociale stoornissen kan op gemotiveerde beslissing van de Dienst een verhoogde toelage worden toegekend die overeenstemt met 150 % van het vaste bedrag;

2° een dagelijks vast bedrag van 1,83 euro per effectieve aanwezigheid van een kind onder de drie jaar voor werkingskosten.

§ 2. Het vaste bedrag bedoeld bij § 1, 1°, is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (index gezondheid); het stemt overeen met het indexcijfer van toepassing op 1 november 2001.

Dit bedrag wordt jaarlijks verhoogd op 1 januari door de verhoging uitgedrukt in percentage van het indexcijfer van de consumptieprijzen (index gezondheid) tussen 1 november van het vorige jaar en 1 november van het jaar tevoren.

§ 3. Het vaste bedrag bedoeld bij § 1, 2°, is gekoppeld aan het indexcijfer in acht genomen voor de indexering van de wedden en lonen van de overheidsdiensten; het stemt overeen met het indexcijfer 1,2682 op 1 juli 2001.

Het wordt aangepast telkens dat de spilindex betreffende bedoelde lonen en wedden overschreden wordt; het treedt evenwel slechts in werking naargelang van het geval, bij het begin van het trimester waarin de nieuwe index in werking treedt, of bij het begin van het trimester dat volgt, indien de nieuwe index slechts in de loop van het trimester in werking treedt.

Art. 103. Een toelage wordt toegekend voor een deeltijds voor een vierde betrekking van gegradueerde sociale verpleger(-ster) of gegradueerde verpleger(-ster) gespecialiseerd in communautaire gezondheid of maatschappelijk assistent(e) voor een gesubsidieerde capaciteit van twaalf plaatsen.

Deze toelage wordt toegekend op basis van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag berekend door de Dienst en dat rekening houdt met :

1° de schaal bepaald voor elke personeelscategorie die toelagen kan bekomen op basis van de door de Dienst erkende anciënniteit volgens bepaalde regels die hij vaststelt;

2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;

3° 2,5 % van de bruto-bezoldiging voor werkgeverslasten buiten RMZ;

4° een vast bedrag voor het vakantiegeld;

5° een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de desbetreffende RMZ-lasten;

6° een forfaitaire coëfficiënt voor de vervangingen bepaald door de Dienst.

De afwezigheidsperiodes van het gesubsidieerd personeel, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een gesubsidieerd personeelslid, er effectief wordt voorzien in zijn vervanging door een geschoold persoon. Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging van het gesubsidieerd personeelslid of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid het lid te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 voorziene straffen toepassen.

In geval van samenwerkingsovereenkomst(en), wordt de gesubsidieerde capaciteit verminderd met het aantal plaatsen voorbehouden door de werknemers en de bij de artikelen 140 en 141 bedoelde bedragen worden afgetrokken van de door de Dienst toegekende toelagen.

In geval van stopzetting van een samenwerkingsovereenkomst wordt de opvangvoorziening prioritair ingeschreven in de programmering van de opvangvoorzieningen tot haar passende gesubsidieerde opvangcapaciteit vóór de toepassing van vorig lid.

Art. 104. De toelagen worden per trimester door de Dienst na verlopen termijn gestort voor zover wordt voldaan aan de in dit besluit bepaalde voorwaarden.

Art. 105. Aan het gemeentelijk huis voor kinderopvang kan, in naleving van de nadere regels bepaald door de Dienst, een toelage voor de halftijdse tewerkstelling van een kinderopvoeder(-ster) worden toegekend binnen de perken van de tussenkomst daartoe door de gewestelijke autoriteiten georganiseerd.

TITEL V. — De ouderscrèche

Art. 106. De toelage wordt toegekend aan de ouderscrèche voor haar personeel, de ouders uitgezonderd, zoals a minima bepaald bij artikel 37.

De toelage wordt berekend volgens de totaliteit van de werkelijke bezoldigingslasten, volgens de verwijzingschalen die door de Dienst worden bepaald. Deze schalen mogen in geen geval hoger zijn dan deze van toepassing voor de personeelsleden van de Dienst.

Deze toelage wordt toegekend op basis van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag berekend door de Dienst en dat rekening houdt met :

- 1° de schaal bepaald voor elke personeelscategorie die toelagen kan bekomen op basis van de door de Dienst erkende anciënniteit volgens bepaalde regels die hij vaststelt;
- 2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;
- 3° 2,5 % van de bruto-bezoldiging voor werkgeverslasten buiten- RMZ;
- 4° een vast bedrag voor het vakantiegeld;
- 5° een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de desbetreffende RMZ-lasten;
- 6° een forfaitaire coëfficiënt voor de vervangingen bepaald door de Dienst

De afwezigheidsperiodes van het gesubsidieerd personeel, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een geschoold personeelslid, er effectief wordt voorzien in zijn vervanging door een geschoold persoon. Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging van het gesubsidieerd personeelslid of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid het lid te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 voorziene straffen toepassen.

De afwezigheidsperiodes van ouders belast met de opvang van de kinderen, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een (meer) ouder(s), er effectief wordt voorzien in zijn (hun) vervanging ofwel door een ander ouder(andere ouders), ofwel door een geschoold persoon(geschoolde personen). Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid die persoon (personen) te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 voorziene straffen toepassen.

Art. 107. De toelagen worden toegekend voor de personeelseenheden die effectief in dienst zijn en bezoldigd door de inrichtende macht van de ouderscrèche. Zij worden verminderd in verhouding tot de deeltijdse prestaties.

Art. 108. De toelagen worden per trimester door de Dienst na verlopen termijn gestort op voorlegging door de inrichtende macht van de vereiste bescheiden.

Art. 109. Om de toelage te kunnen bekomen, moet de ouderscrèche een bezettingscijfer ten minste gelijk aan 80 bewijzen vanaf het derde trimester van haar werking.

Dit bezettingscijfer kan, na evaluatie, op 85 gebracht worden op een door de Regering bepaalde datum die niet mag vallen vóór het tiende trimester dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit.

Voor de berekening van het bezettingscijfer worden de bepalingen van artikel 90 toegepast.

Wanneer niet wordt voldaan aan de voorwaarden van dit artikel, worden de toelagen tot het verschuldigd bedrag verminderd, rekening houdend met de verhouding tussen het bezettingscijfer en respectievelijk 80 en 85.

Art. 110. Voor de organisatie van het periodiek preventief medisch toezicht op de kinderen kunnen de ouderscrèches toelagen krijgen die berekend worden op basis van deze die toegekend worden voor de consultaties van de zuigelingen, volgens de regels en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering.

Zij kunnen ook toelagen ontvangen voor het toezicht op de gezondheid in collectiviteit volgens de voorwaarden en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering en in de mate van de beschikbare begrotingskredieten.

TITEL VI. — De dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst**HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor de toekenning van toelagen aan de kinderopvang(-ster) onder overeenkomst**

Art. 111. Voor de kinderopvang(-ster) onder overeenkomst wordt er voor de toekenning van toelagen een specifiek berekeningstelsel door de Dienst toegepast. Eenheden van Arbeidstijd (E.A.T.) genoemd, onder meer bedoeld om de aanvragen voor deeltijdse opvang te beheren.

Een eenheid van arbeidstijd stemt overeen met een halve dag opvang.

De kinderopvang onder overeenkomst (-ster) gemachtigd om elke werkdag vier kinderen voltijds op te vangen mag ten hoogste 528 eenheden van arbeidstijd per trimester van 66 werkdagen in rekening brengen.

Het maximumaantal eenheden van arbeidstijd per trimester wordt evenredig verminderd wanneer het de kinderopvang(-ster) onder overeenkomst toegelaten is minder dan vier kinderen voltijds op te vangen of ingeval van deeltijdse prestaties van de kinderopvang(-ster) onder overeenkomst.

Het maximum aantal eenheden van arbeidstijd, zoals bepaald bij leden 3 en 4 mag met 10 % overschreden worden voor een maximale duur van een trimester per jaar om te beantwoorden aan buitengewone aanvragen. Deze overschrijding geeft geen recht op de tussenkomst per plaatsingsdag thuis, bedoeld bij artikel 114.

HOOFDSTUK II. — Toelagen

Art. 112. De werkingstoelagen voor de sociale werkers, zoals vastgesteld bij artikel 39, worden berekend naar rata van 100 % van de werkelijke bezoldigingslasten die door de Dienst worden bepaald. Deze schalen mogen in geen geval de schalen overschrijden die van toepassing zijn op de personeelsleden van de Dienst.

Deze toelagen worden toegekend op basis van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag opgemaakt door de Dienst en dat rekening houdt met :

- 1° de schaal bepaald voor elke personeelscategorie die toelagen kan bekomen op basis van de door de Dienst erkende anciënniteit volgens bepaalde regels die hij vaststelt;
- 2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;
- 3° 2,5 % van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten RMZ;
- 4° een vast bedrag voor het vakantiegeld;
- 5° een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de desbetreffende RMZ-lasten;
- 6° een forfaitaire coëfficiënt voor de vervangingen bepaald door de Dienst.

De afwezigheidsperiodes van het gesubsidieerd personeel, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een geschoold personeelslid, er effectief wordt voorzien in zijn vervanging door een geschoold persoon. Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging van het gesubsidieerd personeelslid of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid het lid te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 bepaalde straffen toepassen.

Art. 113. De toelagen worden toegekend voor de personeelseenheden die effectief in dienst zijn en door de inrichtende macht van de dienst voor kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst bezoldigd.

Zij worden evenredig met de deeltijdse prestaties verminderd.

Art. 114. § 1. De toegekende toelagen omvatten bovendien :

1° een tussenkomst per plaatsingsdag thuis;

2° een vergoeding voor administratiekosten;

3° een vergoeding voor de reiskosten van de sociale werker :

4° een tussenkomst tot dekking van de lasten waarvoor de dienst voor kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst moet opkomen in het kader van de toepassing van het sociaal statuut van de onder overeenkomst kinderopvangsters;

§ 2. De tussenkomst per plaatsingsdag bedoeld bij § 1, 1°, is vastgesteld op 14,58 euro waarvan de financiële participatie van de ouders berekend overeenkomstig de bepalingen van Boek IV afgehouden wordt.

Voor de kinderen met ernstige psychologische, medische en of sociale stoornissen wordt de tussenkomst per plaatsingsdag vastgesteld op 150 % van het in het vorig lid bepaald bedrag.

De in lid 1 bepaalde tussenkomst van 14,58 euro alsook de in lid 2 bepaalde tussenkomst worden integraal door de dienst aan de kinderopvangster(-ster) onder overeenkomst gestort.

§ 3. De vergoeding voor administratiekosten bedoeld bij § 1, 2° wordt vastgesteld op 0,91 euro per kind.

§ 4. De vergoeding voor reiskosten bedoeld bij § 1, 3° wordt vastgesteld op 55,41 euro per maand voor de sociale werker(-ster) met voltijdse betrekking. Zij wordt evenredig verminderd voor de sociale werker(-ster) met deeltijdse betrekking.

§ 5. Het bedrag van de tussenkomsten en vergoedingen bedoeld bij § 1 tot 4 is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat in rekening wordt genomen voor de indexering van de lonen en de wedden in de overheidsdiensten; het stemt overeen met het indexcijfer 1,2682 op 1 juli 2001.

Dit bedrag wordt aangepast telkens de spilindex die bedoelde lonen en wedden beïnvloedt overschreden wordt; het treedt evenwel slechts in werking naargelang het geval, bij het begin van het trimester waarin de nieuwe index in werking treedt, of bij het begin van het trimester dat volgt, indien de nieuwe index slechts in de loop van het trimester in werking treedt.

Art. 115. De bij de artikelen 112 tot 114 bedoelde toelagen worden per trimester na verlopen termijn toegekend.

TITEL VII. — De overeenkomst met de werkgevers

Art. 116. Op vrijwillige basis kunnen de erkende opvangvoorzieningen bedoeld bij artikel 2, 1° tot 4°, met de Dienst en met iedere werkgever, publieke of private, een samenwerkingsovereenkomst sluiten waarin voorzien is dat er opvangplaatsen worden voorbehouden voor kinderen van werknemers van deze werkgever die als tegenprestatie hiervoor een bijdrage betaalt volgens de bij de artikelen 133 en 134 bepaalde nadere regels. Een werkgever mag slechts in het kader van een samenwerkingsovereenkomst een opvangplaats (meer opvangplaatsen) voorbehouden.

De erkende opvangvoorzieningen mogen ook een financiële tegemoetkoming van werkgevers ontvangen om hun werking te ondersteunen of om mee te werken aan de financiering van infrastructuur- of verbouwingswerken van hun lokalen of van uitrustingen. Deze financiële tegemoetkoming kent de werkgevers het recht niet toe plaatsen voor te behouden binnen bedoelde opvangvoorzieningen. De opvangvoorzieningen geven jaarlijks de Dienst kennis, volgens de door hem bepaalde nadere regels, van het bedrag en de bestemming van de per werkgever ontvangen tegemoetkomingen.

De inrichtende macht van de in vorige leden bedoelde opvangvoorziening(en) is afgescheiden van de opvangvoorziening(en) van de werkgever(s)-partner(s). Bovendien, beschikken de opvangvoorzieningen over eigen infrastructuur die helemaal afgescheiden zijn van de werkplaats van de personen die voor de werkgever(s)-partner(s) werken.

Art. 117. § 1. In de samenwerkingsovereenkomst opgesteld op basis van een model bezorgd door de Dienst zijn ten minste de volgende elementen vermeld :

1° de identiteit en de sociale reden van de werkgever die een attest moet bezorgen waarbij wordt verzekerd dat hij in orde is inzake betaling van de bijdragen voor maatschappelijke zekerheid en dat ten hoogste een maand vóór de datum van de ondertekening van de overeenkomst werd afgeleverd.;

2° de identiteit van de opvangvoorziening;

3° de vaststelling van het aantal plaatsen voorbehouden in de betrokken opvangvoorziening en, rekening gehouden met dit aantal plaatsen, het door de werkgever daartoe verschuldigd bedrag;

4° de criteria tot toekenning van de voorbehouden plaatsen en de voorziene procedure bij een aanvraag van een werknemer(-ster) om de naleving van bedoelde criteria te waarborgen;

5° de periode van samenwerking gedekt door de overeenkomst, deze mag niet korter dan twee jaar zijn;

6° de datums waarop de bedragen van het Fonds vrijkomen;

7° de redenen en de nadere regels om de overeenkomst te verbreken, en dit onverminderd de regels bepaald in het burgerlijk wetboek, inzonderheid ingeval van niet-nakoming van de contractuele verplichtingen.

Het huishoudelijk reglement bedoeld bij artikel 17 gaat als bijlage bij de samenwerkingsovereenkomst.

De werkgever legt ter goedkeuring het project van samenwerkingsovereenkomst voor aan de organen voor sociaal overleg en, bij ontstentenis van deze organen, aan de werknemers die erover ingelicht worden via aanplakbrieven of op gelijk welk andere manier.

§ 2. Onverminderd artikel 48, in uitvoering van elke overeenkomst, worden bovendien op een signalementkaart de naam (namen) van de begunstigde(n) van de voorbehouden opvangplaats(en), de waarschijnlijke datum van het begin van de opvang, de vervaldatum van dit voordeel en het aantal halve dagen aanwezigheid per maand van het kind vermeld. De signalementkaart wordt mede-ondertekend door de opvangvoorziening, de werkgever en de werknemer.

§ 3. Elke wijziging van een begunstigde die een opvangplaats heeft bekomen mag slechts aangebracht worden mits schriftelijk akkoord tussen de opvangvoorziening, de betrokken werknemer en de werkgever of, indien de werknemer niet meer onder contract is, tijdens de periode van 1 april tot 30 mei met uitwerking ten vroegste drie maanden na de wijziging.

§ 4. Elke wijziging van een signalementkaart bedoeld bij § 2, wordt ter informatie vóór de uitwerking doorgestuurd.

Art. 118. De opvangplaatsen voorbehouden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst zijn :

1° ofwel gesubsidieerde bestaande plaatsen;

2° ofwel plaatsen waarvoor een machtiging of een erkenning binnen de twee jaar die de ondertekening van de samenwerkingsovereenkomst voorafgaan niet nodig was.

Art. 119. § 1. Per opvangvoorziening wordt het aantal voorbehouden plaatsen vastgesteld op ten hoogste 25 % van de erkende capaciteit van de opvangvoorziening.

§ 2. In afwijking van § 1, wordt het aantal voorbehouden plaatsen, naar boven afgerond, vastgesteld op 66,6 % van de erkende capaciteit van de opvangvoorziening mits naleving van de volgende voorwaarden :

1° de opvangvoorziening heeft een overeenkomst gesloten met ten minste drie werkgevers.

Dit aantal van drie werkgevers is niet vereist indien de werkgever(s) een (van de) overheidswerkgever(s) is (zijn) aan wie het recht op fiscale aftrek van de bedragen, geïnvesteerd in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, niet gegund is.

Dit aantal van drie werkgevers kan eveneens verlaagd worden indien er niet genoeg opvangvoorzieningen zijn die beantwoorden aan deze voorwaarde om zich te schikken naar de programmering bedoeld bij artikel 86, § 1, 3°.

In de bij de leden 2 en 3 bedoelde gevallen, mag (mogen) de werkgever(s) niet meer dan 50 % vertegenwoordigers tellen binnen de inrichtende macht van de opvangvoorziening;

2° de opvangvoorziening wordt opgericht om de bij 1° bedoelde overeenkomst(en) na te leven.

TITEL VIII. — Straffen

Art. 120. Wanneer de Dienst vaststelt dat de opvangvoorziening de voorschriften van dit Boek of de regelingen aangenomen door de Dienst krachtens dit Boek niet naleeft, dan stuurt hij naar de opvangvoorziening een aanmaning om haar verplichtingen na te komen.

Art. 121. De opvangvoorziening heeft dertig dagen tijd om zich naar de aanmaningen van de Dienst te schikken.

Art. 122. Indien op de bij artikel 121 bedoelde vervallen termijn de opvangvoorziening zich niet geschikt heeft naar de bepalingen van de aanmaning, kan de Dienst een van de volgende straffen toepassen, volgens de ernst van de tekortkoming :

1° de opschorting van de toelagen;

2° de inhouding op toelagen;

3° de intrekking van de toelagen.

Deze beslissing wordt met redenen omkleed en per ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de opvangvoorziening.

Worden de toelagen opgeschort, dan wordt op de beslissing de duur van de opschorting vermeld die niet langer dan zes maanden mag duren.

Art. 123. § 1. Een administratief verhaal wordt aangetekend bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de straf van de Dienst.

Dit verhaal moet per ter post aangetekende brief ingediend worden binnen de dertig dagen die volgen op de kennisgeving van de straf.

De indiening van het verhaal schort de gevolgen van de straf op.

§ 2. Binnen de maand die volgt op de ontvangst van het verhaal, roept de Raad van Bestuur van de Dienst een lid van de inrichtende macht en/of de Directeur(-trice) van de opvangvoorziening op om hem (haar) toe te laten zijn (haar) opmerkingen te laten gelden.

Men wordt bij een ter post aangetekende brief opgeroepen.

De opgeroepen personen mogen zich laten bijstaan door iemand naar vrije keuze.

Een minimale termijn van tien dagen moet verlopen zijn tussen de oproeping en het gehoor van de betrokkene(n).

Het gehoor wordt door de Raad van Bestuur van de Dienst of door de personen aangesteld in zijn midden verleend. Op het einde ervan worden notulen opgemaakt en door de aanwezige personen ondertekend.

§ 3. Na de opgeroepen persoon (personen) te hebben gehoord, kan de

Raad van Bestuur van de Dienst nog een allerlaatste uitstel toekennen om de opvangvoorziening de gelegenheid te geven zich te schikken naar zijn aanmaningen.

§ 4. Op het einde van de procedure, bevestigt of vernietigt de Raad van Bestuur de aan de opvangvoorziening opgelegde straf. Deze beslissing wordt met redenen omkleed en met een ter post aangetekende brief ter kennis van de opvangvoorziening gebracht.

BOEK III. — FONDS VOOR SOLIDARITEIT EN ONTWIKKELING VAN KINDEROPVANG**TITEL I. — Algemene principes**

Art. 124. Er wordt een Fonds voor Solidariteit en Ontwikkeling voor Kinderopvang opgericht binnen de « O.N.E. ».

Het Fonds heeft geen rechtspersoonlijkheid afgezonderd van deze van de Dienst. Het Fonds is onder meer bestemd om :

1° sedert 1 januari 1998 de tegemoetkomingen te compenseren van het Fonds voor uitrusting en collectieve diensten (« FESC ») ingesteld bij koninklijk besluit van 25 september 1974 en afgeschaft bij de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen ten voordele van de door de « O.N.E. » erkende inrichtingen voor bewaking van kinderen tussen 0 en 3 jaar;

2° het aanbod van kinderopvang uit te breiden, inzonderheid op basis van de bijdragen van de werkgevers.

Art. 125. Het Fonds wordt gespijsd door :

1° de bedragen opgebracht door de inhoudingen bedoeld bij artikel 93, lid 2, en de begroting van de Dienst, inzonderheid deze toegekend door de Gewesten, om te voldoen aan artikel 124, 1°;

2° de bedragen gestort door de werkgevers in toepassing van de samenwerkingsovereenkomsten, in toepassing van de artikelen 133 en 134;

3° de bedragen opgebracht door de bepalingen bedoeld bij artikel 135.

Art. 126. Mits toestemming van de Dienst, kan het recht GeCo's (gesubsidieerde contractuelen) aan te werven uitgeoefend worden bij de bevoegde instellingen van het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest door de erkende inrichtingen die de opvang organiseren van kinderen tussen 0 en 3 jaar en die betrokken zijn bij de afschaffing van de tegemoetkomingen van de « FESC » bedoeld bij artikel 124, lid 2, 1°.

Art. 127. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten bestaande uit de bij artikel 125, 1°, bedoelde bedragen en uit elk andere door de « ONE » besliste financieringswijze, kent het Fonds een vaste trimestriële toelage toe per erkende opvangplaats aan de crèches en Gemeentelijke huizen voor kinderopvang die door het verlies van de tussenkomsten van de « FESC » getroffen zijn.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten bestaande uit de bij artikel 125, 2° bedoelde bedragen, kent het Fonds, volgens de overeenstemmende regels tot betoelaging voor de betrokken opvangvoorziening een toelage toe voor de opvangplaatsen voorbehouden door een werkgever (werkgevers) in het kader van een of meer samenwerkingsovereenkomsten.

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare kredieten bestaande uit de bij artikel 125, 3°, bedoelde bedragen, kent het Fonds een toelage toe volgens de overeenstemmende regels tot betoelaging voor de betrokken opvangvoorziening.

TITEL II. — Nadere regels i.v.m. het aanleggen van het fonds**HOOFDSTUK I. — De solidariteit**

Art. 128. Hebben belang bij het aanleggen van het Fonds, luik « solidariteit », op basis van artikel 124, lid 2, 1°, alle erkende opvangstructuren, van het type crèche, die in Wallonië een capaciteit van 24 plaatsen en meer bieden en van 42 plaatsen en meer in Brussel, die in 1995 toelagen van de « FESC » hebben ontvangen in het kader van de klassieke opdrachten in toepassing van het koninklijk besluit van 25 september 1974 ingetrokken bij de wet van 29 april 1996.

Art. 129. Behoudens tijdelijke afwijking toegestaan overeenkomstig artikel 132, worden van ambtswege in vermindering gebracht van de toelagen toegekend aan de opvangstructuren bedoeld in het toepassingsgebied, de premies, tegemoetkomingen en verminderingen van bijdragen voor maatschappelijke zekerheid die de betrekkingen van GeCo's (gesubsidieerde contractuelen)betreffen en die overeenstemmen met een volledig dagtaak, zoals vermeld bij artikel 130.

De bedragen toegekend op basis van dit besluit om het Fonds aan te leggen en die afgetrokken worden van de toelagen van de « ONE », stemmen ten minste overeen per GeCo-betrekking (gesubsidieerde contractuelen) met 2.0237,63 euro in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en met 18.998,56 euro in het Waalse Gewest.

Deze vaste bedragen kunnen jaarlijks aangepast worden rekening houdend met de evolutie van de premies, tegemoetkomingen en verminderingen van bijdragen voor maatschappelijke zekerheid die de betrekkingen van GeCo's (gesubsidieerde contractuelen)in elk gewest betreffen. De inrichtende machten van de opvangvoorzieningen worden er in dat geval van verwittigd.

De bedragen die zo worden berekend naar rata van het aantal overeenstemmende voltijdse betrekkingen worden door de « ONE » in mindering gebracht van de trimestriële toelagen, met inbegrip van de voorschotten, die moeten toegekend worden aan de betrokken opvangvoorzieningen om het Fonds aan te leggen.

Art. 130. De opvangvoorzieningen bedoeld in het toepassingsgebied schakelen een bepaald aantal contractuelen om in gesubsidieerde contractuelen in verhouding met hun erkende capaciteit om de bij artikel 125, 1° bedoelde aftrekkingen op de toelagen door de « ONE » te compenseren.

Elke inrichtende macht van een opvangvoorziening die behoort tot het toepassingsgebied zoals bepaald bij artikel 128 heeft bij gevolg het recht een aantal personen tewerk te stellen dat overeenstemt met het aantal gesubsidieerde contractuelen met volledige dagtaak dat volgens de hieronder vermelde tabel is bepaald.

Zij kan dat recht vanaf 1 februari 1998 uitoefenen bij de bevoegde inrichtingen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of in het Waalse Gewest mits toestemming van de « ONE » op basis van de door de gewesten en de Franse Gemeenschap of door de Dienst genomen schikkingen om de nadere regels inzake aanwerving van de gesubsidieerde contractuelen te beheren.

Het aantal gesubsidieerde contractuelen die overeenstemmen met een volledige dagtaak wordt voor elke betrokken opvangvoorziening berekend volgen hierna volgende tabel :

Capaciteit	Aantal halftijdse GeCo's	GeCo's met volledig dagtaak
Minder dan 24 plaatsen	0	0
24 tot 35 plaatsen	1	0,5
36 tot 59 plaatsen	2	1
60 tot 71 plaatsen	3	1,5
72 tot 89 plaatsen	4	2
90 plaatsen en meer	5	2,5

Art. 131. Om de rechten van de werknemers die werden omgevormd in gesubsidieerde contractuelen te vrijwaren, en voorzover hun werkgever hun rechten op vlak van bezoldigingen en anciënniteit eveneens behoudt, waarborgt de « ONE » de inrichtende machten het behoud van hun rechten op vlak van weddeschalen en erkende anciënniteit wat de berekening van de toelagen betreft voor de aldus als gesubsidieerde contractuelen opnieuw aangeworven ambtenaren, naar rata evenwel van het aantal vereiste betrekkingen met volledige dagtaak.

Art. 132. Een tijdelijke afwijking kan door de beheersorganen van de « ONE » toegestaan worden op behoorlijk gemotiveerd verzoek van de inrichtende macht, wat de verplichting betreft de omschakeling van contractuelen in gesubsidieerde contractuelen te verwezenlijken, voor het geheel of een gedeelte van de werknemers met een vereiste volledige dagtaak wanneer de inrichtende macht bewijst dat het materieel onmogelijk is de omschakeling van contractuelen naar gesubsidieerde contractuelen te verwezenlijken.

Deze materiële onmogelijkheid moet het gevolg zijn van de — volledige of gedeeltelijke — afwezigheid van contractueel personeel aan wie ofwel een vooropzeg kan gegeven worden ofwel beantwoordt aan de voorwaarden voor volledig vergoede werkloosheid die op het einde van de vooropzeg zijn vereist.

Zodra een personeelslid kan aangeworven worden als gesubsidieerde contractueel, meer bepaald bij natuurlijke afvloeiing van een statutaire ambtenaar, is de inrichtende macht ertoe verplicht de omschakeling uit te voeren en onmiddellijk de « ONE » ervan te verwittigen.

Bij verstek, kan zij een straf oplopen volgens de in de artikelen 120 tot 123 voorziene nadere regels.

HOOFDSTUK II. — *De ontwikkeling*

Afdeling I. — In het kader van de samenwerkingsovereenkomsten

Art. 133. Per opvangplaats voorbehouden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, stort de werkgever een jaarlijks vast bedrag van ten hoogste 6.280 € aan het Fonds voor Solidariteit en Ontwikkeling van Kinderopvang, luik « samenwerkingsovereenkomsten ».

Het bij vorig lid bedoeld bedrag is door de werkgever ten minste per trimestriële schijven verschuldigd. Het is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) en stemt overeen met het indexcijfer van toepassing op 1 november 2001. Elk jaar wordt het bedrag op 1 januari verhoogd door de verhoging uitgedrukt in percentage van het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) tussen 1 november van het vorige jaar en 1 november van het jaar dat dit jaar voorafgaat.

Art. 134. Ingeval plaatsen worden voorbehouden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst met een crèche of een peuterspeelplaats, kan dit vast bedrag verminderd worden naar rata van de toelagen die bij de artikelen 34 en 35 bedoeld personeel dekken en die door andere overheids machten dan de Franse Gemeenschap of de Dienst worden toegekend en die daartoe door de opvangvoorziening wordt bestemd.

Ingeval plaatsen worden voorbehouden door een werkgever aan wie het recht op fiscale inkorting van de geïnvesteerde bedragen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst niet wordt gegund, wordt het jaarlijks vast bedrag bedoeld bij artikel 133, lid 1 met 13,5 % ingekort.

Afdeling II. — In het kader van de programmering

Art. 135. De bedragen van de bijdragen geïnd door de Dienst op basis van artikel 157 en van artikel 159 zijn in het fonds gestort, luik « programmering » met aftrek van de bedragen opgenomen op basis van artikel 158.

Worden eveneens in het fonds gestort, luik « programmering » de bedragen afgetrokken van de toelagen toegekend door de Dienst in toepassing van de artikelen 93, lid 3, 98, lid 4 en 103, lid 4, wanneer het plaatsen betreft die voorbehouden zijn in het kader van een samenwerkingsovereenkomst bedoeld bij artikel 118, 1°.

TITEL III. — *Herverdeling door het Fonds*

HOOFDSTUK I. — De solidariteit

Art. 136. Wordt betrokken bij de herverdeling door het Fonds, luik « solidariteit », in de vorm van subsidie :

1° elke opvangvoorziening, op 31 december 1997 erkend of op het punt erkend te worden, van het type crèche of gemeentelijk huis voor kinderopvang, ongeacht haar capaciteit.

2° voorzover zij erom verzocht heeft en die bovendien in 1995 toelagen van de « FESC » heeft ontvangen op basis van het koninklijk besluit van 25 september 1974.

Art. 137. Het Fonds, luik « solidariteit », herverdeelt aan de opvangvoorzieningen bedoeld in het toepassingsgebied, een trimestriële toelage berekend op basis van een jaarlijks vast bedrag per bekomen plaats volgens de verhouding tussen het bedrag van de beschikbare middelen van het Fonds die daartoe zijn bestemd en het totaal aantal plaatsen, op 31 december 1997 erkend of op het punt erkend te worden, met inbegrip van de plaatsen bezorgd door de programmering van juli 1997.

Het jaarlijks bedrag van de vaste toelage wordt bekomen door dit jaarlijks vast bedrag per plaats te vermenigvuldigen met het aantal plaatsen die het betrokken trimester betreffen, met als maximum het aantal plaatsen erkend op 31 december 1997.

De hoogtelimiet van het aldus bekomen bedrag wordt evenwel vastgesteld op het bedrag van de toelage gestort door de « FESC » aan de betrokken opvangvoorziening voor het jaar 1995.

Art. 138. Voor elk kalenderjaar wordt de vaste toelage uitbetaald op vervallen termijn in drie schijven van 25 % van de jaarlijkse toelage voor de eerste drie trimesters van het kalenderjaar, het saldo van het jaar wordt uitbetaald in de loop van het eerste trimester van het volgend jaar.

HOOFDSTUK II. — *De Ontwikkeling*

Afdeling I. — In het kader van de samenwerkingsovereenkomsten

Art. 139. Is betrokken bij de herverdeling door het Fonds, luik « samenwerkingsovereenkomsten », in de vorm van een toelage, elke opvangvoorziening die over plaatsen beschikt voorbehouden door een werkgever in het kader van een of meer samenwerkingsovereenkomsten.

Art. 140. § 1. Volgens het type van opvangvoorziening bedoeld bij artikel 139, herverdeelt het Fonds, luik « samenwerkingsovereenkomsten », een toelage berekend volgens de bepalingen bedoeld in Boek II.

Deze toelage is evenredig met het aantal plaatsen voorbehouden in het kader van een of meer samenwerkingsovereenkomsten in verhouding met de gesubsidieerde opvangcapaciteit van de betrokken opvangvoorziening.

§ 2. Wat de gesubsidieerde opvangvoorzieningen betreft, wanneer de verhoging van het aantal plaatsen, voorbehouden in het kader van een of meer samenwerkingsovereenkomsten, geen enkele verhoging van de toelage tot gevolg heeft berekend volgens de bepalingen bedoeld in Boek II en voor de opvangvoorzieningen bedoeld bij artikel 2, 4°, wordt er een vaste toelage van 5410 euro gestort per voorbehouden plaats.

Dit vast bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex); het stemt overeen met het indexcijfer van toepassing op 1 november 2001. Elk jaar wordt het bedrag op 1 januari verhoogd door de verhoging uitgedrukt in percentage van het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) tussen 1 november van het vorige jaar en 1 november van het jaar dat dit jaar voorafgaat.

Art. 141. In het geval van voorbehoud van de plaatsen in een crèche of een peuterspeelplaats en in afwijking van artikel 140, worden de toelagen ingekort met de vermindering bedoeld bij artikel 134.

Art. 142. Wanneer een werkgever zijn verplichtingen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst niet meer kan naleven, zorgt het Fonds voor de betoelaging van de door deze werkgever voorbehouden plaatsen tot volgende 30 juni.

In afwijking van vorig lid, wanneer de tussenkomst van het Fonds uitwerking heeft tussen 1 april en 30 juni, wordt de periode van tussenkomst van het fonds vastgesteld op drie maanden.

Afdeling II. — In het kader van de programmering

Art. 143. De bij artikel 135 bedoelde bedragen die in het Fonds, luik « programmering », worden gestort, zijn uitsluitend voorbehouden voor de financiering van de opvangplaatsen gesubsidieerd door de Dienst volgens de programmeringscriteria bepaald in het beheerscontract van de Dienst.

HOOFDSTUK III. — *Toezicht*

Art. 144. Het toezicht op de Dienst wordt op dezelfde manier uitgevoerd als voor de gewone toelagen die aan de opvangvoorzieningen worden gestort.

Art. 145. De Dienst maakt elk trimester een financiële schatting van de inkomsten en de uitgaven van het Fonds. Ingeval uit deze evaluatie blijkt dat er een tekort bestaat tussen de inkomsten en de uitgaven van het Fonds, neemt de Dienst de nodige maatregelen om dit verschil aan te zuiveren en desgevallend, stelt aan de Regering een wijziging van de bepalingen van dit boek voor.

BOEK IV. — DE FINANCIËLE PARTICIPATIE VAN DE OUDERS

TITEL I. — *Algemene bepalingen*

Art. 146. Het bedrag van de financiële participatie van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen opvangen in gelijk welke door de Dienst erkende opvangvoorziening wordt bepaald overeenkomstig de schaal als bijlage.

Deze schaal bevat een minimale en een maximale bijdrage.

De maatschappelijke werker toegevoegd aan de opvangvoorziening kan een afwijking van de schaal toestaan op basis van een schriftelijk verslag en na sociaal onderzoek. Deze afwijking wordt ter kennis van de Dienst gebracht die de geldigheid ervan kan laten controleren door daartoe aangestelde ambtenaren.

Art. 147. Een gemiddelde financiële bijdrage wordt trimestrieel berekend voor elke crèche, peuterspeelplaats, gemeentelijk huis voor kinderopvang, ouderscrèche en dienst voor onder overeenkomst opvang op basis van het aantal dagen en halve dagen aanwezigheid of daarmee gelijkgestelde aanwezigheid.

Onder daarmee gelijkgestelde aanwezigheid wordt verstaan elke dag waarvoor de financiële bijdrage werd geïnd, ofschoon het kind afwezig was, overeenkomstig artikel 71.

Art. 148. De schaal als bijlage alsook de minimale en maximale bijdragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen.

De aanpassing heeft plaats op 1 januari van elk jaar volgens de formule :

$$\frac{\text{bedrag van de schaal X nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

In deze formule is de basisindex deze van de maand november 2001 en de nieuwe deze van de maand september van het jaar dat het jaar van de aanpassing voorafgaat.

Art. 149. Het bedrag van de financiële bijdrage mag niet lager zijn dan de minimale bijdrage per dag, noch hoger dan de maximale bijdrage.

Het bedrag van de financiële bijdrage wordt vastgesteld op het maximum voor het gezin dat het bewijs van zijn inkomsten niet levert.

Het bedrag van de financiële bijdrage van de openbare besturen die een plaatsing aanvragen is op het maximum vastgesteld.

TITEL II. — Nadere regels voor de berekening van de financiële participatie van de ouders

Art. 150. § 1. De financiële participatie van de ouders wordt berekend op basis van de gecumuleerde maandelijkse netto-inkomsten van het gezin.

De berekeningswijze van de gecumuleerde maandelijkse netto inkomsten van het gezin en de documenten die daartoe moeten worden voorgelegd worden door de Dienst via een omzendbrief bepaald.

§ 2. Elke belangrijke wijziging van de sociale of geldelijke toestand van het gezin moet door de ouders aan de opvangvoorziening medegedeeld worden binnen de veertien dagen die volgen op de verandering.

Deze aangifte heeft de aanpassing van het bedrag van de financiële bijdrage vanaf de daarop volgende maand tot gevolg.

Dezelfde procedure moet gevolgd worden wanneer een nieuw document wordt ontvangen dat moet voorgelegd worden voor berekening van de financiële bijdrage overeenkomstig de omzendbrief.

§ 3. De aangifte van de inkomsten van het gezin en de bewijsdocumenten moeten bewaard blijven tot het einde van het jaar dat volgt op het jaar waarin het kind de opvangvoorziening heeft verlaten.

Art. 151. De financiële participatie van de ouders dekt al de verblijfkosten, met uitsluiting van het regimevoedsel en de geneesmiddelen, alsook de kleren en de luiers indien zij door de opvangvoorziening worden bezorgd.

Geen enkele financiële tussenkomst mag geïnd worden voor gelijk welke andere kosten.

Art. 152. Indien het verblijf van het kind niet meer dan vijf uren per dag bedraagt, wordt de financiële participatie van de ouders vastgesteld op 60 % van het bedrag van de normaal verschuldigde bijdrage.

De participatie kan evenwel lager zijn dan de minimale bijdrage die in deze schaal wordt vastgesteld.

Art. 153. § 1. Wanneer een opvangvoorziening twee kinderen van eenzelfde gezin tegelijkertijd opvangt, wordt de financiële participatie die voor ieder kind verschuldigd is, tot 70 % van de normaal verschuldigde participatie herleid.

De gemotiveerde afwezigheden van een van de kinderen hebben voor de ouders geen verlies van het voordeel van deze maatregel tot gevolg.

De sociale werker controleert de gelijktijdigheid van de plaatsing wanneer beide kinderen niet aan dezelfde opvangvoorziening worden toevertrouwd.

§ 2. De financiële participatie van de ouders is ook herleid tot 70 % voor ieder kind dat deel uitmaakt van een gezin van drie kinderen.

Het gehandicapte kind voor wie verhoogde kinderbijslagen worden ontvangen telt voor twee eenheden in de berekening van het aantal kinderen die deel uitmaken van het gezin.

§ 3. De financiële participatie van de ouders wordt met 10 % verminderd per halve dag aanwezigheid van een ouder die zich gelast met de begeleiding overeenkomstig artikel 37 of met 10 % voor de ouders die zich gelasten met de administratieve of logistieke taken voor de ouderscrèche.

§ 4. De financiële participatie mag evenwel niet lager zijn dan de minimale bijdrage bepaald door de schaal.

Art. 154. Voor de opvangdagen bepaald op de aanwezigheidsfiche van de maand van het opvangcontract wordt er een financiële participatie geïnd berekend volgens de schaal, behoudens de uitzonderingen bepaald bij artikel 71 van dit besluit.

De niet-betaling door de ouders van de financiële participatie kan, na maatschappelijk onderzoek, de uitsluiting van het kind dat in de opvangvoorziening verblijft tot gevolg hebben.

Art. 155. De sociaal werker van de opvangvoorziening kan zich laten bijstaan door de inspecteur-rekenplichtige van de dienst om het bedrag van de financiële participatie te berekenen.

TITEL III. — Straffen

Art. 156. Ingeval van tekortkomingen van de opvangvoorziening t.o.v. de bepalingen van dit Boek, kan de Dienst de bij artikel 122 bedoelde straffen toepassen, volgens de in de artikelen 120 en volgende voorziene nadere regels.

BOEK IV. — DE SOLIDARITEIT ONDER OPVANGVOORZIENINGEN

Art. 157. Wanneer de gemiddelde financiële participatie per dag en per kind bedoeld bij artikel 147 een door de Dienst bepaald bedrag overschrijdt, dat niet hoger mag zijn dan 10,44 euro, wordt er een bijdrage geïnd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » ten laste van de crèche of de peutertuin, overeenkomstig de tabel als bijlage bij dit besluit.

Art. 158. Een bedrag wordt geïnd op de opbrengst van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » ontvangen bijdrage op basis van artikel 157 om aan elke crèche en peutertuin een gemiddelde financiële bijdrage per dag en per kind te waarborgen, berekend door de Dienst die niet minder dan 8,06 euro mag zijn.

Het minimaal bedrag van de gewaarborgde gemiddelde financiële bijdrage bedoeld bij lid 1 is gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen (gezondheidsindex).

Art. 159. Wanneer de gemiddelde financiële bijdrage bedoeld bij artikel 147 het bedrag overschrijdt van de tussenkomst per dag plaatsing, bedoeld bij artikel 114, § 2, wordt er door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » ten laste van de dienst voor onder overeenkomst opvangsters een bijdrage geïnd die overeenstemt met het verschil tussen de gemiddelde financiële bijdrage en bedoeld bedrag.

Wanneer de gemiddelde financiële bijdrage, bedoeld bij artikel 147, de hoogtelimiet van de bijdrage overschrijdt bedoeld bij artikel 102, § 1, 1°, wordt er door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » ten laste van het gemeentelijk huis voor kinderopvang een bijdrage geïnd die overeenstemt met het verschil tussen de gemiddelde financiële bijdrage en bedoeld bedrag.

BOEK VI. — OVERGANGS-, OPHEFFINGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 160. Voor de opvangvoorzieningen erkend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit die een hogere capaciteit hebben dan achtenveertig plaatsen voor de crèches en de peutertuinen of vierentwintig plaatsen voor de gemeentelijk huizen voor kinderopvang of de kindertehuizen, kan er afwijking toegekend worden van de maxima capaciteiten bepaald bij de artikelen 7 tot 9.

Art. 161. De directeurs(-trices) en het begeleidingspersoneel van de kindertehuizen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit minder dan vijf jaar nuttige ervaring in het ambt tellen, hebben een overgangperiode van vijf jaar om zich te schikken naar de in artikel 42 bedoelde voorwaarden.

De opvangsters die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit werkzaam zijn, zijn er niet toe verplicht aan de bij artikel 42 bedoelde voorwaarden te beantwoorden.

Art. 162. De kinderopvangsters die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit een afwijking van de maximale opvangcapaciteit van drie kinderen hebben bekomen, mogen de kinderopvang die aan de gang is beëindigen. Op het einde van die opvang, schikken zij zich naar de opvangcapaciteit bepaald in dit besluit, onverminderd artikel 13.

Art. 163. § 1. De opvangvoorzieningen erkend en gesubsidieerd door de Dienst op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit hebben een overgangperiode van een jaar, te rekenen vanaf de dag waarop dit besluit wordt bekendgemaakt om zich te schikken naar artikel 67, 1°. Tijdens die periode behouden zij hun erkenning en hun subsidies, onverminderd evenwel de toepassing van de nieuwe nadere regels voor de berekening van de toelagen bepaald bij dit besluit.

§ 2. De kinderopvangsters(-sters) die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit de toelating bedoeld bij artikel 6, § 2, het decreet hebben gekregen genieten een stelsel vergelijkbaar met dit georganiseerd bij § 1.

§ 3. De personen titularis van een diploma van gebrevetteerd verpleger(-ster) en die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit in de gesubsidieerde opvangvoorzieningen werken, blijven daar hun ambt uitoefenen en blijven gesubsidieerd volgens de desbetreffende schaal tot hun pensioenstelling of hun vertrek van de opvangvoorziening.

Art. 164. In afwijking van artikel 51 en in afwachting van de inwerkingtreding ervan, houdt de opvangvoorziening haar eigen register van de inschrijvingen op wachtlijst.

Art. 165. Artikel 3 van het besluit van 18 april 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van een bijdrage ten laste van de peutertuinen en crèches gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » wordt als volgt gewijzigd : Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002 en houdt op uitwerking te hebben op 30 juni 2003. ».

Art. 166. Worden opgeheven :

1° het besluit van 29 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 11 juli 1996 en 26 januari 1998, houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

2° het besluit van 29 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de bijdrage van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen in de crèches, peutertuinen, gemeentelijke huizen voor opvang van kinderoen en in door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" gesubsidieerde diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders;

3° het besluit van 23 september 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalmoeders thuis en de directeurs(-trices) van kindertehuizen moeten voldoen alsook de nadere regels van het medisch toezicht;

4° het besluit van 11 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende verschillende maatregelen inzake kindertewelzijn;

5° het besluit van 15 juli 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van de criteria bepaald door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » inzake weigering of intrekking van de toelating om kinderen van minder dan 6 jaar onder bewaking te hebben.

Art. 167. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2003, behoudens artikel 51 dat in werking treedt op 1 september 2005, de artikelen 2, 6° en 7°, 12 en 111 tot 114 die in werking treden op 1 april 2003 en artikel 165 dat in werking treedt op 1 januari 2003.

Art. 168. De Minister van Kinderwelzijn, Opvang en Opdrachten toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 februari 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

Bijlage 1

Weddeschaal van de financiële participatie van de ouders in de verblijfkosten van de kinderen

MAANDELIJKE NETTO INKOMSTEN VAN HET GEZIN			FINANCIELE PARTICIPATIE VAN DE OUDERS 2003			
			Volledige dagen		Onvolledige dagen	
	van	tot	100 %	70 %	100 %	70 %
1	725,46	770,15	1,88	1,88	1,88	1,88
2	770,16	783,49	2,90	2,03	1,88	1,88
3	783,50	812,51	3,34	2,34	2,00	1,88
4	812,52	841,53	3,77	2,64	2,26	1,88
5	841,54	870,55	4,20	2,94	2,52	1,88
6	870,56	899,57	4,65	3,26	2,79	1,96
7	899,58	928,59	5,02	3,51	3,01	2,11
8	928,60	957,61	5,20	3,64	3,12	2,18
9	957,62	986,63	5,34	3,74	3,20	2,24
10	986,64	1 015,65	5,51	3,86	3,31	2,32
11	1 015,66	1 044,67	5,65	3,96	3,39	2,38
12	1 044,68	1 073,69	5,83	4,08	3,50	2,45
13	1 073,70	1 102,71	5,98	4,19	3,59	2,51
14	1 102,72	1 131,71	6,16	4,31	3,70	2,59
15	1 131,72	1 160,73	6,30	4,41	3,78	2,65
16	1 160,74	1 189,75	6,47	4,53	3,88	2,72
17	1 189,76	1 218,77	6,61	4,63	3,97	2,78
18	1 218,78	1 247,79	6,79	4,75	4,07	2,85
19	1 247,80	1 276,81	6,93	4,85	4,16	2,91
20	1 276,82	1 305,83	7,11	4,98	4,27	2,99
21	1 305,84	1 334,85	7,26	5,08	4,36	3,05
22	1 334,86	1 363,87	7,43	5,20	4,46	3,12
23	1 363,88	1 392,89	7,57	5,30	4,54	3,18
24	1 392,90	1 421,91	7,75	5,43	4,65	3,26
25	1 421,92	1 450,93	7,89	5,52	4,73	3,31
26	1 450,94	1 479,95	8,07	5,65	4,84	3,39
27	1 479,96	1 508,97	8,22	5,75	4,93	3,45
28	1 508,98	1 537,99	8,38	5,87	5,03	3,52
29	1 538,00	1 567,01	8,53	5,97	5,12	3,58
30	1 567,02	1 596,02	8,71	6,10	5,23	3,66
31	1 596,03	1 625,03	8,85	6,20	5,31	3,72
32	1 625,04	1 654,05	9,03	6,32	5,42	3,79
33	1 654,06	1 683,07	9,17	6,42	5,50	3,85
34	1 683,08	1 712,09	9,34	6,54	5,60	3,92
35	1 712,10	1 741,11	9,49	6,64	5,69	3,98
36	1 741,12	1 770,13	9,66	6,76	5,80	4,06
37	1 770,14	1 799,15	9,81	6,87	5,89	4,12
38	1 799,16	1 828,17	9,99	6,99	5,99	4,19
39	1 828,18	1 857,19	10,13	7,09	6,08	4,25
40	1 857,20	1 886,21	10,30	7,21	6,18	4,33
41	1 886,22	1 915,23	10,44	7,31	6,26	4,39
42	1 915,24	1 944,25	10,62	7,43	6,37	4,46
43	1 944,26	1 973,27	10,77	7,54	6,46	4,52
44	1 973,28	2 002,29	10,95	7,67	6,57	4,60
45	2 002,30	2 031,30	11,09	7,76	6,65	4,66
46	2 031,31	2 060,32	11,26	7,88	6,76	4,73
47	2 060,33	2 089,33	11,40	7,98	6,84	4,79

MAANDELIJKE NETTO INKOMSTEN VAN HET GEZIN			FINANCIELE PARTICIPATIE VAN DE OUDERS 2003			
			Volledige dagen		Onvolledige dagen	
	van	tot	100 %	70 %	100 %	70 %
48	2 089,34	2 118,35	11,58	8,11	6,95	4,87
49	2 118,36	2 147,37	11,72	8,20	7,03	4,92
50	2 147,38	2 176,39	11,89	8,32	7,13	4,99
51	2 176,40	2 205,41	12,05	8,44	7,23	5,06
52	2 205,42	2 234,43	12,22	8,55	7,33	5,13
53	2 234,44	2 263,45	12,36	8,65	7,42	5,19
54	2 263,46	2 292,47	12,56	8,79	7,54	5,27
55	2 292,48	2 321,49	12,71	8,90	7,63	5,34
56	2 321,50	2 350,51	12,89	9,02	7,73	5,41
57	2 350,52	2 379,53	13,06	9,14	7,84	5,48
58	2 379,54	2 408,55	13,20	9,24	7,92	5,54
59	2 408,56	2 437,57	13,38	9,37	8,03	5,62
60	2 437,58	2 466,58	13,52	9,46	8,11	5,68
61	2 466,59	2 495,60	13,70	9,59	8,22	5,75
62	2 495,61	2 524,62	13,84	9,69	8,30	5,81
63	2 524,63	2 553,63	14,01	9,81	8,41	5,89
64	2 553,64	2 582,65	14,16	9,91	8,50	5,95
65	2 582,66	2 611,67	14,34	10,04	8,60	6,02
66	2 611,68	2 640,69	14,50	10,15	8,70	6,09
67	2 640,70	2 669,71	14,66	10,26	8,80	6,16
68	2 669,72	2 698,73	14,83	10,38	8,90	6,23
69	2 698,74	2 727,75	14,97	10,48	8,98	6,29
70	2 727,76	2 756,77	15,15	10,61	9,09	6,37
71	2 756,78	2 785,79	15,29	10,70	9,17	6,42
72	2 785,80	2 814,81	15,46	10,82	9,28	6,49
73	2 814,82	2 843,83	15,62	10,93	9,37	6,56
74	2 843,84	2 872,85	15,79	11,05	9,47	6,63
75	2 872,86	2 901,87	15,93	11,15	9,56	6,69
76	2 901,88	2 930,88	16,11	11,28	9,67	6,77
77	2 930,89	2 959,90	16,28	11,40	9,77	6,84
78	2 959,91	2 988,92	16,42	11,49	9,85	6,89
79	2 988,93	3 017,94	16,60	11,62	9,96	6,97
80	3 017,95	3 046,95	16,74	11,72	10,04	7,03
81	3 046,96	3 075,97	16,83	11,78	10,10	7,07
82	3 075,98	3 104,99	17,01	11,91	10,21	7,15
83	3 105,00	3 134,01	17,15	12,01	10,29	7,21
84	3 134,02	3 163,03	17,33	12,13	10,40	7,28
85	3 163,04	3 192,05	17,47	12,23	10,48	7,34
86	3 192,06	3 221,07	17,64	12,35	10,58	7,41
87	3 221,08	3 250,09	17,79	12,45	10,67	7,47
88	3 250,10	3 279,11	17,96	12,57	10,78	7,54
89	3 279,12	3 308,13	18,11	12,68	10,87	7,61
90	3 308,14	3 337,15	18,28	12,80	10,97	7,68
91	3 337,16	3 366,16	18,43	12,90	11,06	7,74
92	3 366,17	3 395,18	18,60	13,02	11,16	7,81
93	3 395,19	3 424,20	18,74	13,12	11,24	7,87
94	3 424,21	3 453,22	18,84	13,19	11,30	7,91
95	3 453,23	3 482,24	18,99	13,29	11,39	7,97
96	3 482,25	3 511,25	19,15	13,41	11,49	8,05

MAANDELIJKE NETTO INKOMSTEN VAN HET GEZIN			FINANCIELE PARTICIPATIE VAN DE OUDERS 2003			
			Volledige dagen		Onvolledige dagen	
	van	tot	100 %	70 %	100 %	70 %
97	3 511,26	3 540,27	19,32	13,52	11,59	8,11
98	3 540,28	3 569,29	19,47	13,63	11,68	8,18
99	3 569,30	3 598,31	19,63	13,74	11,78	8,24
100	3 598,32	3 627,33	19,80	13,86	11,88	8,32
101	3 627,34	3 656,35	19,96	13,97	11,98	8,38
102	3 656,36	3 685,37	20,11	14,08	12,07	8,45
103	3 685,38	3 714,39	20,30	14,21	12,18	8,53
104	3 714,40	3 743,41	20,49	14,34	12,29	8,60
105	3 743,42	3 772,43	20,66	14,46	12,40	8,68
106	3 772,44	3 801,45	20,85	14,60	12,51	8,76
107	3 801,46	3 830,46	21,04	14,73	12,62	8,84
108	3 830,47	3 859,48	21,22	14,85	12,73	8,91
109	3 859,49	3 888,50	21,40	14,98	12,84	8,99
110	3 888,51	3 917,52	21,56	15,09	12,94	9,05
111	3 917,53	3 946,54	21,73	15,21	13,04	9,13
112	3 946,55	3 975,55	21,88	15,32	13,13	9,19
113	3 975,56	4 004,57	22,04	15,43	13,22	9,26
114	4 004,58	4 033,59	22,21	15,55	13,33	9,33
115	4 033,60	4 062,61	22,37	15,66	13,42	9,40
116	4 062,62	4 091,63	22,52	15,76	13,51	9,46
117	4 091,64	4 120,65	22,69	15,88	13,61	9,53
118	4 120,66	4 149,67	22,87	16,01	13,72	9,61
119	4 149,68	4 178,69	23,06	16,14	13,84	9,68
120	4 178,70	4 207,71	23,24	16,27	13,94	9,76
121	4 207,72	4 236,73	23,42	16,39	14,05	9,83
122	4 236,74	4 265,74	23,61	16,53	14,17	9,92
123	4 265,75	4 294,76	23,79	16,65	14,27	9,99
124	4 294,77	4 323,78	23,97	16,78	14,38	10,07
125	4 323,79	4 352,80	24,14	16,90	14,48	10,14
126	4 352,81	4 381,82	24,29	17,00	14,57	10,20
127	4 381,83	4 410,84	24,45	17,12	14,67	10,27
128	4 410,85	4 439,85	24,62	17,23	14,77	10,34
129	4 439,86	4 468,87	24,78	17,35	14,87	10,41
130	4 468,88	4 497,89	24,93	17,45	14,96	10,47
131	4 497,90	4 526,91	25,10	17,57	15,06	10,54
132	4 526,92	4 555,93	25,26	17,68	15,16	10,61
133	4 555,94	4 584,95	25,45	17,82	15,27	10,69
134	4 584,96	4 613,97	25,62	17,93	15,37	10,76
135	4 613,98	4 642,99	25,81	18,07	15,49	10,84
136	4 643,00	4 672,01	26,00	18,20	15,60	10,92
137	4 672,02	4 701,03	26,17	18,32	15,70	10,99
138	4 701,04	4 730,04	26,36	18,45	15,82	11,07
139	4 730,05		26,55	18,59	15,93	11,15

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 27 februari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. », »

J.-M. NOLLET

Bijlage 2

Retrocessie

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
0,00	0,00	
10,53	0,00	0,000 %
10,55	0,02	0,190 %
10,57	0,04	0,378 %
10,59	0,06	0,567 %
10,61	0,08	0,754 %
10,63	0,10	0,941 %
10,65	0,12	1,127 %
10,67	0,14	1,312 %
10,69	0,16	1,497 %
10,71	0,18	1,681 %
10,73	0,20	1,864 %
10,75	0,22	2,047 %
10,77	0,24	2,228 %
10,79	0,26	2,410 %
10,81	0,28	2,590 %
10,83	0,30	2,770 %
10,85	0,32	2,949 %
10,87	0,34	3,128 %
10,89	0,36	3,306 %
10,91	0,38	3,483 %
10,93	0,40	3,660 %
10,95	0,42	3,836 %
10,97	0,44	4,011 %
10,99	0,46	4,186 %
11,01	0,48	4,360 %
11,03	0,50	4,533 %
11,05	0,52	4,706 %
11,07	0,54	4,878 %
11,09	0,56	5,050 %
11,11	0,58	5,221 %
11,13	0,60	5,391 %
11,15	0,62	5,561 %
11,17	0,64	5,730 %
11,19	0,66	5,898 %
11,21	0,68	6,066 %
11,23	0,70	6,233 %
11,25	0,72	6,400 %
11,27	0,74	6,566 %
11,29	0,76	6,732 %
11,31	0,78	6,897 %
11,33	0,80	7,061 %
11,35	0,82	7,225 %
11,37	0,84	7,388 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
11,39	0,86	7,550 %
11,41	0,88	7,713 %
11,43	0,90	7,874 %
11,45	0,92	8,035 %
11,47	0,94	8,195 %
11,49	0,96	8,355 %
11,51	0,98	8,514 %
11,53	1,00	8,673 %
11,55	1,02	8,831 %
11,57	1,04	8,989 %
11,59	1,04	8,973 %
11,61	1,04	8,958 %
11,63	1,04	8,942 %
11,65	1,04	8,927 %
11,67	1,04	8,912 %
11,69	1,04	8,896 %
11,71	1,04	8,881 %
11,73	1,04	8,866 %
11,75	1,04	8,851 %
11,77	1,04	8,836 %
11,79	1,06	8,991 %
11,81	1,06	8,975 %
11,83	1,06	8,960 %
11,85	1,06	8,945 %
11,87	1,06	8,930 %
11,89	1,06	8,915 %
11,91	1,06	8,900 %
11,93	1,06	8,885 %
11,95	1,06	8,870 %
11,97	1,06	8,855 %
11,99	1,06	8,841 %
12,01	1,08	8,993 %
12,03	1,08	8,978 %
12,05	1,08	8,963 %
12,07	1,08	8,948 %
12,09	1,08	8,933 %
12,11	1,08	8,918 %
12,13	1,08	8,904 %
12,15	1,08	8,889 %
12,17	1,08	8,874 %
12,19	1,08	8,860 %
12,21	1,08	8,845 %
12,23	1,10	8,994 %
12,25	1,10	8,980 %
12,27	1,10	8,965 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
12,29	1,10	8,950 %
12,31	1,10	8,936 %
12,33	1,10	8,921 %
12,35	1,10	8,907 %
12,37	1,10	8,892 %
12,39	1,10	8,878 %
12,41	1,10	8,864 %
12,43	1,10	8,850 %
12,45	1,12	8,996 %
12,47	1,12	8,982 %
12,49	1,12	8,967 %
12,51	1,12	8,953 %
12,53	1,14	9,098 %
12,55	1,16	9,243 %
12,57	1,18	9,387 %
12,59	1,20	9,531 %
12,61	1,22	9,675 %
12,63	1,24	9,818 %
12,65	1,26	9,960 %
12,67	1,26	9,945 %
12,69	1,26	9,929 %
12,71	1,26	9,913 %
12,73	1,26	9,898 %
12,75	1,26	9,882 %
12,77	1,26	9,867 %
12,79	1,26	9,851 %
12,81	1,28	9,992 %
12,83	1,28	9,977 %
12,85	1,28	9,961 %
12,87	1,28	9,946 %
12,89	1,28	9,930 %
12,91	1,28	9,915 %
12,93	1,28	9,899 %
12,95	1,28	9,884 %
12,97	1,28	9,869 %
12,99	1,28	9,854 %
13,01	1,30	9,992 %
13,03	1,30	9,977 %
13,05	1,30	9,962 %
13,07	1,30	9,946 %
13,09	1,30	9,931 %
13,11	1,30	9,916 %
13,13	1,30	9,901 %
13,15	1,30	9,886 %
13,17	1,30	9,871 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
13,19	1,30	9,856 %
13,21	1,32	9,992 %
13,23	1,32	9,977 %
13,25	1,32	9,962 %
13,27	1,32	9,947 %
13,29	1,32	9,932 %
13,31	1,32	9,917 %
13,33	1,32	9,902 %
13,35	1,32	9,888 %
13,37	1,32	9,873 %
13,39	1,32	9,858 %
13,41	1,34	9,993 %
13,43	1,34	9,978 %
13,45	1,34	9,963 %
13,47	1,34	9,948 %
13,49	1,34	9,933 %
13,51	1,34	9,919 %
13,53	1,36	10,052 %
13,55	1,38	10,185 %
13,57	1,40	10,317 %
13,59	1,42	10,449 %
13,61	1,44	10,580 %
13,63	1,46	10,712 %
13,65	1,48	10,842 %
13,67	1,50	10,973 %
13,69	1,50	10,957 %
13,71	1,50	10,941 %
13,73	1,50	10,925 %
13,75	1,50	10,909 %
13,77	1,50	10,893 %
13,79	1,50	10,877 %
13,81	1,50	10,862 %
13,83	1,52	10,991 %
13,85	1,52	10,975 %
13,87	1,52	10,959 %
13,89	1,52	10,943 %
13,91	1,52	10,927 %
13,93	1,52	10,912 %
13,95	1,52	10,896 %
13,97	1,52	10,880 %
13,99	1,52	10,865 %
14,01	1,54	10,992 %
14,03	1,54	10,976 %
14,05	1,54	10,961 %
14,07	1,54	10,945 %
14,09	1,54	10,930 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
14,11	1,54	10,914 %
14,13	1,54	10,899 %
14,15	1,54	10,883 %
14,17	1,54	10,868 %
14,19	1,56	10,994 %
14,21	1,56	10,978 %
14,23	1,56	10,963 %
14,25	1,56	10,947 %
14,27	1,56	10,932 %
14,29	1,56	10,917 %
14,31	1,56	10,901 %
14,33	1,56	10,886 %
14,35	1,56	10,871 %
14,37	1,58	10,995 %
14,39	1,58	10,980 %
14,41	1,58	10,965 %
14,43	1,58	10,949 %
14,45	1,58	10,934 %
14,47	1,58	10,919 %
14,49	1,58	10,904 %
14,51	1,58	10,889 %
14,53	1,60	11,012 %
14,55	1,62	11,134 %
14,57	1,64	11,256 %
14,59	1,66	11,378 %
14,61	1,68	11,499 %
14,63	1,70	11,620 %
14,65	1,72	11,741 %
14,67	1,74	11,861 %
14,69	1,76	11,981 %
14,71	1,76	11,965 %
14,73	1,76	11,948 %
14,75	1,76	11,932 %
14,77	1,76	11,916 %
14,79	1,76	11,900 %
14,81	1,76	11,884 %
14,83	1,76	11,868 %
14,85	1,78	11,987 %
14,87	1,78	11,970 %
14,89	1,78	11,954 %
14,91	1,78	11,938 %
14,93	1,78	11,922 %
14,95	1,78	11,906 %
14,97	1,78	11,890 %
14,99	1,78	11,875 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
15,01	1,80	11,992 %
15,03	1,80	11,976 %
15,05	1,80	11,960 %
15,07	1,80	11,944 %
15,09	1,80	11,928 %
15,11	1,80	11,913 %
15,13	1,80	11,897 %
15,15	1,80	11,881 %
15,17	1,82	11,997 %
15,19	1,82	11,982 %
15,21	1,82	11,966 %
15,23	1,82	11,950 %
15,25	1,82	11,934 %
15,27	1,82	11,919 %
15,29	1,82	11,903 %
15,31	1,82	11,888 %
15,33	1,82	11,872 %
15,35	1,84	11,987 %
15,37	1,84	11,971 %
15,39	1,84	11,956 %
15,41	1,84	11,940 %
15,43	1,84	11,925 %
15,45	1,84	11,909 %
15,47	1,84	11,894 %
15,49	1,84	11,879 %
15,51	1,86	11,992 %
15,53	1,88	12,106 %
15,55	1,90	12,219 %
15,57	1,92	12,331 %
15,59	1,94	12,444 %
15,61	1,96	12,556 %
15,63	1,98	12,668 %
15,65	2,00	12,780 %
15,67	2,02	12,891 %
15,69	2,02	12,874 %
15,71	2,04	12,985 %
15,73	2,04	12,969 %
15,75	2,04	12,952 %
15,77	2,04	12,936 %
15,79	2,04	12,920 %
15,81	2,04	12,903 %
15,83	2,04	12,887 %
15,85	2,06	12,997 %
15,87	2,06	12,980 %
15,89	2,06	12,964 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
15,91	2,06	12,948 %
15,93	2,06	12,932 %
15,95	2,06	12,915 %
15,97	2,06	12,899 %
15,99	2,06	12,883 %
16,01	2,08	12,992 %
16,03	2,08	12,976 %
16,05	2,08	12,960 %
16,07	2,08	12,943 %
16,09	2,08	12,927 %
16,11	2,08	12,911 %
16,13	2,08	12,895 %
16,15	2,08	12,879 %
16,17	2,10	12,987 %
16,19	2,10	12,971 %
16,21	2,10	12,955 %
16,23	2,10	12,939 %
16,25	2,10	12,923 %
16,27	2,10	12,907 %
16,29	2,10	12,891 %
16,31	2,12	12,998 %
16,33	2,12	12,982 %
16,35	2,12	12,966 %
16,37	2,12	12,951 %
16,39	2,12	12,935 %
16,41	2,12	12,919 %
16,43	2,12	12,903 %
16,45	2,12	12,888 %
16,47	2,14	12,993 %
16,49	2,14	12,978 %
16,51	2,14	12,962 %
16,53	2,16	13,067 %
16,55	2,18	13,172 %
16,57	2,20	13,277 %
16,59	2,22	13,382 %
16,61	2,24	13,486 %
16,63	2,26	13,590 %
16,65	2,28	13,694 %
16,67	2,30	13,797 %
16,69	2,32	13,901 %
16,71	2,32	13,884 %
16,73	2,34	13,987 %
16,75	2,34	13,970 %
16,77	2,34	13,953 %
16,79	2,34	13,937 %
16,81	2,34	13,920 %
16,83	2,34	13,904 %
16,85	2,34	13,887 %
16,87	2,36	13,989 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
16,89	2,36	13,973 %
16,91	2,36	13,956 %
16,93	2,36	13,940 %
16,95	2,36	13,923 %
16,97	2,36	13,907 %
16,99	2,36	13,891 %
17,01	2,38	13,992 %
17,03	2,38	13,975 %
17,05	2,38	13,959 %
17,07	2,38	13,943 %
17,09	2,38	13,926 %
17,11	2,38	13,910 %
17,13	2,38	13,894 %
17,15	2,40	13,994 %
17,17	2,40	13,978 %
17,19	2,40	13,962 %
17,21	2,40	13,945 %
17,23	2,40	13,929 %
17,25	2,40	13,913 %
17,27	2,40	13,897 %
17,29	2,42	13,997 %
17,31	2,42	13,980 %
17,33	2,42	13,964 %
17,35	2,42	13,948 %
17,37	2,42	13,932 %
17,39	2,42	13,916 %
17,41	2,42	13,900 %
17,43	2,44	13,999 %
17,45	2,44	13,983 %
17,47	2,44	13,967 %
17,49	2,44	13,951 %
17,51	2,44	13,935 %
17,53	2,46	14,033 %
17,55	2,48	14,131 %
17,57	2,50	14,229 %
17,59	2,52	14,326 %
17,61	2,54	14,424 %
17,63	2,56	14,521 %
17,65	2,58	14,618 %
17,67	2,60	14,714 %
17,69	2,62	14,811 %
17,71	2,64	14,907 %
17,73	2,64	14,890 %
17,75	2,66	14,986 %
17,77	2,66	14,969 %
17,79	2,66	14,952 %
17,81	2,66	14,935 %
17,83	2,66	14,919 %
17,85	2,66	14,902 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
17,87	2,68	14,997 %
17,89	2,68	14,980 %
17,91	2,68	14,964 %
17,93	2,68	14,947 %
17,95	2,68	14,930 %
17,97	2,68	14,914 %
17,99	2,68	14,897 %
18,01	2,70	14,992 %
18,03	2,70	14,975 %
18,05	2,70	14,958 %
18,07	2,70	14,942 %
18,09	2,70	14,925 %
18,11	2,70	14,909 %
18,13	2,70	14,892 %
18,15	2,72	14,986 %
18,17	2,72	14,970 %
18,19	2,72	14,953 %
18,21	2,72	14,937 %
18,23	2,72	14,920 %
18,25	2,72	14,904 %
18,27	2,74	14,997 %
18,29	2,74	14,981 %
18,31	2,74	14,965 %
18,33	2,74	14,948 %
18,35	2,74	14,932 %
18,37	2,74	14,916 %
18,39	2,74	14,899 %
18,41	2,76	14,992 %
18,43	2,76	14,976 %
18,45	2,76	14,959 %
18,47	2,76	14,943 %
18,49	2,76	14,927 %
18,51	2,76	14,911 %
18,53	2,76	14,895 %
18,55	2,78	14,987 %
18,57	2,78	14,970 %
18,59	2,78	14,954 %
18,61	2,78	14,938 %
18,63	2,78	14,922 %
18,65	2,78	14,906 %
18,67	2,80	14,997 %
18,69	2,80	14,981 %
18,71	2,80	14,965 %
18,73	2,80	14,949 %
18,75	2,80	14,933 %
18,77	2,80	14,917 %
18,79	2,80	14,902 %
18,81	2,82	14,992 %
18,83	2,82	14,976 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
18,85	2,82	14,960 %
18,87	2,82	14,944 %
18,89	2,82	14,929 %
18,91	2,82	14,913 %
18,93	2,82	14,897 %
18,95	2,84	14,987 %
18,97	2,84	14,971 %
18,99	2,84	14,955 %
19,01	2,84	14,940 %
19,03	2,84	14,924 %
19,05	2,84	14,908 %
19,07	2,86	14,997 %
19,09	2,86	14,982 %
19,11	2,86	14,966 %
19,13	2,86	14,950 %
19,15	2,86	14,935 %
19,17	2,86	14,919 %
19,19	2,86	14,904 %
19,21	2,88	14,992 %
19,23	2,88	14,977 %
19,25	2,88	14,961 %
19,27	2,88	14,946 %
19,29	2,88	14,930 %
19,31	2,88	14,915 %
19,33	2,88	14,899 %
19,35	2,90	14,987 %
19,37	2,90	14,972 %
19,39	2,90	14,956 %
19,41	2,90	14,941 %
19,43	2,90	14,925 %
19,45	2,90	14,910 %
19,47	2,92	14,997 %
19,49	2,92	14,982 %
19,51	2,92	14,967 %
19,53	2,92	14,951 %
19,55	2,92	14,936 %
19,57	2,92	14,921 %
19,59	2,92	14,906 %
19,61	2,94	14,992 %
19,63	2,94	14,977 %
19,65	2,94	14,962 %
19,67	2,94	14,947 %
19,69	2,94	14,931 %
19,71	2,94	14,916 %
19,73	2,94	14,901 %
19,75	2,96	14,987 %
19,77	2,96	14,972 %
19,79	2,96	14,957 %
19,81	2,96	14,942 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
19,83	2,96	14,927 %
19,85	2,96	14,912 %
19,87	2,98	14,997 %
19,89	2,98	14,982 %
19,91	2,98	14,967 %
19,93	2,98	14,952 %
19,95	2,98	14,937 %
19,97	2,98	14,922 %
19,99	2,98	14,907 %
20,01	3,00	14,993 %
20,03	3,00	14,978 %
20,05	3,00	14,963 %
20,07	3,00	14,948 %
20,09	3,00	14,933 %
20,11	3,00	14,918 %
20,13	3,00	14,903 %
20,15	3,02	14,988 %
20,17	3,02	14,973 %
20,19	3,02	14,958 %
20,21	3,02	14,943 %
20,23	3,02	14,928 %
20,25	3,02	14,914 %
20,27	3,04	14,998 %
20,29	3,04	14,983 %
20,31	3,04	14,968 %
20,33	3,04	14,953 %
20,35	3,04	14,939 %
20,37	3,04	14,924 %
20,39	3,04	14,909 %
20,41	3,06	14,993 %
20,43	3,06	14,978 %
20,45	3,06	14,963 %
20,47	3,06	14,949 %
20,49	3,06	14,934 %
20,51	3,06	14,920 %
20,53	3,06	14,905 %
20,55	3,08	14,988 %
20,57	3,08	14,973 %
20,59	3,08	14,959 %
20,61	3,08	14,944 %
20,63	3,08	14,930 %
20,65	3,08	14,915 %
20,67	3,10	14,998 %
20,69	3,10	14,983 %
20,71	3,10	14,969 %
20,73	3,10	14,954 %
20,75	3,10	14,940 %
20,77	3,10	14,925 %
20,79	3,10	14,911 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
20,81	3,12	14,993 %
20,83	3,12	14,978 %
20,85	3,12	14,964 %
20,87	3,12	14,950 %
20,89	3,12	14,935 %
20,91	3,12	14,921 %
20,93	3,12	14,907 %
20,95	3,14	14,988 %
20,97	3,14	14,974 %
20,99	3,14	14,960 %
21,01	3,14	14,945 %
21,03	3,14	14,931 %
21,05	3,14	14,917 %
21,07	3,16	14,998 %
21,09	3,16	14,983 %
21,11	3,16	14,969 %
21,13	3,16	14,955 %
21,15	3,16	14,941 %
21,17	3,16	14,927 %
21,19	3,16	14,913 %
21,21	3,18	14,993 %
21,23	3,18	14,979 %
21,25	3,18	14,965 %
21,27	3,18	14,951 %
21,29	3,18	14,937 %
21,31	3,18	14,923 %
21,33	3,18	14,909 %
21,35	3,20	14,988 %
21,37	3,20	14,974 %
21,39	3,20	14,960 %
21,41	3,20	14,946 %
21,43	3,20	14,932 %
21,45	3,20	14,918 %
21,47	3,22	14,998 %
21,49	3,22	14,984 %
21,51	3,22	14,970 %
21,53	3,22	14,956 %
21,55	3,22	14,942 %
21,57	3,22	14,928 %
21,59	3,22	14,914 %
21,61	3,24	14,993 %
21,63	3,24	14,979 %
21,65	3,24	14,965 %
21,67	3,24	14,952 %
21,69	3,24	14,938 %
21,71	3,24	14,924 %
21,73	3,24	14,910 %
21,75	3,26	14,989 %
21,77	3,26	14,975 %
21,79	3,26	14,961 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
21,81	3,26	14,947 %
21,83	3,26	14,934 %
21,85	3,26	14,920 %
21,87	3,28	14,998 %
21,89	3,28	14,984 %
21,91	3,28	14,970 %
21,93	3,28	14,957 %
21,95	3,28	14,943 %
21,97	3,28	14,929 %
21,99	3,28	14,916 %
22,01	3,30	14,993 %
22,03	3,30	14,980 %
22,05	3,30	14,966 %
22,07	3,30	14,952 %
22,09	3,30	14,939 %
22,11	3,30	14,925 %
22,13	3,30	14,912 %
22,15	3,32	14,989 %
22,17	3,32	14,975 %
22,19	3,32	14,962 %
22,21	3,32	14,948 %
22,23	3,32	14,935 %
22,25	3,32	14,921 %
22,27	3,34	14,998 %
22,29	3,34	14,984 %
22,31	3,34	14,971 %
22,33	3,34	14,957 %
22,35	3,34	14,944 %
22,37	3,34	14,931 %
22,39	3,34	14,917 %
22,41	3,36	14,993 %
22,43	3,36	14,980 %
22,45	3,36	14,967 %
22,47	3,36	14,953 %
22,49	3,36	14,940 %
22,51	3,36	14,927 %
22,53	3,36	14,913 %
22,55	3,38	14,989 %
22,57	3,38	14,976 %
22,59	3,38	14,962 %
22,61	3,38	14,949 %
22,63	3,38	14,936 %
22,65	3,38	14,923 %
22,67	3,40	14,998 %
22,69	3,40	14,985 %
22,71	3,40	14,971 %
22,73	3,40	14,958 %
22,75	3,40	14,945 %
22,77	3,40	14,932 %
22,79	3,40	14,919 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
22,81	3,42	14,993 %
22,83	3,42	14,980 %
22,85	3,42	14,967 %
22,87	3,42	14,954 %
22,89	3,42	14,941 %
22,91	3,42	14,928 %
22,93	3,42	14,915 %
22,95	3,44	14,989 %
22,97	3,44	14,976 %
22,99	3,44	14,963 %
23,01	3,44	14,950 %
23,03	3,44	14,937 %
23,05	3,44	14,924 %
23,07	3,46	14,998 %
23,09	3,46	14,985 %
23,11	3,46	14,972 %
23,13	3,46	14,959 %
23,15	3,46	14,946 %
23,17	3,46	14,933 %
23,19	3,46	14,920 %
23,21	3,48	14,994 %
23,23	3,48	14,981 %
23,25	3,48	14,968 %
23,27	3,48	14,955 %
23,29	3,48	14,942 %
23,31	3,48	14,929 %
23,33	3,48	14,916 %
23,35	3,50	14,989 %
23,37	3,50	14,976 %
23,39	3,50	14,964 %
23,41	3,50	14,951 %
23,43	3,50	14,938 %
23,45	3,50	14,925 %
23,47	3,52	14,998 %
23,49	3,52	14,985 %
23,51	3,52	14,972 %
23,53	3,52	14,960 %
23,55	3,52	14,947 %
23,57	3,52	14,934 %
23,59	3,52	14,922 %
23,61	3,54	14,994 %
23,63	3,54	14,981 %
23,65	3,54	14,968 %
23,67	3,54	14,956 %
23,69	3,54	14,943 %
23,71	3,54	14,930 %
23,73	3,54	14,918 %
23,75	3,56	14,989 %
23,77	3,56	14,977 %
23,79	3,56	14,964 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
23,81	3,56	14,952 %
23,83	3,56	14,939 %
23,85	3,56	14,927 %
23,87	3,58	14,998 %
23,89	3,58	14,985 %
23,91	3,58	14,973 %
23,93	3,58	14,960 %
23,95	3,58	14,948 %
23,97	3,58	14,935 %
23,99	3,58	14,923 %
24,01	3,60	14,994 %
24,03	3,60	14,981 %
24,05	3,60	14,969 %
24,07	3,60	14,956 %
24,09	3,60	14,944 %
24,11	3,60	14,932 %
24,13	3,60	14,919 %
24,15	3,62	14,990 %
24,17	3,62	14,977 %
24,19	3,62	14,965 %
24,21	3,62	14,952 %
24,23	3,62	14,940 %
24,25	3,62	14,928 %
24,27	3,64	14,998 %
24,29	3,64	14,986 %
24,31	3,64	14,973 %
24,33	3,64	14,961 %
24,35	3,64	14,949 %
24,37	3,64	14,936 %
24,39	3,64	14,924 %
24,41	3,66	14,994 %
24,43	3,66	14,982 %
24,45	3,66	14,969 %
24,47	3,66	14,957 %
24,49	3,66	14,945 %
24,51	3,66	14,933 %
24,53	3,66	14,921 %
24,55	3,68	14,990 %
24,57	3,68	14,978 %
24,59	3,68	14,965 %
24,61	3,68	14,953 %
24,63	3,68	14,941 %
24,65	3,68	14,929 %
24,67	3,70	14,998 %
24,69	3,70	14,986 %
24,71	3,70	14,974 %
24,73	3,70	14,962 %
24,75	3,70	14,949 %
24,77	3,70	14,937 %
24,79	3,70	14,925 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
24,81	3,72	14,994 %
24,83	3,72	14,982 %
24,85	3,72	14,970 %
24,87	3,72	14,958 %
24,89	3,72	14,946 %
24,91	3,72	14,934 %
24,93	3,72	14,922 %
24,95	3,74	14,990 %
24,97	3,74	14,978 %
24,99	3,74	14,966 %
25,01	3,74	14,954 %
25,03	3,74	14,942 %
25,05	3,74	14,930 %
25,07	3,76	14,998 %
25,09	3,76	14,986 %
25,11	3,76	14,974 %
25,13	3,76	14,962 %
25,15	3,76	14,950 %
25,17	3,76	14,938 %
25,19	3,76	14,927 %
25,21	3,78	14,994 %
25,23	3,78	14,982 %
25,25	3,78	14,970 %
25,27	3,78	14,958 %
25,29	3,78	14,947 %
25,31	3,78	14,935 %
25,33	3,78	14,923 %
25,35	3,80	14,990 %
25,37	3,80	14,978 %
25,39	3,80	14,967 %
25,41	3,80	14,955 %
25,43	3,80	14,943 %
25,45	3,80	14,931 %
25,47	3,82	14,998 %
25,49	3,82	14,986 %
25,51	3,82	14,975 %
25,53	3,82	14,963 %
25,55	3,82	14,951 %
25,57	3,82	14,939 %
25,59	3,82	14,928 %
25,61	3,84	14,994 %
25,63	3,84	14,982 %
25,65	3,84	14,971 %
25,67	3,84	14,959 %
25,69	3,84	14,947 %
25,71	3,84	14,936 %
25,73	3,84	14,924 %
25,75	3,86	14,990 %
25,77	3,86	14,979 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
25,79	3,86	14,967 %
25,81	3,86	14,955 %
25,83	3,86	14,944 %
25,85	3,86	14,932 %
25,87	3,88	14,998 %
25,89	3,88	14,986 %
25,91	3,88	14,975 %
25,93	3,88	14,963 %
25,95	3,88	14,952 %
25,97	3,88	14,940 %
25,99	3,88	14,929 %
26,01	3,90	14,994 %
26,03	3,90	14,983 %
26,05	3,90	14,971 %
26,07	3,90	14,960 %
26,09	3,90	14,948 %
26,11	3,90	14,937 %
26,13	3,90	14,925 %
26,15	3,92	14,990 %
26,17	3,92	14,979 %
26,19	3,92	14,968 %
26,21	3,92	14,956 %
26,23	3,92	14,945 %
26,25	3,92	14,933 %
26,27	3,94	14,998 %
26,29	3,94	14,987 %
26,31	3,94	14,975 %
26,33	3,94	14,964 %
26,35	3,94	14,953 %
26,37	3,94	14,941 %
26,39	3,94	14,930 %
26,41	3,96	14,994 %
26,43	3,96	14,983 %
26,45	3,96	14,972 %
26,47	3,96	14,960 %
26,49	3,96	14,949 %
26,51	3,96	14,938 %
26,53	3,96	14,926 %
26,55	3,98	14,991 %

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 27 februari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET